MARDI 17 FÉVRIER 2026
82E ANNÉE – N° 25235
3,80 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

Violences politiques : l'ultragauche en accusation

▸ La mort de Quentin D., un militant d'extrême droite, à Lyon, à la suite d'affrontements avec des antifas, suscite de vives réactions politiques

▸ « C'est manifestement l'ultragauche qui a tué », a déclaré, dimanche, le ministre de la justice, Gérald Darmanin, alors que l'enquête s'accélérait

▸ En marge des investigations, La France insoumise (LFI) se voit reprocher des liens avec la Jeune Garde, le groupe antifa soupçonné de ces violences

▸ Le leader de LFI, Jean-Luc Mélenchon, rejette toute responsabilité de son parti, fustigeant les « bandes de menteurs » et les « calomniateurs »

▸ Au-delà de cette affaire, il conteste aussi le classement de LFI à l'extrême gauche et les accusations d'antisémitisme

PAGES 6-7

LE SUD-OUEST SOUS LES EAUX

▸ Notre reportage à La Réole (Gironde), confrontée à une crue historique de la Garonne
▸ La climatologue Françoise Vimeux décrypte le phénomène des inondations récurrentes PAGE 13

A La Réole (Gironde), le 13 février. GUILLAUME PINON/EPA

Société Le débat sur la fin de vie de retour à l'Assemblée

APRÈS AVOIR été rejetée par le Sénat, la proposition de loi sur l'aide à mourir devait revenir en deuxième lecture à l'Assemblée, lundi 16 février. D'ici au vote solennel, prévu pour le 24 février, les débats porteront notamment sur les cinq critères retenus pour qu'un patient puisse bénéficier de cette « aide ». La proposition de loi évoque ainsi les cas d'affections *« graves et incurables, en phase avancée ou terminale »*, et une *« souffrance physique ou psychologique constante »*. Certains médecins estiment d'ores et déjà qu'il sera difficile, pour eux, de déterminer concrètement quelles personnes seront concernées. S'agira-t-il, comme l'a répété le gouvernement, d'un *« dernier recours »*, limité à quelques centaines de personnes, dans des *« conditions strictes »*, ou d'un droit beaucoup plus large, ce qui inquiète les opposants à cette évolution législative ?

PAGES 10-11

Gaza
Le long chemin des candidats au retour dans l'enclave

Depuis le 2 février et la réouverture, à Rafah, du point de passage avec l'Egypte, le retour des exilés se fait au compte-gouttes et dans des conditions éprouvantes

PAGES 2-3

Géopolitique
Une trêve transatlantique en trompe-l'œil

Un an après le virulent discours du vice-président américain, J. D. Vance, le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, s'est montré moins agressif lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, mais le fond du discours n'a guère changé

PAGE 4 ET **ÉDITORIAL** P. 27

Municipales 2026
La réforme Paris-Lyon-Marseille change la donne du jeu politique

PAGES 8-9

Automobile
Aux Etats-Unis, les choix de Trump pénalisent l'électrique

PAGE 14

Disparition
Michel Portal, inclassable musicien, du jazz au classique

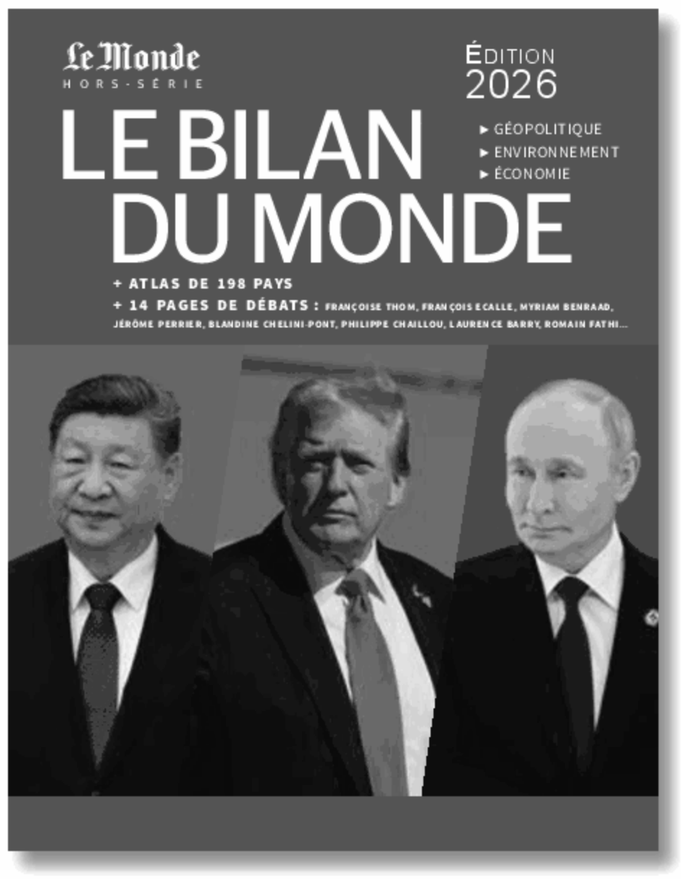
PAGE 23

VU PAR **DILEM** (ALGÉRIE) — CARTOONING FOR PEACE

Bonnes feuilles
« Ce sont des Corses qui ont mis l'île en coupe réglée »

Dans son livre-enquête « Corse. Mafia et antimafia », à paraître jeudi 19 février chez Robert Laffont, Jacques Follorou, journaliste au « Monde », analyse l'emprise alarmante des structures criminelles de l'île et la façon dont une partie de la population essaie d'y résister. Extraits

PAGE 17



UN ORDRE MONDIAL POSTOCCIDENTAL

Chez votre marchand de journaux
et sur ***Boutique.lemonde.fr***

Le Monde

M 00147 - 217 - F: 3,80 €

Allemagne 5,10 €, **Autriche** 4,90 €, **Belgique** 4,20 €, **Espagne** 4,50 €, **Grèce** 4,40 €, **Guadeloupe-Martinique** 4,10 €, **Italie** 4,40 €, **Luxembourg** 4,40 €, **Maroc** 35 DH, **Pays-Bas** 4,90 €, **Portugal cont.** 4,40 €, **La Réunion** 4,10 €, **Sénégal** 2 600 F CFA, **Suisse** 4,90 CHF, **Tunisie** 8 DT

Rotana Al-Raqb avec deux de ses enfants, devant sa tente, dans le camp de réfugiés d'Al-Mawassi, dans la bande de Gaza, le 13 février. ABDELRAHMAN RASHAD POUR « LE MONDE »

« C'est mon droit de revenir » : à Gaza, un retour traumatisant

Entre conditions sécuritaires draconiennes, intimidations et destructions, moins de 40 personnes sont revenues chaque jour dans le territoire ravagé depuis la réouverture du point de passage de Rafah, à la frontière égyptienne, le 2 février

Lorsque Rotana Al-Raqb descend du bus et pose les pieds à Gaza, le 2 février, les caméras braquées sur elle, elle ne peut se retenir. Cris et larmes se mêlent. *« Que personne ne quitte Gaza ! Non à l'exil forcé ! »*, répète-t-elle, serrant dans ses bras sa famille retrouvée après onze mois de séparation. L'image saisie par les journalistes palestiniens fait le tour des réseaux sociaux – Israël interdit l'entrée à la presse étrangère depuis vingt-huit mois.

Rotana, 31 ans, fait partie des premiers Gazaouis à avoir été autorisés à rentrer dans la bande de Gaza depuis la réouverture, le 2 février, du terminal de Rafah, à la frontière avec l'Egypte, après un an et neuf mois de fermeture imposée par Israël. Unique point de sortie vers le monde extérieur, l'ouverture de Rafah était très attendue et devait intervenir dès la première phase de l'accord de cessez-le-feu conclu entre Israël et le Hamas, le 9 octobre. Mais l'Etat hébreu a lié cette échéance à la remise de tous les otages israéliens, morts et vivants, retenus par le Hamas dans l'enclave, condition finalement remplie le 26 janvier.

Dans le bus affrété par les Nations unies, qui la conduisait, elle et 11 autres passagers, vers l'hôpital Nasser à Khan Younès, Rotana s'était juré de rester muette. *« Mais lorsque j'ai vu tous ces regards posés sur moi, je ne pouvais plus me taire. Il fallait que je passe le message : ce trajet, c'est l'horreur »*, confie la mère de famille, jointe au téléphone par *Le Monde* depuis Gaza. Pour retrouver son mari et ses cinq enfants, interdits de voyager avec elle, en mars 2025, en Egypte, où elle avait pu accompagner sa mère cardiaque, Rotana, comme de nombreux Gazaouis à leur retour, a dû affronter un voyage éprouvant, marqué par l'humiliation et l'intimidation.

Le périple commence au milieu de la nuit, après un appel de l'ambassade palestinienne en Egypte signalant aux Gazaouis candidats au retour, et dont le nom a été approuvé, de se rendre à El-Arich, point de départ vers le terminal de Rafah côté égyptien. Après deux heures de route, le groupe de 12 personnes arrive au poste-frontière à 7 heures du matin, puis doit attendre jusqu'à 17 heures pour obtenir l'autorisation israélienne de passer du côté palestinien.

Les Gazaouis sont alors accueillis par l'Autorité palestinienne, chargée de vérifier les identités et de tamponner les passeports, et par la force Eubam, mission civile de l'Union européenne déployée à la frontière, qui procède à une deuxième fouille. Cette fois, les Gazaouis doivent abandonner la majorité de leurs affaires. Chaque personne ne peut garder qu'un sac contenant essentiellement des habits, un seul téléphone portable et 2000 shekels (environ 550 euros). *« Il fallait se débarrasser de presque tout le reste. Ils ont pris tous les produits d'hygiène, même les traitements pour le cœur et les gouttes de ma mère opérée de l'œil au Caire. Ils ont confisqué tous les produits électroniques et des jouets. Moi, je leur ai dit : "Prenez tout, mais emmenez-moi chez mes enfants" »*, raconte Rotana. La responsable de la force Eubam, Nataliya Apostolova, a indiqué au journal *The Times of Israel*, dimanche 15 février, que *« les délais techniques et la confiscation de biens interdits* [par Israël] *représentaient l'essentiel des plaintes »*.

> **« J'AVAIS APPORTÉ PLEIN DE BELLES CHOSES POUR MES FILLES. MAIS TOUT A ÉTÉ CONFISQUÉ »**
> LAMIA ARBIH
> mère de famille de 27 ans de retour d'Egypte

INTERROGATOIRES MUSCLÉS

Lamia Arbih, mère de famille de 27 ans, avait pu quitter l'enclave pour l'Egypte en février 2025, lors de la première trêve entre Israël et le Hamas, pour accompagner son mari atteint d'une leucémie. Agé de 36 ans, celui-ci est mort trois mois plus tard et a été enterré à El-Arich, où Lamia est restée seule avec ses deux petits garçons, tandis que ses deux filles, interdites de faire le voyage avec le reste de la famille, étaient restées sous les bombardements israéliens chez leurs grands-parents, à Khan Younès. *« Les petites pleuraient tous les jours. Au téléphone, Jude me disait : "Reviens et apporte-nous des jouets." Je leur avais apporté plein de belles choses. Mais tout a été pris, même un téléphone portable qui devait leur permettre de suivre l'école en visio »*, confie-t-elle au téléphone.

Après cette deuxième étape, les Gazaouis, escortés par des véhicules de l'armée israélienne, continuent en bus jusqu'au nouveau poste de contrôle de Nekaz Regavim. A leur descente, ils sont accueillis par des Palestiniens membres d'une milice gazaouie affiliée à Israël et se présentant comme une alternative au Hamas. Ces derniers procèdent à une troisième fouille, les affaires sont éparpillées par terre. Deux hommes et une femme non armés, selon les témoignages recueillis par *Le Monde*, conduisent alors certaines personnes désignées par l'armée israélienne pour un interrogatoire. Le 2 février, sur les 12 voyageurs, Rotana, sa mère de 57 ans et une autre femme passent par cette ultime étape.

Les forces israéliennes les menottent, leur bandent les yeux et commencent un interrogatoire musclé. *« Ils voulaient savoir pourquoi je revenais. Ils disaient : "On a tout détruit, vos hôpitaux, vos écoles, vos maisons, pourquoi tu reviens à Gaza ?" Puis ils m'ont interrogée sur mes connexions avec le Hamas. Ils m'ont traitée de menteuse lorsque je disais que je ne connaissais personne. Ils m'ont menacée de ne plus jamais revoir mes enfants et de me faire prisonnière. J'ai mis toute ma foi en Dieu et je n'ai pas pleuré. C'est mon droit de revenir chez moi. »*

Hoda Abou Abed, la mère de Rotana, a dû se déshabiller pour être fouillée par une femme. Elle a ensuite été interrogée, comme sa fille, les yeux bandés et les mains attachées. *« Ils n'ont aucune humanité. A quoi bon tout cela ? Je ne comprends pas*, raconte la grand-mère. *Mais ce qui m'a fait le plus mal, c'est d'avoir été conduite aux Israéliens par des enfants de mon propre pays* [les milices]. *»*

> **« OUI, JE VIS DANS UNE TENTE ET JE DOIS ME DÉPLACER SUR DES CHARRETTES, MAIS JE SUIS HEUREUSE. MON PAYS EST LE PLUS BEAU DU MONDE »**
> HODA ABOU ABED
> 57 ans

Ce scénario s'est répété pour le retour d'autres Gazaouis. Parmi les 44 personnes rentrées d'Egypte le 8 février, Wiam Fares et son épouse, ainsi que, selon lui, la moitié du groupe, ont été soumis à un interrogatoire pendant que leurs enfants pleuraient à l'extérieur. *« Les Israéliens m'ont dit : "On sait tout de toi, et si tu fais quoi que ce soit contre Israël ou si tu t'approches de gens qui sont contre nous, on te contactera, tu pourras dire adieu à ta famille." Ils ont aussi menacé ma femme de la renvoyer en Egypte. C'est de la pression psychologique pour nous dissuader de revenir à Gaza »*, témoigne cet employé de l'hôpital Nasser. Après avoir été déplacé de Khan Younès à Rafah à la suite de la destruction de son logement, il avait quitté Gaza avec sa femme et ses six enfants, en avril 2024, moyennant près de 50 000 dollars (46 119 euros) exigés par des intermédiaires égyptiens. Il loue aujourd'hui un appartement partiellement détruit dans sa ville d'origine et cherche désormais à rembourser ses dettes.

Les témoignages recueillis par *Le Monde* concordent avec ceux rassemblés par les Nations unies, qui, après la sortie des Gazaouis du poste de contrôle israélien de Nekaz Regavim, les conduisent en bus jusqu'à la dernière étape, l'hôpital Nasser de Khan Younès. Dans un communiqué, publié le 5 février, le Bureau des droits de l'homme des Nations unies dans l'enclave dénonce *« des actes de coercition visant à dissuader les Palestiniens d'exercer leur droit de retourner dans les zones qu'ils ont été contraints de quitter, contribuant ainsi davantage au nettoyage ethnique de Gaza »*.

« DES CONDITIONS INHUMAINES »

De son côté, l'ONG israélienne Gisha, qui œuvre pour la liberté de circulation des Palestiniens, a adressé une lettre aux autorités israéliennes rappelant *« l'obligation de permettre le retour des personnes dans la dignité »* et soulignant que *« les conditions imposées par Israël au retour sont illégales »*. *« Nous constatons des abus très graves »*, indique Tanya Hari, directrice de l'organisation, qui pointe les restrictions *« très sévères »* sur ce que les Gazaouis peuvent emporter : *« Nous savons qu'il y a une grave pénurie de liquidités à Gaza. Toute personne qui en a la possibilité voudrait évidemment revenir avec un peu d'argent. »* Sollicitée par *Le Monde*, l'armée israélienne rejette les accusations de mauvais traitements et affirme que les règles encadrant l'entrée des bagages et les protocoles de sécurité au passage de Rafah ont été communiqués en amont à l'ensemble des parties concernées.

A l'unisson, les Gazaouis contactés affirment avoir justifié leur retour auprès des Israéliens par leur attachement à leur terre et le besoin de retrouver leur famille. Mais, sur le trajet qui les ramenait dans l'enclave, le choc a été immense en découvrant un pays en ruine. *« Mon cœur s'est tellement serré. J'avais vu des images sur Internet, mais je ne m'attendais pas à cela »*, confie Hoda Abou Abed, qui, comme sa fille Rotana, vit désormais dans une tente à Al-Mawassi, dans le Sud, là où près de 1 million de Gazaouis s'entassent *« dans des conditions inhumaines »*, selon les Nations unies.

Leur maison, située dans les 53 % de la bande de Gaza toujours occupés par l'armée israélienne, à l'est de la « ligne jaune », a été détruite. *« Oui, je vis dans une tente et je dois me déplacer sur des charrettes tirées par des ânes, mais je suis heureuse. Mon pays est le plus beau du monde »*, ajoute Hoda Abou Abed. La famille de sept personnes vient de passer sa première nuit dans une tente fournie par le comité de secours égyptien, après dix jours agglutinée dans celle de la belle-famille. *« Mais je n'ai ni ustensiles pour cuisiner ni oreillers, rien du tout »*, affirme Rotana, désemparée.

La jeune veuve, Lamia, elle, est retournée dans la maison endommagée de ses parents, où vivent également ses frères, ses sœurs et leurs enfants. *« Nous sommes 15. La promiscuité est intenable. Mes parents sont âgés et n'en peuvent plus, mais je n'ai pas de quoi me payer une tente »*, confie la jeune femme, dont la famille réside à proximité de la « ligne jaune ». Ses proches ne sortent presque pas, par crainte d'être pris pour cible par les soldats.

Au 15 février, selon les autorités locales, 356 personnes avaient pu revenir dans la bande de Gaza. ■

MARIE JO SADER

« Ça faisait plus de deux ans que j'attendais » : les évacuations de patients palestiniens débutent

Rawan Joudeh, une mère de famille palestinienne atteinte d'une tumeur au cerveau, fait partie des premiers malades de Gaza à avoir reçu l'autorisation de quitter l'enclave pour être soignés en Egypte

REPORTAGE
LE CAIRE - *correspondance*

Rawan Joudeh est arrivée, mardi 10 février, dans l'appartement de sa sœur, Razan, perché en haut d'un immeuble au sommet d'une colline qui domine Le Caire. Elle sort de deux jours de traitement à l'hôpital Al-Salam, en périphérie de la capitale égyptienne. Assise sur un canapé devant le balcon, face à la ville de 23 millions d'habitants qui semble s'étendre à l'infini, elle se repose, sa fille de 5 ans virevoltant à ses côtés.

Dans un monde normal, cela aurait pu être simple. Rawan Joudeh, 35 ans, vit dans le village de Zuwaida, au centre de la bande de Gaza, avec son mari, professeur de mathématiques, et leurs quatre enfants. Atteinte d'une tumeur cérébrale non cancéreuse qui ne peut pas être soignée dans l'enclave, la jeune femme est allée se faire opérer en Egypte en mai 2023. L'intervention se passe bien : un « shunt » est posé pour évacuer l'excès de liquide céphalorachidien. Elle doit ensuite suivre un traitement tous les six mois. Un rendez-vous est fixé en novembre 2023. Mais le 7-Octobre bouleverse tout.

Certification médicale

Au début de la guerre déclenchée par Israël en représailles à l'attaque du Hamas, son village n'est pas concerné par les ordres d'évacuation visant le nord de Gaza. Une chance dans son malheur : la maison familiale reste intacte, alors qu'une grande partie du bâti de l'enclave est détruite. Mais le stress et la dégradation des conditions de vie aggravent l'état de la jeune femme. Fatigue, maux de tête, nausées : les symptômes réapparaissent. Dès novembre 2023, 70 % des hôpitaux et des cliniques de Gaza sont hors service.

Deux options existent alors pour sortir de l'enclave : payer le prix fort pour traverser le poste-frontière de Rafah et rejoindre Le Caire, en passant par la société privée Hala, liée à l'homme d'affaires égyptien Ibrahim Al-Argani ; ou attendre une coordination médicale via les points de passage contrôlés par Israël et aller à l'étranger.

Rawan Joudeh obtient une certification médicale indiquant qu'un traitement est impossible à Gaza… deux jours après que l'armée israélienne s'est emparée du poste-frontière de Rafah, en mai 2024, et interdit, dès lors, tout passage dans les deux sens. Durant de longs mois, Gaza s'enfonce dans la guerre et la famille Joudeh dans une attente éprouvante, entre privations, notamment alimentaires, et incertitude.

Après l'accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, annoncé le 10 octobre 2025, il faut attendre le 2 février pour que le poste-frontière de Rafah rouvre. Une nouvelle procédure pour la sortie des malades est mise en place. Un médecin établit d'abord que le patient doit être soigné à l'étranger. Le dossier est examiné par un comité local dépendant du ministère de la santé à Gaza, qui en évalue la priorité. La liste est ensuite transmise par l'Autorité palestinienne aux autorités israéliennes et égyptiennes pour vérification de sécurité. Une fois cette liste validée, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), agence de l'ONU, informe les patients et organise leur transfert en bus jusqu'à Rafah, où des fonctionnaires palestiniens de l'Autorité palestinienne, assistés par la mission européenne Eubam, supervisent le passage vers l'Egypte.

Le 7 février, Rawan reçoit un appel de l'OMS lui demandant de se rendre le lendemain matin, à 6 heures, à l'hôpital du Croissant-Rouge, à Rafah. *« Je n'étais pas prête. Ça faisait plus de deux ans que j'attendais, et là il fallait partir d'un coup. »* Le trajet en taxi, qui coûtait 25 shekels (6,82 euros) avant la guerre, leur est facturé 200.

Elle part avec sa mère, Itimad, 63 ans, et ses quatre enfants. Mais seuls deux accompagnants sont autorisés. Rawan monte dans le bus affrété par l'OMS avec sa mère et sa fille Amanda, qui souffre d'une légère malformation osseuse aggravée par la malnutrition. S'ensuit une courte mais choquante expédition à travers le sud de Gaza : *« Tout était détruit. Je ne reconnaissais plus rien. Je n'arrivais pas à savoir où on était. La seule chose que je voyais* [entre Khan Younès et Rafah], *c'étaient les tanks et les drapeaux israéliens. »*

Une fois arrivés à Rafah, les procédures sont rapidement effectuées. La frontière est franchie. *« Je ressens alors un vrai soulagement »*, se souvient-elle. Après un premier passage dans un hôpital de la ville de Bir Al-Abed, dans le nord du Sinaï, elle est envoyée à l'hôpital Al-Salam, au Caire, où elle arrive le 8 février au soir. Les examens montrent que le shunt placé en mai 2023 ne fonctionne presque plus.

20 000 malades à évacuer

Sans garantie sur les conditions administratives de son retour dans la bande de Gaza, Rawan Joudeh affirme vouloir y rejoindre au plus vite le reste de sa famille, dès que les médecins l'y autoriseront. Au Caire, elle a retrouvé son frère et deux de ses sœurs, dont l'une accompagnée de ses enfants, sortis quatre mois après les attaques du 7 octobre 2023, eux aussi pour des raisons médicales. Tous veulent retourner dans l'enclave. *« Même si elle est en ruines, c'est notre terre*, dit Itimad, la mère de Rawan. *Nous y avons nos familles, nos amis, nos souvenirs. »*

Au 15 février, 455 Palestiniens, patients et accompagnants, étaient sortis de l'enclave, selon les autorités de Gaza. Il reste plus de 20 000 malades sur la liste des personnes à évacuer transmise à l'OMS par les autorités de santé de l'enclave dirigées par le Hamas, dont 4 000 patients atteints de cancer et 4 500 enfants inscrits sur les listes d'urgence. ■

SAMUEL FOREY

APRÈS LA RÉOUVERTURE DU POSTE-FRONTIÈRE DE RAFAH, LE 2 FÉVRIER, UNE NOUVELLE PROCÉDURE POUR LA SORTIE DES MALADES EST MISE EN PLACE

« MÊME SI ELLE EST EN RUINE, C'EST NOTRE TERRE. NOUS Y AVONS NOS FAMILLES, NOS AMIS, NOS SOUVENIRS »
ITIMAD
63 ans, mère de Rawan Joudeh

Douze personnes tuées dans des frappes israéliennes à Gaza

La défense civile de la bande de Gaza a annoncé que des frappes israéliennes avaient fait 12 morts, dimanche 15 février, à travers le territoire, où l'armée a affirmé avoir riposté à une *« violation flagrante »* du cessez-le-feu. Israël et le Hamas s'accusent mutuellement de violer cet accord, entré en vigueur le 10 octobre 2025, après deux ans de guerre. Dans le même temps, le président américain, Donald Trump, a appelé, dimanche, à une démilitarisation *« complète et immédiate »* du Hamas, dans le cadre de la deuxième phase de son plan visant à mettre fin à la guerre à Gaza. *« Il est très important que le Hamas respecte son engagement en faveur d'une démilitarisation complète et immédiate »*, a déclaré le président des Etats-Unis sur son réseau, Truth Social, ajoutant que les membres de son Conseil de la paix allaient annoncer, lors d'une réunion, le 19 février à Washington, allouer 5 milliards de dollars (4,21 milliards d'euros) pour la reconstruction du territoire palestinien.

Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 2026

A Munich, une trêve transatlantique en trompe-l'œil

Malgré un ton moins agressif, le fond du discours des responsables américains n'a guère changé

Le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, repart de Munich, après la Conférence sur la sécurité, le 15 février. ALEX BRANDON/AFP

ANALYSE
MUNICH (ALLEMAGNE) - *envoyée spéciale*

L'ovation debout qui a salué le discours pourtant offensif du secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, samedi 14 février à la Conférence sur la sécurité de Munich (Allemagne), a fait long feu. Assez vite, il est apparu que l'hommage ne faisait pas l'unanimité. Dimanche, dernière journée de la conférence, le doute émergeait sur ce qui apparaît comme une nouvelle étape dans la rupture transatlantique : une tentative d'apaisement, au moins temporaire, sans que rien n'ait changé sur les divergences de fond.

Détail révélateur de l'envie, à Munich, de croire à cet apaisement : ce sont trois dirigeants allemands, Boris Pistorius, le ministre de la défense, Johann Wadephul, celui des affaires étrangères, et Markus Söder, le ministre-président de Bavière, qui, placés au premier rang, ont donné le signal de la *standing ovation* en se levant, dès la fin du discours de M. Rubio. Le réflexe a suivi : derrière eux, la majorité de l'assistance traditionnellement atlantiste, s'est levée.

Il ne restait plus au président de la conférence, Wolfgang Ischinger, qu'à saluer ce *« soupir de soulagement »* après le discours de Marco Rubio, au ton moins menaçant que celui du vice-président, J. D. Vance, qui, dans la même enceinte en 2025, avait marqué le début de la rupture entre l'Europe et l'Amérique trumpiste. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est dite *« très rassurée »* : *« d'autres au sein de cette administration ont un ton beaucoup plus dur »*, a-t-elle observé.

Car c'est bien sur le ton que portait la différence. Le message de Marco Rubio comportait en réalité deux parties. La première, celle qui a *« rassuré »*, affirme la permanence d'un lien transatlantique façonné par l'histoire et l'héritage culturel. Le chef de la diplomatie américaine a préféré citer la bière allemande, Beethoven et les Beatles plutôt que les Lumières, mais il a dit ce que cette assemblée voulait entendre : *« La fin de l'ère transatlantique n'est ni notre but ni notre souhait. Nous serons toujours des enfants de l'Europe. »*

L'autre partie du message est un parfait reflet de l'idéologie MAGA, énumérant les maux qui accablent l'Europe, du *« culte du climat »* à *« l'immigration de masse »*, avec un éloge marqué de la chrétienté, et invitant les Européens à s'associer aux efforts de M. Trump de redressement de *« la civilisation occidentale »*.

« Faire semblant d'y croire »

La plupart des dirigeants européens présents ont voulu privilégier la partie positive du message, notant que le responsable américain avait évité de réitérer les menaces sur le Groenland et les droits de douane. *« Si c'est ainsi, sur ce ton, que nous communiquons nos différences mais aussi notre proximité, alors il est possible de travailler »*, juge l'entourage du chancelier allemand, Friedrich Merz. Kaja Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne, abonde dans ce sens : *« On n'est pas raccord sur tous les sujets, mais on peut trouver là une base de travail. »*

Pèchent-ils par naïveté ? Le moment redouté du *« lâche soulagement »* est-il arrivé ? Beaucoup, dans les discussions informelles en marge de la conférence, le craignent. *« J'ai peur que l'on ne se leurre*, dit Claudia Major, influente experte allemande au groupe de réflexion German Marshall Fund. *Sur le fond, le message de Rubio est le même que celui de Vance : on peut coopérer, mais à nos conditions. Et comme la stratégie des Européens est de garder les Etats-Unis à bord, on va faire semblant d'y croire. »*

Cette lucidité s'impose d'autant plus que Marco Rubio n'a levé aucune ambiguïté sur l'attitude de Donald Trump sur la Russie, n'ayant d'ailleurs même pas mentionné l'Ukraine dans son discours. Après Munich, il est allé soutenir des partenaires plus réceptifs à l'idéologie MAGA et plus rétifs aux valeurs européennes, en Slovaquie puis en Hongrie.

D'autres intervenants américains à Munich, au premier rang desquels le sénateur républicain de la Caroline du Sud Lindsey Graham, proche de M. Trump, n'ont pas cherché à cacher leur jeu. *« A qui appartient le Groenland ? On s'en fout !*, a-t-il claironné. *L'important, c'est que le Groenland va être fortifié, parce que Donald Trump, dès qu'il va sentir qu'il y a mis sa marque ou son investissement, va faire les choses en grand. »*

Très présent à Munich, le numéro deux du « département de la guerre » américain, Elbridge Colby, privilégie, lui, le *« réalisme flexible »* sur la morale : au diable les *« valeurs communes »*, dit-il, *« fondons plutôt notre alliance sur nos intérêts communs »*.

A ses yeux, la doctrine « America first » se déroule pour le plus grand bénéfice des Européens, puisque, grâce à la pression des Etats-Unis, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord se porte mieux et l'Europe dépense plus pour sa défense. *« Lorsque vous avez frôlé la mort*, a-t-il expliqué aux Européens, *au moins, après, vous veillez à suivre votre régime et à prendre vos médicaments. »*

« Ligne rouge »

Mike Waltz, ambassadeur des Etats-Unis à l'Organisation des Nations unies (ONU), affiche la même autosatisfaction : après avoir réformé l'Alliance atlantique, *« nous allons réformer l'ONU »*, annonce-t-il en brandissant une casquette « Munga » (« Make the UN Great Again », « rendre sa grandeur à l'ONU »).

Face à cette offensive, les Européens ont affiché à Munich une combativité nouvelle et concertée sur le terrain des valeurs. *« La guerre culturelle MAGA n'est pas la nôtre »*, a proclamé, dès l'ouverture de la conférence, le chancelier Merz. Le président français, Emmanuel Macron, a suivi, avec une vigoureuse défense de la

Les Européens ont affiché une combativité nouvelle et concertée sur le terrain des valeurs

législation européenne sur le numérique. Ursula von der Leyen a *« voulu être claire »* : *« La souveraineté numérique est une ligne rouge. »* Kaja Kallas a ironisé sur le vocabulaire trumpiste : *« Contrairement à ce que disent certains, l'Europe "woke" et décadente n'est pas menacée d'effacement civilisationnel. »*

Radoslaw Sikorski, le ministre des affaires étrangères polonais, n'a cessé de ferrailler pendant les trois jours de la conférence : *« Un côté de l'Atlantique essaie d'imposer des valeurs à l'autre, et c'est inacceptable. »* Devant le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, dont le visage a vieilli de vingt ans depuis la dernière fois qu'on l'a vu en costume civil, à Munich, quelques jours avant l'invasion de son pays en 2022, le premier ministre polonais, Donald Tusk, a rapproché le combat des Ukrainiens pour la liberté, *« la décence et la dignité »*, de celui des Polonais d'hier. Pour lui, *« aujourd'hui, ce sont les Ukrainiens qui démontrent la force de ces valeurs que certains disent dépassées »*.

L'autre ligne de défense des Européens à Munich a été d'afficher leur volonté d'autonomiser l'Europe, cette Europe dont ils rappellent tous qu'elle finance désormais seule, sans les Etats-Unis, l'aide à l'Ukraine. Une Europe dont plusieurs pays disent aujourd'hui ouvertement discuter entre eux de dissuasion nucléaire.

« L'Europe doit devenir indépendante, elle n'a pas d'autre choix », a proclamé Mme von der Leyen, suivie du premier ministre britannique, Keir Starmer, pour lequel *« il n'y a pas de sécurité britannique sans l'Europe, ni de sécurité européenne sans le Royaume-Uni »*. Le maître mot est *« de-risking »* – réduire les dépendances à l'égard de la Chine mais aussi des Etats-Unis.

Avec, toujours, cette précaution : l'Europe doit être plus forte et plus indépendante *« pour être un meilleur allié »*. Au moins pendant une *« transition »* dont personne ne sait vers où elle mène, ni combien de temps elle prendra, alors que la guerre s'installe pour une cinquième année en Ukraine, sans réelle perspective de paix. ■

SYLVIE KAUFFMANN

Les propos peu diplomatiques de l'ambassadeur américain en Pologne

Thomas Rose s'est irrité après que le président de la Chambre basse polonaise a déclaré que Trump « ne mérit[ait] pas » le prix Nobel de la paix

VARSOVIE - *correspondance*

Tout a commencé par la décision de Thomas Rose, l'ambassadeur américain à Varsovie, qui, le 5 février, a souhaité rompre tout contact avec le président de la Chambre basse, Wlodzimierz Czarzasty, chef du parti Nouvelle Gauche. La fonction de maréchal de la Diète – titre polonais du président de l'Assemblée – est considérée comme la deuxième plus importante du pays, après celle du président de la République.

La raison de cet emportement peu diplomatique sur le réseau social X ? Le refus exprimé, en conférence de presse, trois jours plus tôt, par M. Czarzasty, de soutenir la candidature de Donald Trump au prix Nobel de la paix. *« Il ne le mérite pas »*, avait conclu le député, qui a déploré que le président américain ait recours à une politique de la *« force »*, contrevenant *« souvent au droit international »*. En poste depuis novembre 2025, l'ambassadeur américain a qualifié ces propos, sur X, d'*« insultes scandaleuses »*, nuisant *« sérieusement »* aux *« excellentes relations avec le premier ministre* [Donald] *Tusk et son gouvernement »*.

M. Tusk n'a pas tardé à réagir, rappelant au diplomate que *« des alliés devraient se respecter et non se donner des leçons »*. M. Rose a renchéri, estimant que les propos de M. Czarzasty étaient *« misérables et insultants »*.

L'entourage du président ultraconservateur, Karol Nawrocki, en cohabitation conflictuelle avec le gouvernement de M. Tusk, a sauté sur l'occasion pour attaquer M. Czarzasty. Si le chef de l'Etat, allié indéfectible de M. Trump – qui l'avait soutenu avant la présidentielle du printemps 2025 –, s'est gardé d'intervenir directement, son porte-parole a accusé, sur X, le président de l'Assemblée de *« détruire les relations américaines »*.

Pour le politiste Wawrzyniec Konarski, les personnalités impliquées dans la controverse ont tout intérêt à l'alimenter. *« Le président Nawrocki aspire à être le leader de la droite en Pologne »*, analyse-t-il. Une droite qui, à vingt et un mois des prochaines législatives, est en pleine recomposition, sous la pression d'une extrême droite plus puissante que jamais et de l'affaiblissement de son leader, jusque-là incontesté, Jaroslaw Kaczynski. Quant à M. Czarzasty, *« il a choisi des propos peu policés sur M. Trump pour se distinguer de la droite et du camp libéral, en espérant s'attirer le soutien de potentiels électeurs de gauche n'ayant pas participé au scrutin présidentiel »*, décrypte M. Konarski.

Donald Trump inquiète de plus en plus les 37,8 millions de Polonais

Le ministre des affaires étrangères polonais, Radoslaw Sikorski, est lui aussi entré dans la danse, se demandant si la décision de M. Rose reflétait la position des Etats-Unis ou juste la sienne. A la télévision publique, le 9 février, il a précisé que M. Czarzasty avait utilisé les notes fournies par son ministère pour sa réponse écrite à la candidature de Donald Trump, et que la diplomatie polonaise était *« en contact régulier avec Thomas Rose, ainsi qu'avec les autorités américaines »*. La Maison Blanche s'est, elle, bien gardée d'interférer, et le département d'Etat américain n'a pas souhaité donner suite aux sollicitations de l'agence de presse polonaise PAP.

Sujet sensible

« En diplomatie, dire c'est agir. Quant aux émotions négatives, il faut réfléchir à deux fois avant de les exprimer », rappelle une source diplomatique polonaise, pour qui l'ambassadeur américain aurait dû s'abstenir de tenir ces propos *« inédits et insultants vis-à-vis du numéro deux de l'Etat polonais, en cherchant à se comporter en fidèle soldat de Donald Trump »*.

Des émotions que Thomas Rose semble avoir du mal à contenir. Sur X, il a fini par faire disparaître un commentaire, où, répondant à un internaute qui le priait de *« rentrer à la maison »*, il a demandé si ce départ impliquait celui des soldats américains déployés en Pologne ainsi que leur équipement.

Ce sexagénaire, proche de Mike Pence, vice-président de Donald Trump lors du premier mandat de celui-ci (2017-2021), s'est rendu compte que le sujet était sensible. Alors que 10 000 militaires américains sont stationnés sur diverses bases du territoire polonais depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, en 2022, les Polonais voient dans les Etats-Unis les meilleurs garants de leur sécurité.

Mais Donald Trump inquiète de plus en plus les 37,8 millions de Polonais : 60 % de ceux consultés fin janvier par l'institut de sondage CBOS estimaient ainsi que le président américain éveillait la crainte ; 41 % redoutent que sa présidence soit synonyme de sécurité réduite pour la Pologne.

Une autre étude d'opinion, effectuée par SW Research après la polémique de l'ambassadeur, indique que 44 % des personnes interrogées approuvent la décision du maréchal de Diète de ne pas vouloir octroyer au chef d'Etat américain le prix Nobel de la paix, contre 23 % qui la condamnent. , argumente la source diplomatique polonaise citée pour haut.

Il n'est pas certain que l'entretien accordé par M. Rose au quotidien polonais *Rzeczpospolita*, publié le 9 février, soit de nature à rassurer l'opinion publique. Si l'ambassadeur a soutenu que les troupes américaines resteraient en Pologne, il a redit ne pouvoir *« tolérer des insultes contre* [son] *président »*. A la question de savoir qui est l'agresseur dans le conflit opposant l'Ukraine à la Russie, il s'est contenté de répondre : *« Cette guerre doit prendre fin. »* ■

HÉLÈNE BIENVENU

L'Irak coincé dans une impasse politique

La nomination de Nouri Al-Maliki comme premier ministre déplaît à Washington, qui le juge trop pro-iranien

BEYROUTH - *correspondante*

L'Irak est rattrapé par la confrontation entre les Etats-Unis et l'Iran. Trois mois après les législatives, le pays n'a toujours pas de premier ministre, ni de président. La nomination surprise, le 24 janvier, par le Cadre de coordination, une coalition dominée par les partis chiites proches de l'Iran qui revendique le plus large bloc au sein du Parlement, de l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki (2006-2014) à nouveau comme chef du gouvernement, a précipité le pays dans l'impasse politique.

Bagdad était habitué à ce que Washington et Téhéran rivalisent d'influence derrière des portes closes pour parvenir à un compromis sur ce poste traditionnellement dévolu à un chiite. Fait rare, il a reçu, cette fois, un avertissement sans équivoque de Donald Trump. Sur les réseaux sociaux, le 28 janvier, le président américain a prévenu que, si M. Al-Maliki était nommé premier ministre, *« les Etats-Unis d'Amérique n'aideraient plus l'Irak »*. Il a menacé le pays, dont les recettes pétrolières sont déposées à la Réserve fédérale de New York, de sanctions.

Des portraits de Nouri Al-Maliki, lors d'une manifestation, à Bagdad, le 29 janvier. HADI MIZBAN / AP

Moment charnière

« La dernière fois que Maliki était au pouvoir, le pays a sombré dans le chaos. Cela ne doit plus jamais se reproduire », a estimé M. Trump. La fin du second mandat de M. Al-Maliki a vu l'effondrement de l'armée et la conquête par l'organisation Etat islamique (EI) d'un tiers du pays. *« Beaucoup au sein de l'administration américaine considèrent que, lors de son second mandat, Nouri Al-Maliki s'est trop rapproché de l'Iran et qu'il a mené des politiques confessionnelles centrées sur les chiites contre les sunnites, ce qui a préparé le terrain à un groupe comme l'EI »*, analyse Renad Mansour, expert de l'Irak au sein de la Chatham House.

L'une de ses dernières actions au pouvoir avait été la création, pour combattre l'EI, des unités de la mobilisation populaire, dominées par les milices chiites proches de l'Iran, alliées aujourd'hui au sein du Cadre de coordination. *« A Washington, beaucoup estiment qu'après avoir quitté ses fonctions, Nouri Al-Maliki est resté proche de l'Iran. Or, la politique américaine en Irak vise en grande partie à contrer l'influence iranienne dans la région »*, poursuit l'expert.

L'Irak, l'un des derniers pays dans l'orbite de l'Iran, a réussi à se tenir à l'écart des répercussions régionales de la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza, après l'attaque meurtrière perpétrée par le Hamas sur son territoire, le 7 octobre 2023. La nomination de M. Al-Maliki survient à un moment charnière. Washington et Téhéran sont engagés dans des négociations sur le dossier nucléaire iranien, dans lesquelles la question de l'influence régionale de l'Iran est centrale.

> **« Soit l'Irak perd sa dignité, soit il perd sa souveraineté »**
> ABBAS KADHIM
> expert de l'Irak au sein de l'Arab Gulf States Institute, à Washington

En cas d'échec, les Etats-Unis pourraient lancer, avec Israël, une opération militaire contre l'Iran. La saillie de M. Trump a néanmoins surpris en Irak. Washington avait, jusqu'à présent, relégué le pays dans l'ordre de ses priorités. Il n'y a toujours pas d'ambassadeur américain à Bagdad. L'envoyé spécial pour l'Irak, Mark Savaya, nommé en octobre 2025 par le président Trump, ne s'est pas rendu sur place. Il aurait déjà été écarté et remplacé par l'envoyé spécial pour la Syrie, Tom Barrack.

Le Cadre de coordination *« doit décider s'il maintient son soutien à Nouri Al-Maliki et défie Donald Trump, au risque de perdre le soutien américain, ou s'il plie, ce qui serait un coup énorme à la légitimité irakienne. Les deux scénarios sont perdants pour l'Irak comme pour le Cadre de coordination : soit l'Irak perd sa dignité, soit il perd sa souveraineté »*, estime Abbas Kadhim, expert de l'Irak au sein de l'Arab Gulf States Institute à Washington.

A 75 ans, M. Al-Maliki conserve au sein du camp chiite du pouvoir et de l'influence, qui en font un faiseur de rois, mais il ne fait pas l'unanimité. Les responsables sunnites se refusent à le voir revenir au pouvoir. *« Nous voulons un candidat chiite qui soit ouvert à l'environnement régional arabe »*, a dit l'ex-président du Parlement, Mohammed Al-Halboussi.

« Le meilleur scénario pour le Cadre de coordination est de retarder le processus de nomination en espérant un arrangement en coulisses », estime Abbas Kadhim. Il y a peu à parier que M. Trump revienne sur son veto. M. Al-Maliki n'est pas la seule option envisageable pour Téhéran. *« Si les Etats-Unis se détournent de l'Irak, c'est très mauvais pour l'Iran, qui y a des intérêts économiques et sécuritaires. Cela lui permet d'avoir accès au système international et aux dollars américains »*, alors que Téhéran est sous sanctions internationales, estime Renad Mansour.

Gagner du temps

Des noms circulent comme solution de rechange au sein du Cadre de coordination, inquiet de voir ses intérêts minés par un bras de fer avec Washington. Ce ne serait pas la première défaite pour M. Al-Maliki, qui, malgré sa mise à l'écart en 2014, a conservé sa stature politique. Issu des rangs de son parti, Etat de droit, le premier ministre sortant Mohammed Chia Al-Soudani a peu de chances de s'imposer. Bien qu'il soit arrivé en tête des législatives de novembre 2025, sa candidature est rejetée par les responsables chiites mais aussi kurdes et sunnites. La popularité que cet outsider politique s'est taillée depuis sa prise de poste en octobre 2022, après un an de tractations, inquiète ses rivaux chiites.

Désireux de gagner du temps, le Cadre de coordination ne presse pas les partis kurdes à s'entendre sur le nom du futur président, un poste qui leur revient. Alors que la présidence du Parlement a été attribuée, fin décembre, au sunnite Haibat Al-Halboussi, l'élection du président a été ajournée par deux fois, faute de quorum.

Une fois élu, le président est tenu de désigner un premier ministre les quinze jours. Le choix des deux partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan du clan Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan du clan Talabani, est tributaire des dissensions qui les opposent encore, un an après les élections dans la région autonome du Kurdistan irakien, sur la formation d'un gouvernement à Erbil, et la répartition des postes au niveau régional comme fédéral. ■

HÉLÈNE SALLON

Le tueur de Christchurch, en 2019, fait appel de sa condamnation

Le suprémaciste blanc, qui avait tué 51 musulmans dans deux mosquées en Nouvelle-Zélande, dit s'être senti contraint d'admettre les faits

SYDNEY - *correspondance*

Pourquoi le suprémaciste blanc Brenton Tarrant a-t-il attendu plus de deux ans pour solliciter l'autorisation d'interjeter l'appel, hors délai, de sa condamnation à la réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle, prononcée en août 2020 ? Pourquoi réclame-t-il l'annulation de ses plaidoyers de culpabilité portant sur 92 chefs d'accusation, dont 51 pour meurtre, 40 pour tentative de meurtre et un pour acte terroriste ?

Du lundi 9 au vendredi 13 février, la cour d'appel de Wellington a examiné les requêtes de l'auteur de la fusillade perpétrée le 15 mars 2019 dans deux mosquées de Christchurch, dans le sud de la Nouvelle-Zélande. Elle doit rendre sa décision dans les mois à venir.

Au premier jour d'audience, M. Tarrant a témoigné, par liaison vidéo depuis l'unité spéciale de la prison d'Auckland, réservée aux détenus présentant un risque extrême, où il est incarcéré. Vêtu d'une chemise blanche, l'homme qui a été condamné à la peine la plus lourde jamais prononcée dans le pays depuis l'abolition de la peine de mort en 1989, a déclaré que ses conditions *« inhumaines »* de détention l'avaient rendu incapable de prendre des décisions rationnelles au moment de son plaidoyer de culpabilité en mars 2020.

« Je n'avais pas d'autre choix », a-t-il affirmé, expliquant qu'il s'était senti contraint d'admettre les faits en raison d'un *« épuisement nerveux »* provoqué par un isolement constant, une surveillance permanente du personnel pénitentiaire, un accès limité aux lectures et un contact quasi inexistant avec l'extérieur. Il aurait dissimulé les symptômes de la dégradation de sa santé mentale afin de ne pas paraître faible. *« Une bien meilleure option aurait été de comparaître devant un tribunal et d'assurer ma défense »*, a encore soutenu celui qui avait été condamné sans procès « au fond », comme le permet la loi néo-zélandaise, à la suite de sa décision de plaider coupable.

A ses côtés, ses avocats, dont les noms ne peuvent être publiés par décision judiciaire, ont invoqué Nelson Mandela pour défendre sa cause. *« On dit que personne ne connaît véritablement une nation tant qu'il n'a pas visité ses prisons »*, a cité l'un d'eux, soulignant que l'Etat de droit s'applique *« même à M. Tarrant »*, décrit comme la personne *« la plus honnie »* du pays où il a commis la pire tuerie de masse de l'histoire moderne.

En face, l'avocat de l'accusation, Barnaby Hawes, a réfuté ces arguments. Il a souligné que les documents établis par les experts ne faisaient état d'aucune crise mentale grave.

Avant d'ouvrir le feu avec des armes semi-automatiques pendant la prière du vendredi, le terroriste, né en Australie, avait planifié son attaque pendant deux ans, obtenu un permis de port d'arme et soigneusement choisi ses cibles. Le jour de la fusillade, il avait envoyé à un site Internet fréquenté par des activistes d'extrême droite un long manifeste dans lequel il se qualifiait de *« raciste »*, d'*« ethnonationaliste »* ou encore de *« fasciste »*, puis avait enclenché sa caméra GoPro pour filmer ses actes, diffusés en direct sur Facebook Live.

« Un coup médiatique »

« M. Tarrant n'a jamais voulu contester l'accusation de terrorisme ; c'était un chef d'accusation pour lequel il souhaitait être condamné », a souligné Jonathan Hudson, l'un des deux avocats qui l'avaient représenté entre mars 2019 et juillet 2020. S'il avait comparu devant un tribunal, il aurait prétendu qu'en commettant son massacre, il défendait la Nouvelle-Zélande contre les immigrés, a indiqué le second, Shane Tait, persuadé qu'il ne souhaitait pas aller jusqu'au procès. Aucun des deux n'avait estimé que ses conditions de détention altéraient sa capacité à prendre une décision. *« Son plaidoyer de culpabilité a été jalonné de nombreuses étapes visant à s'assurer qu'il comprenait pleinement la nature des accusations et les conséquences de sa décision »*, explique Henry Benson-Pope, professeur de droit pénal à l'université d'Otago, selon qui ses chances de convaincre les juges sont minces.

« Je pense que son objectif, avec cet appel, est de remettre son visage et son nom au centre de l'attention médiatique. Il semble saisir chaque occasion pour prolonger notre douleur », dénonce Sara Qasem, dont le père, un informaticien a été assassiné par M. Tarrant. *« Il n'a absolument aucun remords »*, assure la jeune femme, qui, comme de nombreuses autres victimes, a suivi les audiences en différé.

Levi West, expert des questions de terrorisme à l'Université nationale d'Australie, estime également *« qu'il peut s'agir d'un coup médiatique »* de la part de l'Australien de 35 ans, considéré comme l'une des figures centrales de la branche accélérationniste de l'extrême droite. Cette mouvance, persuadée que les sociétés démocratiques capitalistes sont vouées à l'effondrement, prône le terrorisme pour hâter leur chute afin de créer un Etat ethnique suprémaciste blanc. *« Ces personnes voient en lui un "saint", selon sa terminologie. Il a inspiré plusieurs individus qui ont explicitement cité son nom comme source d'inspiration pour leurs propres attentats »*, précise l'expert.

Si la cour d'appel décide qu'il peut retirer son plaidoyer de culpabilité, l'affaire pourrait être renvoyée en procès. S'il n'y est pas autorisé, une autre audience se tiendra pour examiner son recours contre sa peine. ■

ISABELLE DELLERBA

RETROUVEZ CHAQUE JOUR À 14H
LES MAGAZINES DE SOCIÉTÉ.

Le mardi à 14h
DE CAUSE À EFFETS.
Aurélie Luneau

© Radio France/Ch. Abramowitz

Le magazine de l'environnement

En partenariat avec Le Monde

france culture

Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 2026

MORT DE QUENTIN D.

LFI sous pression après la mort de Quentin D.

Le mouvement se voit reprocher ses liens avec l'ultragauche, soupçonnée des violences survenues à Lyon

C'est dans un contexte inflammable que Jean-Luc Mélenchon a pris la parole, dimanche 15 février, à Montpellier, lors d'un meeting pour les municipales en soutien de sa candidate locale, Nathalie Oziol. La veille, Quentin D., un militant identitaire de 23 ans, est mort, victime d'affrontements entre militants antifascistes et d'extrême droite, en marge d'une conférence donnée à Sciences Po Lyon par l'eurodéputée La France insoumise (LFI) Rima Hassan, deux jours plus tôt.

« C'est manifestement l'ultragauche qui a tué », a déclaré le ministre de la justice, Gérald Darmanin, dimanche, au Grand Jury RTL-Public Sénat-*Le Figaro*-M6. LFI est aussi sous une pression intense, mise en cause par la droite et l'extrême droite. *« La milice de Mélenchon et LFI a tué »*, écrivait la veille sur X Marion Maréchal. *« Ce n'est pas la police qui tue en France, c'est l'extrême gauche »*, avait corroboré l'ex-ministre de l'intérieur Bruno Retailleau. Il est *« impensable »* que la gauche *« cultive le moindre doute »* sur une *« possible alliance avec La France insoumise »* à l'élection présidentielle de 2027, a estimé à son tour, lundi 16 février, l'eurodéputé et cofondateur de Place publique Raphaël Glucksmann, sur RTL. La porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon a dénoncé lundi matin sur BFM-TV la *« responsabilité morale »* de LFI, l'accusant d'encourager *« un climat de violence »*.

Sans mettre en cause le mouvement, Emmanuel Macron a, lui, dénoncé un *« déferlement de violence inouï »*. *« En République, aucune cause, aucune idéologie ne justifieront jamais que l'on tue »*, a écrit le chef de l'Etat sur X, appelant au calme. Face aux attaques, Jean-Luc Mélenchon a commencé par se placer dans une posture victimaire alors que plusieurs permanences parlementaires, comme à Périgueux, Lille, Paris, Castres (Tarn), Montpellier et Toulouse ont été dégradées ces derniers jours. *« Venir aujourd'hui, c'est déjà protester contre la violence que nous subissons continuellement nuit et jour »*, a lancé le leader « insoumis » devant des centaines de militants, déplorant de ne bénéficier ni de la *« protection de la police »*, ni *« de la justice »*.

Manifestation en hommage à Quentin D., à l'appel du groupuscule identitaire Les Natifs, à Paris, dimanche 15 février. STÉPHANE MAHÉ/REUTERS

« C'EST NOUS QUI SOMMES AGRESSÉS »

Il a exprimé sa *« sidération »*, son *« empathie »*, sa *« compassion »* pour *« la famille, les proches »*. *« Nous ne sommes pas devenus si fous pour considérer que ceux qui souffrent, du moment qu'ils n'ont pas nos idées, ne nous intéressent pas »*, a-t-il posé, rappelant avoir dit *« des dizaines de fois »* que le mouvement était *« opposé à la violence »*.

Comme stratégie de défense, Jean-Luc Mélenchon a choisi l'inversion accusatoire. *« C'est nous qui sommes agressés réunion après réunion »*, a-t-il proclamé, citant Nous vivrons, un collectif de lutte contre l'antisémitisme, qui a fait irruption ces dernières semaines dans des meetings de LFI, et Némésis, groupuscule de l'extrême droite identitaire. C'est ce collectif qui avait organisé jeudi une action pour protester contre la venue de Rima Hassan à Sciences Po Lyon et qui a affirmé qu'un des agresseurs de Quentin D. serait un collaborateur parlementaire du député LFI du Vaucluse Raphaël Arnault et un *« membre actif de la Jeune Garde »*, l'organisation antifasciste que celui-ci avait cofondée. Une accusation que l'assistant parlementaire a réfutée par le biais de son avocat, Bertrand Sayn, sans pour autant nier la présence du jeune homme dans le secteur de Sciences Po.

Jean-Luc Mélenchon a ensuite livré sa vision des événements pour arriver à une conclusion : *« Nous n'avons rien à voir ;* [Rima Hassan] *n'a rien à voir avec ce qu'il s'est passé. Tout s'est passé ailleurs. Tout a été truqué, arrangé »*, a-t-il conclu en fustigeant *les « bandes de menteurs »*, *« les calomniateurs »*.

Il s'est toutefois bien gardé d'évoquer la Jeune Garde, l'organisation qu'il défendait jusque-là bec et ongles. Depuis la survenue des événements, personne chez LFI n'a démenti la présence éventuelle du collaborateur de Raphaël Arnault sur les lieux du drame. *« Je n'en sais rien »*, a évacué, dimanche sur LCI, le coordinateur du mouvement, Manuel Bompard. Il a également précisé qu'il lui paraissait *« évident »* que *« si un collaborateur parlementaire devait avoir une responsabilité dans ce drame »*, il ne pouvait *« plus être collaborateur parlementaire »*.

SANS METTRE EN CAUSE LE MOUVEMENT, EMMANUEL MACRON A, LUI, DÉNONCÉ UN « DÉFERLEMENT DE VIOLENCE INOUÏ »

Dans un communiqué à la presse, Bertrand Sayn a annoncé la mise en retrait de son client : *« Durant le temps de l'enquête, il se retire de ses fonctions d'assistant parlementaire. »* Dimanche soir, sur France 2, le ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, a affirmé que *« manifestement, c'est l'ultragauche qui était à la manœuvre »*. *« L'enquête permettra de confirmer ou pas si c'étaient des militants de la Jeune Garde. Mais les témoignages vont en ce sens manifestement »*, a-t-il précisé.

Conscient des conséquences dévastatrices de la mort du jeune homme pour LFI, Manuel Bompard a commencé à prendre ses distances avec l'organisation antifasciste. Sur LCI, il a expliqué que si le mouvement s'était associé à la Jeune Garde, c'était parce que le collectif avait un *« objectif de défense »*. Il a ensuite évoqué la vidéo présumée de l'agression diffusée par TF1 montrant trois hommes passés à tabac. *« Quand on se défend, on ne frappe pas un homme à terre »*, a-t-il poursuivi. Ainsi, si l'enquête prouvait l'implication de l'organisation, le mouvement ne soutiendrait plus la requête de la Jeune Garde qui, après sa dissolution en 2025 par le ministère de l'intérieur, a déposé un recours au Conseil d'Etat. Dans un communiqué, la Jeune Garde a dit *« avoir suspendu toute activité dans l'attente de la décision »* de la haute juridiction, ne pouvant donc pas être tenue *« responsable »* des événements de Lyon.

« JEUNES CAMARADES »

Aux yeux de l'opinion publique, cette rupture sera-t-elle suffisante pour rétablir l'image du mouvement qui a fait de Raphaël Arnault l'une de ses figures de proue ? Son pedigree – une fiche S, une condamnation pour violence en réunion en 2022 – avait créé la polémique au moment de son élection comme député, en 2024. Jean-Luc Mélenchon lui-même n'a cessé de vanter cette *« organisation liée au mouvement "insoumis" »*, comme lors d'un meeting à Auxerre, en avril 2025, parlant avec passion de ses *« jeunes camarades »*. *« Ils ont protégé nos cortèges quand on vient nous taper dessus »*, avait-il proclamé.

Pour LFI, les mauvaises nouvelles s'enchaînent, alors que Laurent Nuñez a classé le mouvement à l'extrême gauche. Lors d'un entretien à Radio J, dimanche, Emmanuel Macron a estimé qu'il n'y avait *« pas tellement de mystère »* pour affirmer que LFI était d'extrême gauche, ciblant *« l'antisémitisme »* de certains propos. De quoi, avec les événements de Lyon, fragiliser la défense du mouvement, qui tente de faire casser la décision du ministère de l'intérieur devant le Conseil d'Etat. A Montpellier, Jean-Luc Mélenchon s'est défendu avec colère.

Le leader « insoumis » a apporté son *« affection »*, sa *« solidarité »* à Rima Hassan, l'*« honneur »* du mouvement selon lui. La juriste a de nouveau nourri ces derniers jours les accusations d'antisémitisme à son encontre, en multipliant les messages controversés. Elle a notamment ciblé un journaliste du *Parisien*, l'accusant de mentir à propos de l'affaire Epstein, en omettant volontairement la thèse de l'implication d'Israël dans l'affaire. *« Tapez "Israël" puis "génocide" sur le compte de Robin Korda »*, a-t-elle écrit.

Les prochains jours pourraient devenir périlleux pour LFI, alors que la campagne des municipales bat son plein. A Paris, samedi, la venue de Rima Hassan, qui devait soutenir Sophia Chikirou, la candidate LFI dans la capitale, a été annulée. ■

SANDRINE CASSINI

Des figures de l'extrême droite réunies à Paris pour un hommage

UNE DIZAINE DE PERSONNALITÉS d'extrême droite, de toutes obédiences, font face à l'historique campus de la Sorbonne, réunis à l'appel d'un groupuscule identitaire, Les Natifs. Ce collectif, qui a pris la succession de Génération identitaire, dissous pour racisme et violence, est fréquemment poursuivi en justice. La mort de Quentin D., passé à tabac à Lyon, jeudi 12 février, par des hommes non identifiés, a ressoudé un camp rongé par les divisions et d'ordinaire soucieux de se distancier des militants ouvertement racialistes ou antisémites, qui ce jour officient comme organisateurs.

La foule de plusieurs centaines de têtes, quasi exclusivement masculine, draine bien au-delà des cortèges identitaires habituels. Ils sont de tous les âges, ceux qui ont bravé la météo pour écouter les discours d'hommage au militant de 23 ans, et entonnent *« LFI assassin ! »* ou *« Justice pour Quentin ! »*. Il y a là Eric Zemmour, Marion Maréchal et ses proches, et plusieurs parlementaires du Rassemblement national (RN), qui réclamait, en 2022, la dissolution des groupuscules d'extrême droite comme celui qui organise le rassemblement du jour. A quelques pas se tient Alice Cordier, figure de Némésis, discrète et qui n'interviendra pas. C'est à l'appel de son groupuscule fémonationaliste que Quentin D. aurait été à proximité de Sciences Po Lyon, ce jeudi fatal, ce qui vaut à Némésis le ressentiment d'une partie des militants d'extrême droite pour le danger encouru.

« Une mort politique »

Le militant national-révolutionnaire Axel Loustau, ancien prestataire et élu du RN, est venu, comme son fils Gabriel, qui a pris sa relève à la tête du Groupe Union Défense, le GUD, aujourd'hui dissous. Multicondamné en 2024 pour une agression homophobe et des messages proclamant qu'*« Hitler avait raison »* ou appelant à *« frapper à mort »* les habitants de la cité de la Monnaie, à Crépol (Drôme), après la mort du jeune Thomas, il organise le rassemblement avec Stanislas Tyl, porte-parole des Natifs.

L'hommage, parfois personnel avec un message lu par un ami de la victime, est avant tout politique et cible La France insoumise, condamnée pour ses liens avec la Jeune Garde antifasciste, groupe mis en cause par Némésis dans les événements du 12 février. *« La mort de Quentin est une mort politique et doit être suivie d'un sursaut politique*, dit Pierre-Romain Thionnet, député européen du RN, sur les marches de la Sorbonne. *Tout notre rôle va être de montrer que ces groupes de meurtriers ne sont pas des groupes isolés, en marge du politique. Les antifas sont la continuation de la politique de LFI par d'autres moyens. »*

Si les parlementaires lepénistes interrogés disent ne pas avoir entendu d'appel à la violence, le sous-texte de certaines interventions est clair. *« Ecoutez bien ! On ne va pas se contenter de bougies et de discours larmoyants*, met en garde M. Tyl. *Je fais un serment aujourd'hui : on va vous poursuivre dans les urnes, dans les tribunaux, dans la rue, dans les médias, partout ! »* Le leader de l'organisation étudiante La Cocarde, Edouard Bina, déclare : *« Quentin est mort. Il ne nous reste, pour honorer sa mémoire, qu'à vaincre. »* Samedi, un autre groupe identitaire parisien, Luminis, a promis de *« faire payer aux assassins de notre peuple »*.

Le théoricien identitaire Jean-Yves Le Gallou, présent au rassemblement, pressent que *« ce triste événement est le début d'un cycle de violence politique »*. Une violence dont la gauche aurait, selon lui, l'unique responsabilité, bien que chaque groupe identitaire de France propose des formations au combat et entretienne des liens avec les « active clubs », des groupes férus de coups de poing et de références néonazies. ■

CLÉMENT GUILLOU

A Lyon, l'enquête tente d'identifier les « auteurs directs » des violences

Les investigations se concentrent sur une scène de rixe, jeudi 12 février, près de Sciences Po Lyon, entre groupes radicalisés

LYON - *correspondant*

Pendant que les récits politisés s'affrontent, l'autorité judiciaire avance toujours prudemment à propos des circonstances de l'agression mortelle dont a été victime Quentin D., 23 ans, étudiant et militant nationaliste, roué de coups jeudi 12 février, lors d'affrontements entre groupuscules radicalisés dans les rues de Lyon. *« Les services de police ont recueilli plusieurs témoignages significatifs. L'enquête s'oriente à présent sur l'identification des auteurs directs des violences correctionnelles et criminelles »*, a affirmé le parquet de Lyon, dans un bref communiqué diffusé dimanche, annonçant par la même occasion qu'une conférence de presse du procureur de la République, Thierry Dran, se tiendrait lundi après-midi.

Dimanche soir, sur France 2, le ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, a évoqué un *« lynchage »*, assurant que l'enquête devrait *« confirmer »* ou *« infirmer »* l'hypothèse de l'*« ultragauche »* et de *« membres de la Jeune Garde »*, tout en affirmant : *« Manifestement, c'est l'ultragauche. »*

L'autorité judiciaire n'apporte aucune autre précision, soucieuse de préserver des investigations qui semblent progresser. L'enquête préliminaire, ouverte initialement pour « violences aggravées », a été élargie aux qualifications de *« coups mortels aggravés par trois circonstances : la réunion, l'usage d'armes, la dissimulation du visage »*.

Les enquêteurs retracent l'itinéraire du jeune homme, afin de déterminer le lieu exact de l'agression. Quentin D. a été secouru par les sapeurs-pompiers et le SAMU jeudi à 19 h 40, quai Fulchiron, dans le 5e arrondissement de Lyon. Victime d'une commotion cérébrale, transporté à l'hôpital dans un état désespéré, il est mort samedi après-midi des suites de ses blessures

« Altercations »

Plus tôt dans l'après-midi de jeudi, il se trouvait à proximité d'une manifestation du collectif Némésis, avenue Berthelot, dans le 8e arrondissement, située à environ 2 kilomètres du lieu de sa prise en charge par les secours. Le collectif d'ultradroite avait été pris à partie, après avoir déroulé une banderole pour dénoncer la tenue d'une conférence de l'eurodéputée Rima Hassan (La France insoumise, LFI), dans les locaux de l'institut d'études politiques (IEP) de Lyon. *« Lorsque des altercations ont été observées aux abords de l'établissement avant l'arrivée de Rima Hassan, la police a été immédiatement prévenue par l'établissement et les forces de l'ordre sont immédiatement intervenues »*, a précisé la direction de Sciences Po.

La porte-parole de Némésis a affirmé que Quentin D. faisait partie de son service d'ordre, ce qu'a démenti la famille du jeune homme. Celui-ci a *« toujours défendu ses convictions de manière non violente »* et il était *« investi dans la vie pastorale »*, a formulé dans un communiqué Me Fabien Rajon, l'avocat représentant la famille. Quentin D. appartenait à la congrégation traditionaliste de la Fraternité sacerdotale Saint-Pierre. La branche lyonnaise du mouvement nationaliste de l'Action française a affirmé sur X que le jeune homme avait milité dans ses rangs. Selon le site *Mediapart*, l'étudiant avait aussi milité au sein du groupuscule néofasciste Allobroges Bourgoin.

Les investigations de la police se concentrent sur un autre événement, survenu un peu plus tard, à environ 400 mètres de l'IEP, rue Victor-Lagrange, accessible par une rue passant sous des voies ferrées. Les policiers ont confirmé qu'une violente rixe a éclaté jeudi en fin d'après-midi dans ce secteur, entre deux groupes de militants radicalisés, d'ultradroite et d'ultragauche. Une vidéo de riverain, diffusée par TF1, authentifiée par les enquêteurs, montre des affrontements, et une scène où trois jeunes gens sont à terre, très violemment frappés.

Quentin D. a-t-il subi les coups fatals à ce moment ? *« C'est l'hypothèse la plus probable »*, estime une source sécuritaire. *« Les violences qui ont tragiquement causé le décès du jeune étudiant ont eu lieu (...) bien au-delà du périmètre de Sciences Po et alors que la conférence se déroulait toujours »*, a insisté l'établissement dans son communiqué.

Les soupçons se portent sur le groupe d'ultragauche qui a participé à cette rixe. Plusieurs mouvements identitaires accusent la Jeune Garde, groupe antifasciste lyonnais, dissous en juin 2025 pour des méthodes jugées violentes par le ministère de l'intérieur, d'avoir fomenté *« le lynchage »* de Quentin D., désignant Jacques-Elie Favrot, collaborateur parlementaire de Raphaël Arnault, fondateur de la Jeune Garde devenu député (LFI) du Vaucluse. Une assertion catégoriquement réfutée par son avocat, le Lyonnais Bertrand Sayn.

« Jacques-Elie Favrot dément formellement être responsable de ce drame. Il n'est pas responsable des coups portés », confie au *Monde* l'avocat, sans pour autant nier la présence du jeune homme dans le secteur de Sciences Po. *« Durant le temps de l'enquête, il se retire de ses fonctions d'assistant parlementaire. En effet, il est menacé de mort dans tout le pays et en Europe. Il se tient à la disposition de la justice afin de faire la lumière sur ce drame »*, a ajouté l'avocat dans un communiqué diffusé à la presse.

Le défenseur des militants antifascistes dément la version de son confrère Fabien Rajon, représentant de la famille de Quentin D., qui a évoqué un *« guet-apens méthodiquement préparé »*. Pour Bertrand Sayn, les faits s'inscrivent dans *« un affrontement provoqué par les groupes identitaires »*. Entre ces deux thèses frontalement opposées, les enquêteurs cherchent à identifier tous les participants, pour les entendre et déterminer qui sont *« les auteurs directs »* des coups mortels, selon le terme au pluriel choisi par le parquet. ■

RICHARD SCHITTLY

UNE VIDÉO DE RIVERAIN, DIFFUSÉE PAR TF1, AUTHENTIFIÉE PAR LES ENQUÊTEURS, MONTRE DES AFFRONTEMENTS

Municipales : Fabien Roussel joue son avenir

Défait par le RN en 2024, le dirigeant du PCF est candidat à Saint-Amand-les-Eaux, dans le Nord

LILLE - *correspondante*

« Battu, mais pas abattu. Et je resterai toujours debout. » Le soir de sa défaite, dès le premier tour des législatives anticipées, le 30 juin 2024, Fabien Roussel, député sortant, est sonné. *« J'ai vu les résultats des premiers bureaux de vote à Saint-Amand-les-Eaux, j'ai compris tout de suite »*, raconte le secrétaire national du Parti communiste français (PCF) et maire de la ville. Dans la 20e circonscription du Nord, fief communiste depuis 1962, on s'était habitué aux victoires confortables. C'est pourtant le jeune candidat du Rassemblement national (RN), Guillaume Florquin, qui vient de faire tomber le bastion.

Au cœur de cette circonscription, Saint-Amand-les-Eaux est une de ces villes moyennes qui ont longtemps vécu de l'activité minière toute proche. Un bourg commerçant dans un bassin rural et ouvrier, qui a fait vivre des industries métallurgiques et verrières, une culture syndicale et militante, et une singularité : ses sources d'eau minérale et ses thermes.

Fabien Roussel y siège depuis 2014 dans l'équipe du communiste Alain Bocquet, trente ans à la tête de la ville. Celui qui fut aussi député PCF sans discontinuer pendant trente-neuf ans décide, en janvier 2025, de raccrocher l'écharpe tricolore pour installer Fabien Roussel dans le fauteuil de maire. S'il évoque des raisons d'âge (il a 79 ans) et de santé, ce passage de témoin à quinze mois des municipales offre un marchepied à celui qu'il a adoubé comme son successeur et qui est à la peine après sa défaite.

L'influence d'Alain Bocquet est telle que la majorité municipale a tenu après ce passage de relais, non sans tiraillements. Eric Renaud, un ancien communiste, qui siège dans l'opposition depuis 2017 et mène une liste sans étiquette pour le scrutin de mars, dénonce *« un coup de force politique »*, un *« déni de démocratie »*. Surtout, il dresse le portrait d'un nouveau maire *« plus intéressé par les plateaux télé que par Saint-Amand »*, *« une pièce rapportée »*. Ces deux-là avaient pourtant tout pour s'entendre. Ils ont grandi ensemble en politique dans l'ombre d'Alain Bocquet. Mais deux dauphins, c'était trop. Alain Bocquet a choisi Fabien Roussel, qui a ainsi gagné un féroce adversaire.

« Une ville qui votait Bocquet »

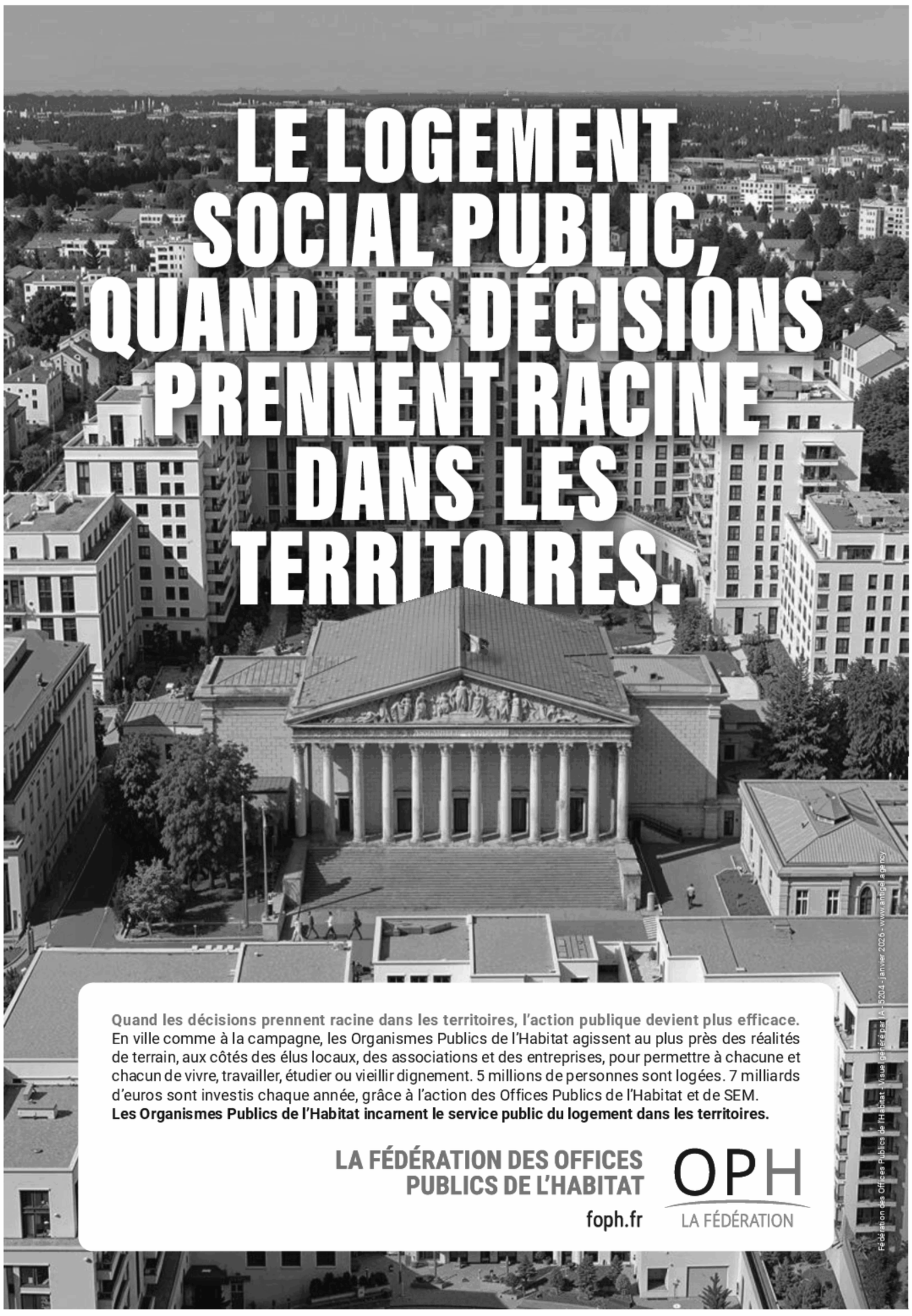
Il affrontera également la liste de rassemblement à droite d'Eric Castelain, élu dans l'opposition depuis 2001. Ancien du RPR puis de Debout la France, il figurait sur la liste RN de Sébastien Chenu aux élections régionales de 2021. Un rapprochement progressif qui lui vaut le soutien du RN, qui ne présente donc pas de liste.

Trois candidats pour un résultat incertain et une configuration qui laisse à Eric Renaud l'espoir de l'emporter enfin : *« Depuis trente ans, c'est la première fois que les élections municipales sont aussi ouvertes. Tout est possible »*, assure-t-il. Eric Castelain table, lui, sur une conviction : *« Saint-Amand n'est pas une ville coco, c'est une ville qui votait Bocquet »*, et Alain Bocquet n'est plus candidat.

Proche de Valenciennes, dont le renouveau impulsé par Jean-Louis Borloo fait figure d'exemple dans la région Hauts-de-France, Saint-Amand-les-Eaux n'a pas été épargnée par la désindustrialisation qu'a connue la région. Elle en a moins souffert que ses voisines Denain et Anzin mais cherche toujours un véritable moteur de croissance, au risque de se transformer en ville-dortoir entre la métropole lilloise et le Valenciennois.

Fabien Roussel – qui refuse de s'exprimer dans les médias – joue gros. Après son échec aux législatives de 2024, une victoire renforcerait sa crédibilité et lui donnerait une assise locale. Dans son entourage, on croise les doigts, assurant sans oser le dire tout haut que *« cette élection pourrait être capitale pour son avenir politique. S'il veut être candidat à la prochaine présidentielle, il faut qu'il gagne à Saint-Amand »*. ■

FLORENCE TRAULLÉ



Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 2026

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Flou électoral à Paris, à Lyon et à Marseille

Le changement de mode de scrutin introduit par la loi PLM modifie la dynamique de campagne

C'est l'un des importants changements des municipales de 2026 par rapport aux scrutins précédents. L'élection du maire dans les trois plus grandes villes du pays, Paris, Lyon, Marseille, se fera selon de nouvelles modalités. Et personne ne connaît les conséquences politiques que cette réforme, née de la loi du 11 août 2025, produira.

Depuis une loi de 1982, dite « PLM », les électeurs de ces trois villes, qui rassemblent 2,1 millions de votants à elles trois, faisaient un choix à deux étages selon un mode de scrutin dérogatoire par rapport aux autres communes. Avec un même bulletin de vote, l'électeur désignait les élus qui siégeaient au conseil d'arrondissement (ou de « secteur ») et ceux qui participaient également au conseil central, lequel élisait le maire de la ville.

Dorénavant, il y aura deux scrutins distincts (et même trois à Lyon, où les électeurs votent aussi directement pour la métropole depuis 2020). Un pour élire le conseil d'arrondissement ou de secteur (dans le cas marseillais où les arrondissements sont regroupés deux par deux) et un autre pour le conseil de la ville, lequel désignera le maire. Des listes différentes, des candidats éventuellement différents, des urnes différentes : ces scrutins auparavant liés sont aujourd'hui disjoints.

« MINIPRÉSIDENTIELLE »

La campagne électorale a ainsi tendance à se déporter sur la municipalité centrale, au détriment des arrondissements. Une simple vidéo diffusée sur Instagram, un court clip sur le réseau social X... Voilà comment le Printemps marseillais et le Rassemblement national (RN), les deux formations au sommet des sondages, ont révélé leurs têtes de liste pour les élections dans les huit secteurs de Marseille. Une communication minimale, très éloignée des grands événements organisés en 2020 pour lancer la bataille des mairies de secteur. A Paris, Rachida Dati, candidate Les Républicains (LR) pour la mairie centrale et grande partisane de la réforme, a lancé une campagne sur les réseaux sociaux axée autour de sa personne, profitant de son statut de vedette de la politique.

> **« C'EST PIRE QUE CE QUE JE PENSAIS. LES SECTEURS, TOUT LE MONDE S'EN FOUT... »**
>
> **SOPHIE CAMARD**
> maire des 1er et 7e arrondissements de Marseille

Avec la nouvelle loi électorale, la ville ne se gagne plus en additionnant une majorité d'élus d'arrondissements, mais en remportant le scrutin unique. *« Je me doutais que la réforme présidentialiserait le vote pour la mairie centrale. Mais c'est pire que ce que je pensais. Les secteurs, tout le monde s'en fout... »*, constate, avec regrets, la maire des 1er et 7e arrondissements, Sophie Camard (Printemps marseillais).

« Il est certain que cela visibilise l'élection directe du maire de la ville », abonde le professeur à Sciences Po Paris Martial Foucault. Les thèmes, dit-il, seront essentiellement portés par les candidats à la mairie centrale, ressemblant *« à une minipréidentielle avec deux ou trois mesures phares »*, quand, auparavant, les candidats parvenaient à se saisir d'un plus grand nombre de sujets.

D'ailleurs, comme un symbole, les quatre principaux prétendants à l'hôtel de ville de Marseille ne s'alignent que sur le scrutin central, boudant les élections par secteur. *« Je me suis posé la question*, reconnaît le maire sortant, Benoît Payan (divers gauche), qui, en 2020, menait la liste du Printemps marseillais dans le 2e secteur. *Mais je suis le maire de tous les Marseillais : me présenter dans un secteur donnerait l'impression que je favorise une partie de la ville. »* Une stratégie qu'adoptent également Martine Vassal, la candidate divers droite, et Franck Allisio, le représentant du RN.

A l'inverse, les têtes de liste d'arrondissement peuvent se permettre de se détacher du candidat central, comme dans la capitale, où certains prétendants du camp de Rachida Dati n'hésitent pas à invisibiliser de leur matériel de campagne la maire du 7e arrondissement, par crainte du rejet qu'elle peut susciter. Dans le 11e arrondissement, le représentant de l'union de la gauche, Emmanuel Grégoire, a failli voir émerger une liste socialiste dissidente, mais ne s'en inquiétait guère, cela n'ayant pas d'impact direct sur l'élection.

URBS

Avec la réforme, la dynamique de campagne entre ville et arrondissements n'est plus la même. Et cela crée une certaine incertitude sur le vote des citoyens. Un électeur qui apprécie son maire d'arrondissement, qu'il soit de droite ou de gauche, sera-t-il conduit à voter pour le candidat du même camp à la mairie centrale ? Est-ce le centre qui tire les arrondissements ou l'inverse ?

Dans le même temps, la coexistence de deux campagnes, voire trois à Lyon, peut inciter certains électeurs à considérer que seule compte l'élection du maire de la commune. Et, peut-être, faire passer les sujets locaux au second plan derrière les thèmes de campagne liés à la ville. Sylvain Souvestre, maire LR des 11e et 12e arrondissements et tête de liste de Martine Vassal dans le 6e secteur de Marseille, n'a pas cette impression : *« Dans les réunions d'appartement*, dit-il, *on parle du programme global, mais aussi des projets pour nos arrondissements. On localise, quand d'autres, comme le RN ou La France insoumise* [LFI], *nationalisent le débat. »* L'élu assure n'avoir eu aucune difficulté à remplir sa liste de secteur.

En tout cas, les candidats ne peuvent plus ignorer certains arrondissements dans leur campagne. *« On a justement souhaité cette réforme pour empêcher qu'on puisse devenir maire de Marseille en privilégiant seulement quelques secteurs, comme le faisait Jean-Claude Gaudin* [Les Républicains, maire de 1995 à 2020, mort en 2024]. *C'est beaucoup plus sain »*, souligne Anthony Krehmeier, maire Printemps marseillais des 2e et 3e arrondissements et candidat à sa réélection dans ce territoire qui longe le port industriel.

Même si, paradoxalement, en rendant les fiefs électoraux moins incontournables, la loi bouscule les équilibres politiques. Le vote unique permet notamment au Printemps marseillais d'éviter de devoir mener des batailles serrées dans plusieurs secteurs, face à LFI ou à la droite, pour se concentrer sur une campagne globale, derrière son chef de file.

A Paris, la gauche pouvait auparavant se contenter de faire campagne dans son bastion sociologique du Nord-Est parisien. L'enjeu était de conquérir un maximum de mairies d'arrondissement dès le premier tour, afin de s'assurer de garder la ville, sans trop s'occuper de l'Ouest parisien, bastion, lui, de la droite. Dorénavant, relève Martial Foucault, *« la réforme oblige les candidats à convaincre des électeurs qui ne leur sont pas favorables. C'est très positif. Cela devrait entraîner une augmentation de la participation. »*

De fait, pour un électeur de droite de l'Est parisien, ou un socialiste habitant à l'ouest, *« avant, honnêtement, il fallait être très motivé pour aller voter*, rappelle Clément Beaune, numéro trois sur la liste de Pierre-Yves Bournazel, candidat Horizons à Paris. *Là, sa voix compte. Il peut se dire que dans son arrondissement, ça ne change pas tout. A l'échelle de Paris, ça change tout. »*

A supposer que les électeurs ne soient pas perdus... A Lyon, avec la réforme, il y aura donc trois élections simultanées avec trois urnes : pour la ville, pour l'arrondissement et pour la métropole. Car la Métropole est la seule collectivité intercommunale en France élue au suffrage universel. Du point de vue logistique, il va falloir prévoir à Lyon 939 bureaux de vote, soit le triple du scrutin de 2014. Chaque bureau devra mettre en place l'espace suffisant pour les bulletins des trois élections, et prévoir un parcours spécifique pour orienter les électeurs. Coût total pour la ville de Lyon : 2,7 millions d'euros, soit *« une augmentation d'un tiers par rapport au coût des élections de 2020 »*, a précisé Bertrand Maes, adjoint au maire chargé de l'administration générale.

« UN VÉRITABLE CASSE-TÊTE »

Surtout, tous bords confondus, les élus lyonnais s'inquiètent des conséquences que cela pourrait avoir sur la mobilisation des électeurs. *« C'est un véritable casse-tête. On ne sait pas du tout comment les électeurs vont réagir quand ils auront trois parcours à franchir pour voter. Nous sommes dans une situation inédite, avec des risques d'incohérence entre les trois élections »*, estime Olivier Berzane, maire du 8e arrondissement de Lyon.

Expert de la carte électorale des années Gaudin, l'ex-conseiller régional LR Maurice Battin assure, cependant, que *« la réforme rend le vote plus démocratique »*. Mais il s'étonne que le législateur n'attribue qu'une prime de 25 % des sièges à la liste victorieuse, soit 28 conseillers municipaux. *« Pour atteindre la majorité de 56 sur 111, il faudra gagner avec au moins 33,7 % des voix au second tour »*, calcule-t-il. Un score élevé, notamment dans la perspective d'une quadrangulaire. Or, la probabilité est forte, Lyon exceptée peut-être, de voir quatre candidats s'opposer au second tour à Marseille et à Paris. *« Quand la prime est à 25 %, vous ne pouvez plus ostraciser vos oppositions. Cela oblige à construire différemment l'accord politique de mandature »*, considère Martial Foucault.

« La réforme pousse à faire des listes d'union », poursuit le professeur. L'alliance donne plus de chances de sortir en tête au premier tour, et tout simplement d'accéder au second. A Lyon, droite et gauche y sont parvenues, et elles peuvent envisager un duel au second tour. A Paris, l'union de la gauche n'était la stratégie ni d'Anne Hidalgo ni de Bertrand Delanoë dans les scrutins précédents. Elle est celle d'Emmanuel Grégoire. Parce que son objectif est d'être en tête au premier tour. Alors qu'avant, ce qui était important, c'était de sécuriser les arrondissements. ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN, BENOÎT FLOC'H, GILLES ROF (À MARSEILLE) ET RICHARD SCHITTLY (À LYON)

Le risque d'un Conseil de Paris ingouvernable

LA QUESTION NE S'ÉTAIT JAMAIS posée depuis que les Parisiens élisent leur maire au suffrage universel. A chacune des huit élections municipales qui se sont tenues depuis 1977, le clivage entre majorité et opposition et les règles du scrutin étaient tels que, dès le soir du second tour, les électeurs savaient qui serait désigné maire lors de ce qu'on appelle le « troisième tour », c'est-à-dire la première réunion du Conseil de Paris nouvellement élu.

Comme partout en France, les municipales parisiennes sont un scrutin de liste proportionnel : on vote non pas pour une personne, mais pour une liste, et les sièges sont attribués proportionnellement aux résultats des uns et des autres. Pour garantir que la liste arrivée première puisse diriger la commune et disposer d'une majorité d'élus pour voter les politiques locales, on a agrémenté le modèle d'une « prime majoritaire » de 50 %. Cette prime octroie d'office la moitié des sièges à la liste arrivée en tête et le reste des places est réparti en fonction des résultats de toutes les listes, y compris la première. Jusqu'à présent, cette règle valait dans toutes les communes.

La réforme du mode de scrutin pour les élections municipales de Paris, de Lyon et de Marseille promulguée le 11 août 2025 a changé cet équilibre, dans une relative ignorance des électeurs. Non seulement a-t-elle instauré un deuxième vote, pour que les électeurs élisent directement leur conseil municipal en plus de leur conseil d'arrondissement (ou de secteur), mais elle a aussi introduit une singularité, qui paraît technique mais pourrait se révéler très politique : la prime majoritaire a été abaissée à 25 % pour ces trois villes.

Une majorité à partir du tiers des voix

Désormais, si une liste veut s'assurer la majorité absolue des sièges (82 à Paris), il ne lui suffit plus seulement de gagner au second tour mais de le faire avec au moins un tiers des suffrages exprimés, soit 33,33 % des voix. C'est mathématique : la liste victorieuse va remporter d'emblée 25 % des places, et les 75 % restants seront distribués au prorata de tous les résultats. Pour sécuriser une majorité absolue, cette liste devra récupérer encore 25 % des places, soit un tiers de 75 %, soit un tiers des suffrages exprimés.

S'il n'y a que deux candidats au second tour, cela ne posera pas de problème. S'il y a trois candidats qui sortent du premier tour avec plus de 10 % des voix (seuil nécessaire pour se maintenir) et décident de rester en lice, c'est encore jouable. A partir de quatre et a fortiori cinq, cela devient périlleux. Or, à un mois de l'échéance, des scénarios de ce type sont plausibles. C'est le chiffon rouge qu'a agité Paul Hatte, un conseiller parisien Les Républicains, qui dit avoir quitté l'équipe du candidat Pierre-Yves Bournazel (Horizons, Renaissance) pour cette raison : *« Le dernier sondage annonçant cinq candidats au second tour, la possibilité de n'avoir aucune majorité au Conseil de Paris devient majeure*, a-t-il expliqué au *Figaro*, début février. *Dans ce cas de figure, certains élus du camp Bournazel se sont entendus devant mes yeux pour faire élire un maire de gauche lors de l'élection officielle du maire de Paris, une semaine après le second tour. »*

A ce stade, cela relève de la pure politique-fiction, mais c'est théoriquement possible. Au-delà de l'élection du maire de la capitale, l'absence de majorité absolue au Conseil de Paris poserait de vraies difficultés pour faire voter des textes à commencer par le plus important, le budget, exactement comme on le constate à l'Assemblée nationale depuis 2024. Sauf qu'au Conseil de Paris il n'y a ni 49.3 ni motion de censure. ■

HÉ. B.

Une sociologie parisienne à multiples inconnues

Le déclin démographique accéléré de la capitale est attesté, mais ses conséquences politiques sont incertaines

Oui, mais la sociologie parisienne… » Dans nos échanges sur les élections municipales à Paris, il arrive qu'un interlocuteur amorce cette phrase, sans toujours savoir comment la terminer. On entend dire par les uns que Paris serait intrinsèquement de gauche, par d'autres que la ville se serait embourgeoisée, qu'elle aurait rajeuni, ou à l'inverse vieilli, et qu'on pourrait lire dans tout cela comme dans le marc de café pour déceler le résultat du scrutin des 15 et 22 mars, qui s'annonce serré. Peut-on tirer des enseignements électoraux de la structure sociale de la capitale, de la répartition des catégories professionnelles, des classes d'âge et de l'évolution de la population ? Difficilement, d'autant que la réforme du mode de scrutin pour les villes de Paris, Lyon et Marseille adoptée à l'été 2025 brouille les lignes.

Entre deux élections municipales, tous les six ans, il y a un renouvellement d'environ 30 % de la population parisienne. Arrêté au 4 février, date limite pour s'inscrire sur les listes électorales, le corps des votants de 2026 n'est pas tout à fait le même que celui de 2020. Cette année-là, sur les 553 017 voix exprimées au premier tour, 44,6 % s'étaient portées sur des listes de gauche (socialistes, communistes, écologistes et « insoumis »), 25,1 % sur des listes macronistes (d'Agnès Buzyn et de Cédric Villani) et 22,7 % sur les listes Les Républicains (LR), emmenées par Rachida Dati.

Autre facteur de l'équation : la population de la capitale est en déclin et on compte aujourd'hui 83 748 habitants de moins qu'il y a six ans, selon les recensements de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Le plus récent, paru en décembre 2025, indique même qu'il n'y a jamais eu aussi peu de Parisiens que depuis la fin du XIXe siècle, avec 2,103 millions de résidants – le point le plus bas relevé par l'Insee remontait à 1999 avec 2,125 millions.

Dépeuplement ouvrier

La baisse de la population, constante depuis 2011, *« s'est accélérée ces dernières années »*, précise François Dubujet, chef de la division démographie et politiques sociales de l'Insee et rattaché à la direction régionale Ile-de-France. *« Sur la période 2012-2019, elle était en moyenne de moins 10 500 habitants par an et, entre 2020-2026, c'est autour de 16 800 habitants par an »*, poursuit-il, rappelant que le rythme était plus intense dans les années 1960-1970, avec une moyenne de 30 000 par an. A quel camp politique ce mouvement bénéficie-t-il ? C'est la question à laquelle tout le monde aimerait répondre. *« Ce sont nos électeurs qui s'en vont ! »*, s'alarmait récemment une élue parisienne LR, partant du principe que les familles de classes moyennes étaient les plus concernées. Pas si simple.

Paris n'a jamais été une ville familiale, du fait de son activité économique et de la petitesse des appartements. De plus, comme tout le pays, la capitale est touchée par une chute de natalité ; son solde naturel reste meilleur que celui de la France hexagonale dans son ensemble, mais moins bon que celui de l'Ile-de-France. Alors que les familles avaient surtout tendance à quitter Paris au deuxième ou troisième enfant, les chiffres de l'Insee révèlent un autre phénomène depuis moins de dix ans. *« Des jeunes couples anticipent l'arrivée du premier enfant et quittent Paris avant pour s'installer en banlieue et avoir plus de place »*, rapporte M. Dubujet. Par conséquent, la proportion de jeunes Parisiens faiblit, poursuit le statisticien : *« En 2010, 20 % de la population parisienne avait moins de 20 ans, en 2019 c'était 19 %, et en 2026 c'est 16,5 %. »*

Or, selon une étude Ipsos sur la sociologie électorale du premier tour des élections législatives de 2024, la coalition de gauche du Nouveau Front populaire (NFP) a surperformé chez les moins de 35 ans et particulièrement chez les 18-24 ans. A l'inverse, les Parisiens de 65 ans et plus ont augmenté en proportion, mais aussi en nombre absolu et ils sont désormais plus nombreux que les moins de 20 ans, selon l'Insee. En 2024, c'est chez les seniors que les candidats LR et ceux de la majorité présidentielle Ensemble pour la République ont fait leurs meilleurs scores au niveau national. A Paris, cette population âgée pourrait se détourner encore plus de la gauche en mars, nourrie par le sentiment d'avoir été exclue des politiques publiques sur la mobilité et la transformation de la voirie : une intuition difficile à étayer, mais que les candidats de la majorité sortante ont en tête.

> **« DES JEUNES COUPLES ANTICIPENT L'ARRIVÉE DU PREMIER ENFANT ET QUITTENT PARIS AVANT POUR S'INSTALLER EN BANLIEUE »**
>
> **FRANÇOIS DUBUJET**
> chef de la division démographie et politiques sociales de l'Insee Ile-de-France

Au niveau socioprofessionnel, Paris a surtout perdu des ouvriers et des employés, deux catégories qui avaient plus voté Rassemblement national que la moyenne en 2024 et chez qui tous les autres partis avaient sous-performé. Dans une moindre mesure, le dépeuplement concerne aussi les professions intermédiaires, qui s'étaient plutôt portées sur le NFP ; mais il est compensé par une hausse chez les cadres et les professions intellectuelles supérieures, également de tendance NFP.

La réforme rebat les cartes

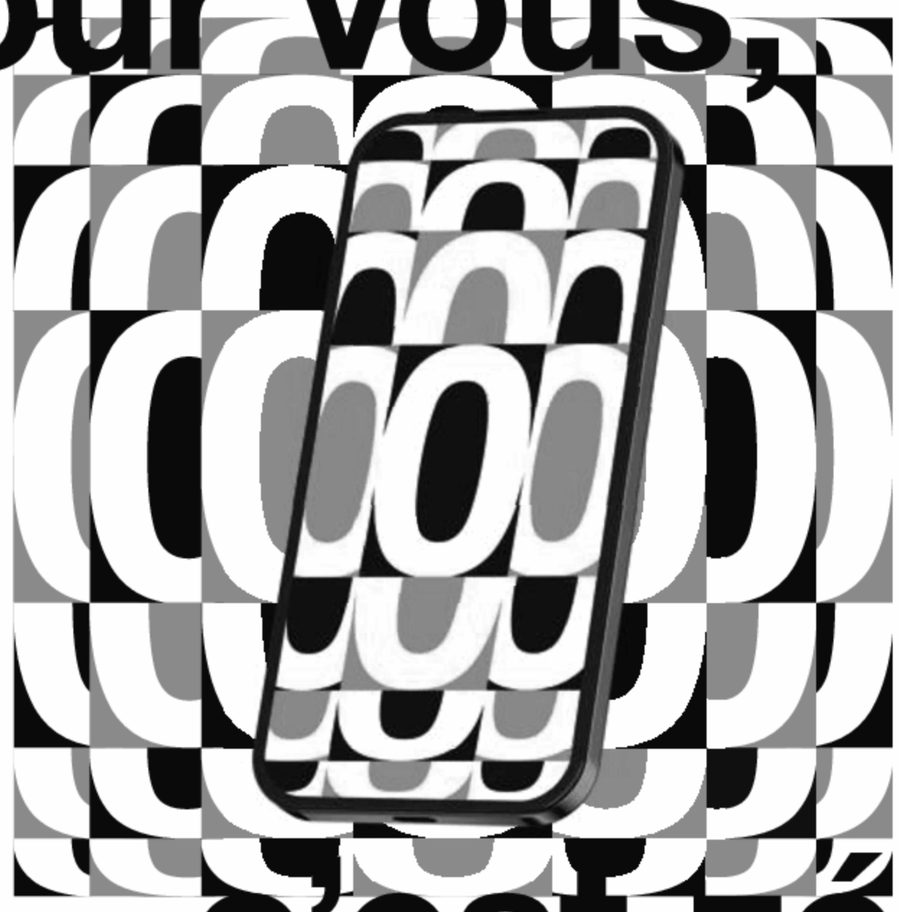
Dernier facteur : la réforme du mode de scrutin va rebattre les cartes, que les électeurs aient compris ou non que les règles avaient changé. Avant, ils votaient uniquement pour leurs conseillers d'arrondissement, dont une partie était déléguée au Conseil de Paris pour élire le maire central. Il était plus ou moins acquis que les 10e, 11e, 18e, 19e, 20e choisiraient majoritairement des conseillers de gauche et que les 6e, 7e, 8e, 16e ou 17e choisiraient surtout des élus de droite. Un peu comme, lors de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, il est attendu que la Californie choisisse des grands électeurs démocrates et le Texas des grands électeurs républicains.

A force, les électeurs ont compris que leurs votes n'avaient pas le même poids partout, comme le montrent les taux de participation par arrondissement aux premiers tours de 2014 et 2020. Dans les 16e, 18e et 19e arrondissements en particulier, la participation était plus faible que la moyenne tandis que dans les secteurs plus disputés, comme les 5e, 9e ou 12e, elle était plus forte. Exception notable dans le 7e en 2020, où Rachida Dati a su surmobiliser son électorat, qui lui était déjà acquis.

En 2026, l'enjeu n'est plus le même car les conseillers d'arrondissement ne font plus office de grands électeurs : ce sont les Parisiens eux-mêmes qui choisiront le ou la maire de la capitale, en votant directement pour les conseillers de Paris dans un deuxième scrutin parallèle. Soit ils auront compris la nuance et on peut imaginer que, dans le 19e par exemple, un électorat de droite qui se sentait inutile et étouffé se mobilise plus que d'habitude. Soit cela leur aura échappé et il y a le risque que, dans le 16e arrondissement, ce même électorat ne se mobilise que mollement en se disant que, de toute façon et comme d'habitude, il n'y a pas de risque. Une chose est (à peu près) sûre : la participation générale devrait être plus forte qu'en 2020, quand les élections avaient fait les frais de la pandémie de Covid-19 naissante. ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN

Pour vous,



c'est zéro

J0urs
Zér0

Taux 0 %
Acompte 0 €

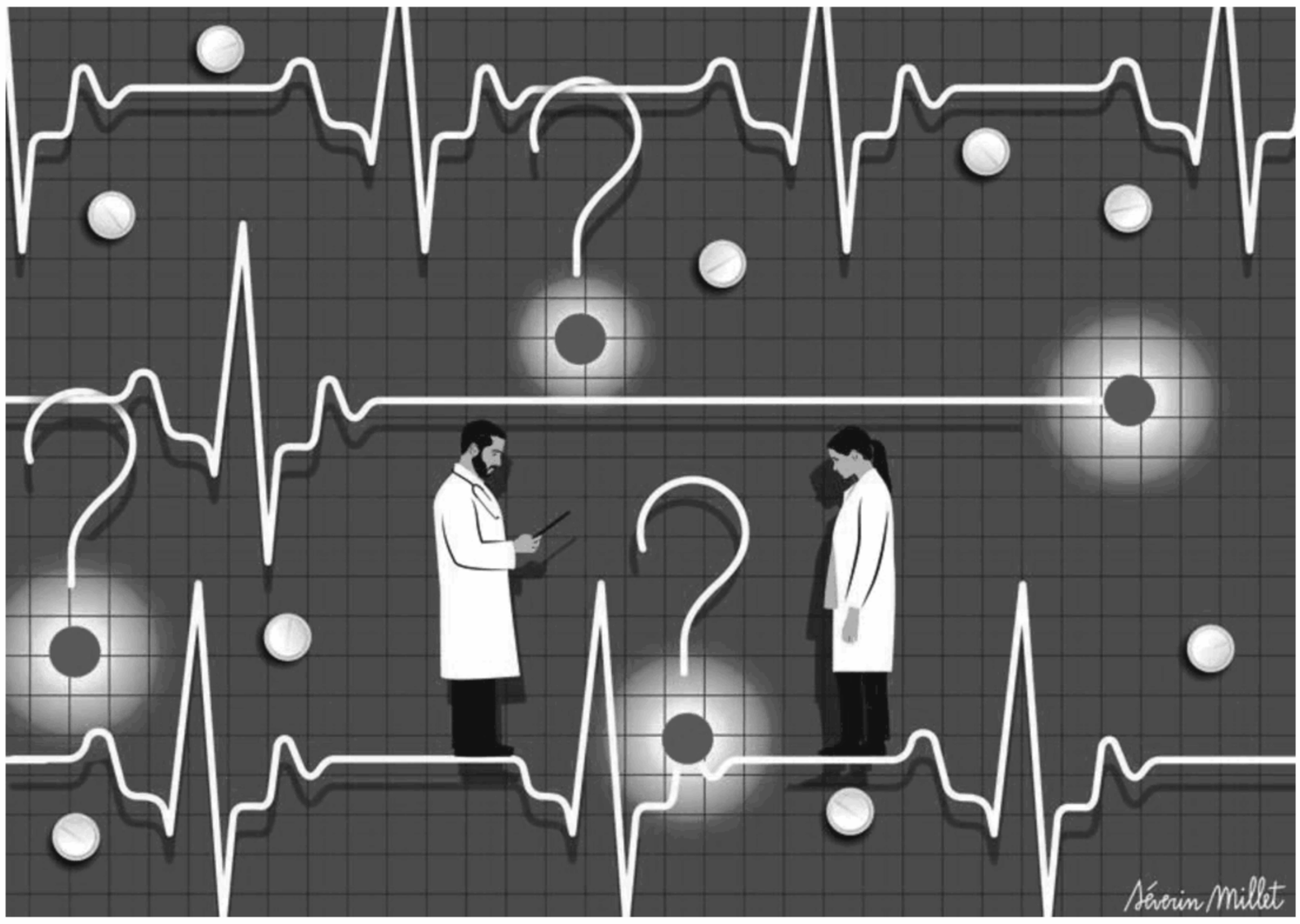
sur nos téléphones avec
le Financement Sur Mesure,
pour nos clients forfaits mobile.

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.
Crédit gratuit **(TAEG fixe 0 %) exclusivement sur 12 et 24 mois,** réservé aux clients avec forfait mobile Orange ou Sosh(1) jusqu'au 25/02/2026. Hors promotion, par exemple, pour un crédit affecté de 650 € sur 24 mois au TAEG fixe de 15,14 % (taux débiteur annuel fixe 14,18 %), hors assurances facultatives, remboursez 24 mensualités de 31,26 €. Montant total dû : 750,33 €.
Renseignez-vous en boutique ou sur orange.fr
(1) Crédit affecté en 4 à 48 mois, réservé aux particuliers pour l'achat d'équipements de 200 € à 3000 €, après accord de BNP Paribas Personal Finance et délai de rétractation de 14 jours. Hors assurance facultative, tarification de 0 % à 19,39 % TAEG fixe, selon l'objet financé ou la durée du crédit. Les intérêts du crédit à Taux Annuel Effectif Global fixe 0 % sont pris en charge par Orange. Offre Orange et conditions du financement Cetelem valables jusqu'au 25/02/2026, en France métropolitaine, susceptibles de modification. Cetelem est une marque de BNP Paribas Personal Finance. Orange, SA – Orias n° 13 001 387. Orange Store, SA – Orias n° 12 067 871. Orange et Orange Store sont mandataires non exclusifs en opérations de banque et en services de paiement de BNP Paribas Personal Finance, établissement de crédit, société anonyme au capital de 617 279 915 € – RCS Paris 542 097 902 – 1, boulevard Haussmann 75009 Paris – Orias n° 07 023 128 (www.orias.fr).

orange™
est là

Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 2026

FIN DE VIE



L'interprétation délicate des critères d'accès à l'aide à mourir

Cancers, maladie de Charcot… La question des patients éligibles au suicide assisté, dans le texte réexaminé à l'Assemblée nationale à compter de lundi, reste sensible

La question est omniprésente, depuis que le projet de légiférer sur une aide à mourir est à l'ordre du jour, sans pour autant être franchement posée : qui pourra prétendre, demain, à ce nouveau droit ? Alors que la proposition de loi relative au droit à l'aide à mourir, qui devait revenir à l'Assemblée nationale lundi 16 février, prévoit la possibilité de recourir au suicide assisté, ou, par exception, à l'euthanasie, les critères d'accès vont être au cœur des débats.

Ils tiennent en un article – le quatrième – et sont cumulatifs. *« Pour accéder à l'aide à mourir,* peut-on d'abord y lire, *une personne doit répondre à toutes les conditions suivantes : être âgée d'au moins 18 ans, et de nationalité française ou résidant de façon stable ou régulière en France. »* Voilà pour l'aspect administratif. C'est sur les trois autres critères que le corps médical sera appelé à valider ou à rejeter la demande émanant d'un patient : ce dernier devra être atteint d'une *« affection grave et incurable »*, qui *« engage le pronostic vital »*, *« en phase avancée »* ou *« en phase terminale »* ; présenter une *« souffrance physique ou psychologique constante liée à cette affection »*, *« réfractaire aux traitements »* ou *« insupportable »* ; et être *« apte à manifester sa volonté de façon libre et éclairée »*.

Sur le papier, le cadre paraît clair. A écouter, pourtant, les médecins des spécialités possiblement les plus concernées (neurologie, oncologie, cardiologie…), autrement dit, ceux qui suivent des patients aux pathologies incurables, il laisse de nombreuses questions ouvertes pour savoir qui, concrètement, entrera dans cette définition. Et déterminer, ainsi, s'il s'agit de créer un « dernier recours » pour quelques centaines de personnes, dans des *« conditions strictes »*, comme n'a cessé de le répéter le gouvernement ; ou un droit plus large, ce dont s'inquiètent les opposants.

Parmi eux, la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs (SFAP) a jeté un pavé dans la mare en estimant que 1 million de malades en stade avancé pourraient y être éligibles : 450 000 patients atteints d'un cancer métastatique, 7 500 malades de la sclérose latérale amyotrophique (SLA ou maladie de Charcot), 500 000 souffrant d'insuffisance cardiaque… *« Il s'agit d'une estimation potentielle, pas du chiffre de patients qui en feront réellement la demande*, précise Claire Fourcade, ancienne présidente de la SFAP. *Avec ce calcul, nous avons voulu montrer que cela ne concernera pas seulement quelques situations rares ou exceptionnelles. Si c'est le choix politique qui est fait, il faut l'assumer. »*

En face, chez ceux qui soutiennent l'évolution législative, on dénonce la démarche. *« Ce chiffrage extrême entretient une rhétorique de la peur »*, réagit le réanimateur François Blot, auteur, avec Elsa Walter, de *La Mort confisquée* (Grasset, 208 pages, 18 euros). Il rappelle que, dans les pays où une aide à mourir existe, elle concerne seulement quelques milliers de personnes (3 991 euthanasies enregistrées en Belgique en 2024, 9 958 aux Pays-Bas). *« Il faut bien souligner que lorsque vous cumulez les cinq critères d'accès inscrits dans le texte, on est, à coup sûr, très loin d'atteindre* [l'estimation de la SFAP] », assure ce médecin.

« GRANDE SUBJECTIVITÉ »

Parmi les oncologues, comme parmi les autres spécialistes en première ligne, on s'arrête d'abord sur le critère du pronostic vital engagé *« en phase avancée »* de la maladie. La proposition de loi, à date, a retenu la définition de la Haute Autorité de santé (HAS), rendue publique en mai 2025 : cette phase est *« caractérisée par l'entrée dans un processus irréversible marqué par l'aggravation de l'état de santé de la personne malade, qui affecte sa qualité de vie »*. La version initiale du texte évoquait un pronostic engagé à *« moyen terme »*, expression retoquée par la HAS qui a estimé impossible une *« définition objective du pronostic temporel à l'échelle individuelle »*.

Quid de la phase avancée ? *« Dans les cancers, il y a le stade dit "localisé", qui n'est pas considéré comme incurable et donne lieu à un traitement curatif, et le stade métastatique, qui correspond à la sortie du cancer de l'organe initial*, explique Manuel Rodrigues, vice-président de la Société française du cancer. *La maladie devient dès lors incurable dans 99 % des cas. On pourrait donc considérer, potentiellement, que toutes les personnes à ce stade soient éligibles »*, affirme le spécialiste. Cela laisse place, selon lui, à une *« grande subjectivité »*.

« Certains médecins pourront estimer que, dès les premières métastases, le stade avancé est atteint, même si ces patients peuvent vivre encore plusieurs années, quand d'autres pourront juger que ce n'est pas le cas, que les premières métastases ne donnent pas lieu à des symptômes ou à des douleurs, qu'ils peuvent encore contrôler la maladie… » Une différence d'appréciation qui pourrait, de fait, exclure ou intégrer plusieurs centaines de milliers de patients.

LA NOTION D'IRRÉVERSIBILITÉ EST INTERROGÉE, AU REGARD DES AVANCÉES DE LA SCIENCE

A l'échelle de sa consultation d'oncologie ORL, à l'hôpital de la Timone (Assistance publique-Hôpitaux de Marseille), à Marseille, le professeur Sébastien Salas considère que 30 % à 40 % des patients suivis, chaque année, présentent une récidive inopérable ou des métastases. *« Nous les traitons dans le but de prolonger la survie dans les meilleures conditions possibles, et non pas dans l'optique d'une guérison*, décrit-il. *Avec des traitements, ces patients en phase avancée peuvent atteindre une survie médiane d'environ quatorze à quinze mois*, précise-t-il, la moitié vivant au-delà, la moitié décédant plus tôt. *Certains malades, qui répondent particulièrement bien à l'immunothérapie, peuvent même voir leur espérance de vie se prolonger de plusieurs années. »*

La notion d'irréversibilité est aussi interrogée, au regard des avancées de la science. *« Il y a des cancers métastatiques que l'on sait guérir*, rapporte Sarah Watson, spécialiste de cancers rares à l'Institut Curie. *A la première consultation, je ne projette jamais un pronostic vital. Il y a des critères cliniques de gravité évidents, dès le début, si le patient a 35 ans, ce n'est pas comme s'il en a 85 avec des comorbidités – insuffisance cardiaque, rénale… Mais, dans la majorité des cas, je ne peux pas prévoir à quel rythme va avancer la maladie, si le patient va se dégrader plus ou moins vite, et comment il va réagir au traitement. »* Elle évoque ainsi, pour les sarcomes qu'elle traite (sarcome des tissus mous métastatique), une médiane de survie de dix-huit mois, alors que ses patients peuvent vivre entre trois mois et dix ans. Un *« grand écart »*, dit-elle.

Les oncologues évoquent tous – ou presque – un moment-clé, celui de l'annonce du diagnostic. *« C'est systématiquement un choc, et une phase de souffrance psychologique extrême pour un patient, mais on sait que celle-ci évolue, des mécanismes psychologiques de défense se mettent en place… Il faut du temps pour l'absorber »*, reprend M. Rodrigues. Or, le temps, dans le cadre de la future loi, est contraint : un médecin sollicité aura quinze jours, au maximum, pour répondre à une demande d'aide à mourir, et le patient, ensuite, un délai de réflexion d'au moins quarante-huit heures.

Déterminer cette phase avancée, pour des spécialistes des pathologies neurodégénératives, prête moins à débat. En premier lieu pour la plus emblématique de ces maladies touchant le système nerveux central, la SLA, devenue l'un des principaux arguments pour faire avancer la législation sur la fin de vie. Selon les neurologues qui les suivent, ces patients, progressivement *« enfermés »* dans leur corps, mais qui conservent, pour la plupart, leur discernement, seront concernés (15 % souffrent de troubles cognitifs).

Ce n'était pas le cas selon la précédente rédaction du texte, alors que l'espérance de vie, une fois cette maladie diagnostiquée, peut atteindre de trois à cinq ans en moyenne. *« Pour eux, nous n'avons aucun traitement, la maladie ne fait que s'aggraver, touchant progressivement l'ensemble des muscles, des jambes, des bras, de la gorge… jusqu'à la paralysie complète »*, explique le neurologue Patrick Le Coz, qui exerce au centre hospitalier d'Arras.

Les critères actuels de la future loi semblent inclure, aussi, les patients atteints de la maladie de Parkinson ou de la sclérose en plaques, très évolués sur le plan moteur, dès lors qu'ils ne présentent pas de troubles cognitifs. Ils excluent, en revanche, les malades d'Alzheimer ou ceux dans un état végétatif, selon M. Le Coz. Moins claire, pour lui, est la situation des personnes qui, après un accident vasculaire cérébral, présentent une hémiplégie massive, des troubles de la déglutition entraînant une incapacité à s'alimenter, à parler…

Dans le service de réanimation de 16 lits que dirige Pierre-François Perrigault, au CHU de Montpellier, une petite partie des patients pourrait être concernée. Pas les personnes qui, après d'importantes lésions cérébrales, n'entrent pas dans le critère du discernement. En revanche, les *« blessés médullaires »* le seront : *« Ces personnes, souvent, à la suite d'un accident, se réveillent tétraplégiques, sous respirateur, et conscientes »*, décrit-il. Chez elles, la demande de mort est assez fréquente, *« au début »*, souligne-t-il.

« Il y a un temps de résilience variable d'une personne à l'autre, pour faire le deuil de sa vie et de son corps d'avant, mais, pour la quasi-totalité d'entre elles, la demande disparaît, passé quelques semaines ou quelques mois », rapporte le réanimateur qui se dit *« très prudent »* sur cette évolution législative. En quinze ans d'exercice à Montpellier, sur la quinzaine de patients tétraplégiques ayant formulé cette demande, deux l'ont maintenue – pour eux, une *« sédation profonde et continue jusqu'au décès »*, autorisée par la loi depuis 2016, a été mise en œuvre.

BESOIN DE « GARDE-FOUS »

Evaluer les capacités cognitives de nombreux patients reste un exercice complexe. *« Même pour des spécialistes de la cognition et du comportement, il n'est pas toujours simple de réussir à conclure que le patient est en état de décider pour lui-même »*, relève François Salachas, neurologue à la Pitié-Salpêtrière (Assistance publique-Hôpitaux de Paris, AP-HP). Pour lui, l'un des termes de l'équation législative ouvre un *« cadre très large »* : *« Cette définition portant sur l'entrée dans un processus irréversible qui affecte la qualité de vie des patients pourrait s'appliquer à toutes les maladies qui s'aggravent, progressivement, et font souffrir »*.

Concernant les résidents d'Ehpad, dont l'âge moyen avoisine 90 ans, le gériatre Gaël Durel égrène les chiffres : *« Nos patients ont en moyenne huit pathologies, dont au moins trois à un stade avancé – insuffisance cardiaque ou rénale terminale, cancer évolué… »*. Pour lui, la majorité de ces patients pourrait ainsi entrer dans les critères, quand bien même, tient-il à souligner, beaucoup souffrent aussi de troubles démentiels, mais en grande majorité non diagnostiqués.

Autre catégorie de patients qui a cristallisé l'attention : les personnes atteintes de maladies psychiatriques (bipolarité, schizophrénie, dépression sévère…) et qui peuvent avoir des idées suicidaires. Ces derniers ne devraient pas pouvoir demander une aide à mourir au titre de leur maladie, leur pathologie n'engageant pas le pronostic vital en phase avancée ou terminale. Sans compter que ces pathologies peuvent, pour certaines, altérer l'expression d'une volonté *« libre et éclairée »*.

Eligibles, une frange de patients en insuffisance cardiaque le seront, à écouter Thibaud Damy, chef de l'unité insuffisance cardiaque-amylose à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (AP-HP). *« Sur les 1,5 million de patients touchés, entre 150 000 et 200 000 ont une atteinte sévère, correspondant aux termes de la phase avancée*, chiffre le cardiologue. *Avec une définition aussi floue, c'est tout mon service, demain, qui pourrait être concerné. »* Il fait partie de ceux qui alertent sur le besoin de *« garde-fous »* : *« Face aux futures demandes, le médecin le plus à même de définir ce pronostic vital devrait être, obligatoirement, le spécialiste qui suit le patient pour sa pathologie, et son médecin traitant. Et il faut que la décision soit collégiale, comme toutes les décisions médicales que nous prenons aujourd'hui »*, juge-t-il. Le texte de loi prévoit qu'un médecin décide, après consultation obligatoire d'un spécialiste de la maladie et d'un autre soignant. ■

MATTEA BATTAGLIA ET CAMILLE STROMBONI

Les deux textes sur la fin de vie reviennent à l'Assemblée nationale

Les réformes sur les soins palliatifs et l'aide à mourir sont débattues en deuxième lecture à partir de lundi, avant un vote le 24 février. La première fait consensus, la deuxième crée plus de clivages

Avec quelques mois de retard dus aux aléas de la navette parlementaire et du tunnel budgétaire, le débat sur la fin de vie revient enfin à l'Assemblée. La représentation nationale devait se pencher sur les deux textes à partir de lundi 16 février, pour un vote solennel prévu le 24. Si le premier, sur les soins palliatifs, fait largement consensus, l'autre sur la création d'un droit à l'aide à mourir crée forcément plus de clivages. Lancée dès 2022 par Emmanuel Macron, malmenée par l'instabilité politique et la dissolution de l'Assemblée en 2024, cette réforme majeure pourrait pourtant être la seule réforme ambitieuse de cette fin de quinquennat, grâce à une majorité dans un Hémicycle morcelé et malgré un Sénat farouchement opposé. Les défenseurs du texte, notamment la présidente du Palais-Bourbon, Yaël Braun-Pivet (Renaissance), veulent croire à une adoption définitive d'ici à la présidentielle de 2027, voire avant l'été.

L'enjeu sera donc assez simple pour cette deuxième lecture, selon ses partisans : atterrir sur le même équilibre qu'en première lecture. En clair, retrouver l'écriture qui avait permis une large adoption le 27 mai 2025, à 305 voix contre 199 (et 57 abstentions).

« Continuité »

Un message passé en commission par le rapporteur du texte, Olivier Falorni (membre du groupe Les Démocrates), quitte à freiner aussi bien ceux qui voudraient davantage restreindre ce droit que ceux qui souhaiteraient encore plus de liberté. Du côté du gouvernement, le cabinet de la ministre de la santé, Stéphanie Rist, confirme que l'objectif sera de s'inscrire *« dans la continuité gouvernementale »* de la première lecture, lorsque le ministère était occupé par Catherine Vautrin.

Le rejet du texte par le Sénat a facilité les choses, puisque les députés ont récupéré en commission la même copie qu'ils avaient précédemment adoptée en Hémicycle. Le 4 février, les élus ont donc de nouveau avalisé la création d'un droit à l'aide à mourir dans des contours quasi similaires à mai 2025. Dans cette version du texte, un malade majeur pourrait donc s'administrer une substance létale ou se la voir administrée par un médecin ou un infirmier en cas d'incapacité physique. Les cinq critères cumulatifs sont aussi conservés, notamment être atteint d'une affection *« grave et incurable, qui engage le pronostic vital, en phase avancée ou terminale »*, présenter *« une souffrance physique ou psychologique constante »* et être *« apte à manifester sa volonté de façon libre et éclairée »*.

QUELQUES POINTS DE CRISPATION DEVRAIENT OCCUPER LES DÉBATS. LE PRINCIPAL POURRAIT CONCERNER LE DÉLIT D'ENTRAVE, VOTÉ EN PREMIÈRE LECTURE

Quelques points de crispation devraient cependant occuper les débats. Le principal pourrait concerner le délit d'entrave, voté en première lecture, visant à davantage punir le fait d'empêcher un malade de pratiquer ou de s'informer sur le sujet. Le gouvernement s'y montrera favorable. Les opposants du texte, mais aussi certains défenseurs comme Frédéric Valletoux, député Horizons de Seine-et-Marne et président de la commission des affaires sociales, aimeraient ajouter un *« délit d'incitation »* pour équilibrer le texte. Un amendement pour le coup jugé *« bavard »* par le gouvernement puisqu'une telle mesure est déjà comprise dans le droit pénal.

Malgré tout, des interrogations subsistent autour de ce texte, au vu du nombre d'abstentions en mai 2025 et de certitudes qui peuvent être constamment bousculées sur une telle réforme sociale. Comme en première lecture, aucune consigne de vote ne sera donnée dans les groupes, laissant la place à de vraies divisions internes. Même au sein du gouvernement, les avis ne sont pas unanimes, à l'image d'une Maud Bregeon, porte-parole, qui avait récemment exprimé ses *« doutes »* sur l'aide à mourir. *« C'est un sujet tellement éthique, complexe et intime, qu'il est plutôt rassurant que les parlementaires ne soient pas remplis de certitudes, d'un côté comme de l'autre*, considère Laurent Panifous, ministre des relations avec le Parlement et défenseur du texte en tant qu'ancien corapporteur. *C'est pour cela que je ne regrette pas le temps que cela a pris. Mais il est temps désormais de faire adopter cette réforme. »*

SÉBASTIEN LECORNU A ANNONCÉ VOULOIR LAISSER LA NAVETTE PARLEMENTAIRE « SE POURSUIVRE NORMALEMENT »

Sénat « discrédité »

L'inconnue ne sera pas tant au niveau de l'Assemblée que du Sénat. Après son adoption probable le 24 février, le texte repartira au Palais du Luxembourg *« rapidement après les municipales »*, selon le ministère des relations avec le Parlement, qui a fait de ce texte *« une priorité »*. Deux choix s'offriront alors aux sénateurs : gagner du temps en rejetant directement le texte pour montrer leur désaccord ou bien prendre le temps du débat afin de durcir drastiquement la copie ? Selon plusieurs sources parlementaires, la deuxième option serait privilégiée, notamment pour redorer l'image d'un Sénat qui s'est *« discrédité »* lors d'une première lecture aux débats décousus pour conclure sur le rejet d'un texte vidé de sa substance.

Il faudra ensuite que le gouvernement convoque une commission mixte paritaire (a priori rapide car non conclusive) puis réinscrive le texte en nouvelle lecture dans les deux Chambres avant de donner le dernier mot à l'Assemblée. Une gageure dans un calendrier parlementaire qui s'annonce extrêmement resserré d'ici à l'été. *« Ça reste l'objectif »*, confirme Laurent Panifous. Il est cependant probable que le texte sur les soins palliatifs finisse son parcours législatif avant celui sur l'aide à mourir. Le 7 février, dans un entretien à la presse quotidienne régionale, le premier ministre, Sébastien Lecornu, avait annoncé vouloir laisser la navette parlementaire *« se poursuivre normalement »* sur les deux textes qui *« ne sont pas bloqués »*.

Ces paroles n'ont pas rassuré les députés les plus pessimistes. Au *Figaro*, la députée Horizons de Seine-Maritime Agnès Firmin Le Bodo, favorable au texte, prédisait qu'il ne serait *« jamais adopté définitivement avant la fin de la législature »*. De quoi alimenter le retour de la petite musique du référendum, que le gouvernement ne veut pas entendre pour l'instant. Le 13 mai 2025, sur TF1, Emmanuel Macron n'avait pourtant pas fermé la porte à une telle solution en cas d'enlisement. ■

ROBIN RICHARDOT

Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 2026

Santé : les maires interpellés sur l'accès aux soins

Les candidats aux municipales font face à cet enjeu majeur pour les électeurs, sans beaucoup de leviers

A l'heure où les déserts médicaux s'étendent, la santé s'impose comme un enjeu du scrutin municipal des 15 et 22 mars. De nombreux maires ont le sentiment que le sujet n'a jamais été autant au cœur des préoccupations, notamment dans les petites communes les plus touchées. *« Il y a une accélération*, estime Christophe Bouillon, maire divers gauche qui se représente à Barentin (Seine-Maritime), président de l'Association des petites villes de France. *En 2020, le sujet était déjà présent, bien sûr, mais ça l'est encore plus. »* Gil Avérous, maire de Châteauroux (ex-Les Républicains), et président de Villes de France, fait le même constat : *« La santé est devenue le sujet prioritaire de tous mes collègues*, dit ce porte-voix des villes moyennes de 10 000 à 100 000 habitants. *Aujourd'hui, c'est la demande première que j'entends chez mes administrés. »*

Il n'est plus un maire ou un candidat qui n'ait à répondre aux difficultés d'accès aux soins sur son territoire. Quand bien même les édiles n'ont pas de compétences propres, ils ont néanmoins une clause de compétence générale qui leur permet d'agir, et surtout la pression des habitants qui les y pousse. *« Ce n'est pas à la porte des agences régionales de santé que les citoyens vont frapper, c'est à nous qu'ils demandent des comptes »* : la remarque est largement partagée dans les rangs des maires.

Selon un sondage de l'institut CSA, commandé par France Assos Santé, la principale fédération de patients, sur les attentes des Français à l'égard de leurs élus locaux, la santé s'est imposée comme la première préoccupation (pour 70 % d'entre eux), devant la sécurité (68 %), la lutte contre les incivilités (62 %) et la gestion des finances et de la dette de la commune (57 %). Quelle que soit la taille de l'agglomération, elle figure dans les premiers thèmes sur lesquels le maire est attendu, selon cette étude menée auprès de 1638 personnes et publiée en novembre 2025. Et en priorité, sur cette thématique du *« soutien et développement de l'accès aux soins »*.

L'évolution démographique pèse aussi de tout son poids sur les attentes des électeurs, fait remarquer Christophe Bouillon : *« Le vieillissement de la population a changé la donne, avec une population âgée pour laquelle la santé est une préoccupation importante. Avant, l'obsession des maires, c'était les écoles, pour attirer les jeunes couples. Cela reste en partie vrai, mais aujourd'hui, la première question, c'est les médecins. On est passé de "Est-ce qu'il y a une bonne école ?" à "Est-ce qu'il y a des médecins ?". »*

> **« On est passé de "Est-ce qu'il y a une bonne école ?" à "Est-ce qu'il y a des médecins ?" »**
> CHRISTOPHE BOUILLON
> président de l'Association des petites villes de France

Pour les faire venir jusqu'à eux, de nombreux élus ont, depuis une dizaine d'années, joué la même carte, celle des maisons de santé. Soit des lieux où se rassemblent des médecins, sous différents statuts d'exercice, et d'autres professionnels de santé, dans des locaux souvent financés et mis à disposition par les collectivités. *« C'était un peu une martingale »*, estime Christophe Bouillon.

Pas de « mesure miracle »

Mais les limites de cette politique sont désormais éprouvées, avec des maisons construites… qui restent sans médecin. Comme d'autres, Christophe Bouillon s'est aperçu qu'il n'y a pas de *« mesure miracle »*, et qu'il lui faut plutôt miser sur *« un panel d'initiatives »* pour obtenir des résultats. Logement et bourses pour les internes en médecine, accompagnement à l'installation du médecin, de son ou sa conjointe, développement des formations médicales et paramédicales…

C'est aussi l'état d'esprit, parmi ces édiles, qui a évolué : *« Il faut faire le deuil d'un certain nombre d'images, comme celle du médecin de campagne qui pose ses valises, avec sa famille, dans une commune, pour y faire toute sa carrière*, ajoute-t-il. *Ce qui compte aujourd'hui, c'est que nos citoyens aient accès à une consultation, peu importe qu'elle soit faite par un médecin qui ne vient que quelques jours par semaine, à l'hôpital… L'important, c'est qu'il n'y ait pas de zone blanche. »* En dix ans, quelque 2 milliards d'euros ont été dépensés par les collectivités pour des structures de santé, chiffre-t-il.

Durant le mandat qu'il achève, Gil Avérous a, lui aussi, accompagné la sortie de terre d'une maison de santé, demandée par les médecins de Châteauroux. Dans cette nouvelle campagne municipale, il promet de mettre un coup d'accélérateur : 30 % des administrés sont toujours sans médecin traitant, mais *« tout le monde cherche encore la solution la plus adaptée »*. Bourses aux étudiants, financement d'un campus universitaire, candidature de la ville pour accueillir une première année de médecine et une école de kiné… *« On a beau mettre les moyens, si on n'arrive pas à séduire des médecins, on est en échec*, regrette-t-il. *Mais le niveau municipal est souvent trop faible pour agir sur la santé, cela doit au minimum se faire au niveau départemental. »*

Ces dernières années, le rôle du maire dans les structures de soins est devenu parfois symbolique. S'il est présent au conseil de surveillance de l'hôpital, quand il en a un sur son territoire, il n'est pas dans les instances de gouvernance hospitalière. Même chose dans les agences régionales de santé, pourtant au cœur des décisions. *« On considère que les maires n'ont pas leur mot à dire sur la santé, mais vouloir définir des plans régionaux de santé sans nous y associer n'a guère de sens*, reprend Christophe Bouillon. *Le maire doit redevenir un acteur de santé publique. »*

> **« Assurer l'égalité d'accès aux soins, c'est la mission de l'Etat et ça doit le rester »**
> FRÉDÉRIC CHÉREAU
> maire (PS) de Douai (Nord)

Rares sont ceux qui réclament pour autant un véritable transfert de compétences. *« Assurer l'égalité d'accès aux soins, c'est la mission de l'Etat et ça doit le rester*, fait valoir Frédéric Chéreau, maire socialiste de Douai (Nord), coprésident de la commission santé à l'Association des maires de France. *Nous nous emparons de ce sujet-clé parce que nous n'avons pas le choix, mais on refuse un discours du "donnant-donnant", où l'action étatique serait conditionnée à celle du maire. »*

A Nevers, parmi les territoires qui souffrent le plus de la désertification médicale, le maire, Denis Thuriot (Renaissance), poursuit la ligne qu'il a tracée en soutenant la mise en place des *« flyings doctors »*, en 2023, soit des médecins spécialistes venant du centre hospitalier universitaire de Dijon, par avion spécialement affrété, jusqu'à son centre hospitalier, en une trentaine de minutes (contre deux heures trente à trois heures en train ou en voiture). Depuis la création du dispositif, 100 « rotations » ont été effectuées, avec 345 allers-retours de médecin effectués. *« Un gros succès »*, défend-il, alors qu'une deuxième « rotation » par semaine vient d'être mise en place, en janvier. *« On est enclavé, au milieu de la France, nous devons compenser autrement »*, soutient ce maire, élu pour la première fois en 2014, et qui se représente.

« Avec les moyens du bord »

Ce *« pont aérien »* n'est qu'un élément de l'équation : il cite aussi deux cabines de téléconsultation avec infirmier, un campus étudiant *« connecté »*, des *« week-ends découverte »* pour les internes… *« On essaie de faire avec les moyens du bord, mais aussi de trouver des mesures différentes, originales »*, dit-il.

S'il ne parle pas de régulation ou de coercition à l'installation des médecins, il appelle à des réponses qui en sont proches, mais qui relèvent de l'Etat : *« Il faudrait proposer aux internes, lorsqu'ils achèvent leurs études, six ou sept territoires comme les nôtres, dans lesquels ils devraient exercer durant leurs premières années. »* Sous peine de rester, à l'échelon local, dans une forme d'impuissance. ■

CAMILLE STROMBONI

Garder ou rouvrir une maternité, le combat des petites communes

Les structures pratiquant moins de 300 accouchements par an ne sont ouvertes qu'à titre dérogatoire pour des raisons de sécurité

L'un défend sa petite maternité, menacée de fermeture, l'autre veut rouvrir la sienne, fermée depuis 2018. A Saint-Amand-Montrond, dans le Cher, tout comme à Châteaudun, en Eure-et-Loir, l'enjeu de maintenir une maternité sur son territoire fait partie du combat des deux maires candidats à leur réélection, Emmanuel Riotte, divers droite, et Fabien Verdier, sans étiquette. Après des décennies durant lesquelles les fermetures de maternités n'ont cessé de se multiplier, provoquant régulièrement de fortes mobilisations locales pour s'y opposer, eux refusent d'accompagner le mouvement.

Le débat a refait surface sur la scène politique, avec l'adoption à l'Assemblée nationale, en première lecture, d'une proposition de loi instaurant un *« moratoire »* de trois ans sur les fermetures de maternités, en mai 2025.

Les structures pratiquant aujourd'hui moins de 300 accouchements par an ne sont ouvertes qu'à titre dérogatoire, ce chiffre ayant été défini comme le seuil minimum, en termes de sécurité, afin d'assurer une pratique en nombre suffisant d'actes d'accouchement.

Avec 400 naissances dans les années 2010, mais 229 en 2025, et bientôt *« probablement »* 200 à Saint-Amand-Montrond, Emmanuel Riotte voit la menace se préciser. *« Je ne veux pas me retrouver devant la fatalité, avec une fermeture en 2028 »*, explique-t-il. Sur ce territoire rural, il n'y a pas que la prise en charge des accouchements qui pose problème : avec un seul médecin généraliste pour 10 000 habitants, l'édile reconnaît, à bien des égards, son *« impuissance »*. Mais sur cette question symbolique des naissances, il espère avoir trouvé un levier. L'édile a fait voter, en décembre 2025, par son conseil municipal et au niveau de la communauté de communes, une prime de 1 000 euros pour les femmes qui viennent y accoucher. La mesure a fait grand bruit. Elle a été fortement dénoncée par les représentants des médecins gynécologues, obstétriciens, anesthésistes-réanimateurs, qui ont estimé qu'elle bafoue *« le droit et l'éthique médicale »*.

« Stress » et « inquiétude »

« Il ne s'agit pas d'une prime pour faire des bébés, mais d'une prime pour éviter la fuite [de patientes] *vers d'autres maternités, et attirer des mamans vivant aux frontières proches »*, fait valoir le maire. La somme, délivrée en bons d'achat à dépenser sur le territoire, vise à remonter jusqu'au seuil de 300 naissances, pour *« sauver »* cette maternité de niveau 1 (pour des accouchements sans complications) : 17 nouvelles mamans en ont bénéficié en janvier. *« Si notre maternité ferme, cela va tout déstabiliser, le centre hospitalier et la clinique… Il faut agir maintenant, sinon ce sera trop tard »*, ajoute-t-il.

C'est une autre bataille que livre Fabien Verdier, le maire de Châteaudun, en défendant, huit ans après sa fermeture, la réouverture de sa maternité. Il a recueilli plus de 1 000 témoignages mettant en lumière les difficultés rencontrées par des parturientes et des citoyens qui soutiennent sa demande. Ces récits, compilés, viennent nourrir son plaidoyer. *« Trop de situations mettent en danger les femmes et les nouveau-nés : accouchements dans la rue, dans des véhicules, voire à domicile, faute de temps pour rejoindre un établissement. Le stress et l'inquiétude sont permanents, avec la crainte qu'un drame survienne »*, défend-il, balayant la question de la sécurité des soins dans ces petites structures, où il est difficile d'assurer une équipe médicale stable avec suffisamment d'activité. *« On a le droit de naître dans nos villes de sous-préfecture*, dit-il. *Ça suffit, nous avons 90 médecins dans notre hôpital, je préfère qu'on accouche ici que dans le camion de pompier pour aller à Orléans, à près d'une heure, ou à Vendôme, qui n'ouvre qu'en pointillé, ou à Chartres, encore plus loin. Je demande à l'agence régionale de santé de nous donner une chance, donnez-nous l'agrément, nous trouverons les médecins. »*

Il a déjà relevé ce défi pour d'autres secteurs que l'obstétrique, en accompagnant l'hôpital pour réussir à faire venir près d'une vingtaine d'ophtalmologues, en obtenant un fauteuil dentaire de plus à l'hôpital, en accueillant un centre dentaire privé, ou encore plusieurs médecins généralistes dans un centre de santé municipal… *« C'est difficile, mais réalisable, on a prouvé qu'on y arrivait »*, reprend Fabien Verdier, en défendant le rôle du maire face aux enjeux sanitaires. *« L'Etat doit être cohérent*, ajoute-t-il. *Il y a un développement économique et industriel à Châteaudun, et les entreprises nous le demandent : est-ce qu'il y a une maternité ? Des médecins ? Des spécialistes ? C'est aussi un enjeu économique. »* ■

C. ST.

A La Réole, l'angoisse face à la répétition des crues

Très exposée, une partie de la ville du sud de la Gironde est sous les eaux de la Garonne depuis le 11 février

La Garonne en crue, à La Réole (Gironde), le 12 février. UGO AMEZ/SIPA

REPORTAGE

LA RÉOLE (GIRONDE) - *envoyé spécial*

D'une voix blanche, Déborah Barnetche raconte les trois derniers jours, sans cesser de jeter des regards par la fenêtre. La jeune femme aux traits tirés semble surveiller la Garonne et ses eaux qui montent continûment, recouvrant jusqu'aux abords de l'internat du lycée de La Réole, dans le sud de la Gironde, où elle a trouvé refuge avec ses quatre enfants âgés de 1 à 9 ans. *« Nous avons évacué mercredi* [11 février] *et on nous a aussitôt relogés. Je suis inquiète pour mes petits, le stress qu'ils ressentent. Et pour mon mari, qui n'a pas voulu quitter la maison. Il est à l'étage avec le chat et le chien. Les pompiers iront le chercher si vraiment cela devient trop difficile. Mais déjà, il ne peut plus sortir. »*

Hélas, la situation, samedi 14 février, à la mi-journée, semblait empirer, la vigilance rouge restant de mise jusqu'à mardi. Avec 9,56 mètres à Tonneins et 10,20 mètres à Marmande, dans le Lot-et-Garonne, le fleuve a atteint ou dépassé la hauteur de la dernière grande crue, en 2021. A La Réole, la cote de 9,60 mètres était atteinte. *« Et l'on attend 9,80 mètres la nuit prochaine*, prévient Bruno Marty, le maire (Place publique) de cette commune de 4 500 habitants. *C'est donc un quartier supplémentaire qui va être inondé. Nous avons alerté les habitants ce matin, et nous leur avons demandé de quitter leur domicile. »*

En 2021, nombre de Réolais concernés par les inondations avaient refusé d'abandonner leur logement en pleine nuit, vivant ensuite de longues heures d'angoisse. Cette fois, la grande majorité a préféré suivre les instructions de la mairie et fuir tant que cela était encore possible. Pourtant, à l'image du mari de Déborah, *« il reste tout de même des gens qui ne partent pas, notamment parce qu'ils ne veulent pas laisser leurs animaux seuls. Alors, nous allons tenter d'aller à leur rencontre pour vérifier que tout va bien »*, explique l'adjudant-chef Olivier Konrad, de la brigade nautique d'Arcachon.

Venu en renfort avec ses hommes, dont un plongeur, le gendarme met à l'eau une barque à moteur. *« Nous passerons voir les maisons isolées, mais aussi le petit village de Bourdelles, à 5 kilomètres d'ici. Il est totalement coupé du monde. »* Et ses 97 habitants n'ont plus accès à quelque réseau que ce soit. Les militaires lancent leur embarcation sans être certains de pouvoir mener leur mission à bien, le courant étant extrêmement fort par endroits.

« Ça devient invivable »

Les pieds dans l'eau, Pascal Joye les regarde s'éloigner. Réolais depuis vingt-cinq ans, il se demande combien de temps certains quartiers de sa commune resteront habités. *« Ça devient invivable. La Garonne déborde au moins deux ou trois fois par an, et cause invariablement des dégâts. Evidemment, elle ne monte pas toujours autant, mais cela fait déjà deux fois en cinq ans qu'elle est à ce niveau et c'est infernal pour ceux qui résident là. C'est invivable, je ne trouve pas d'autres mots »*, répète-t-il, dépité.

Mme Barnetche ne dit pas autre chose. En 2021, l'eau avait infiltré tout le rez-de-chaussée de la maison qu'elle loue. Elle assure que, depuis, la propriétaire n'a pas fait les travaux permettant de la remettre en état. *« Avec l'humidité, le bois a gonflé, alors il y a un espace entre les portes et les fenêtres, par lequel le vent s'engouffre. Les meubles de la cuisine ont été inondés, ils n'ont toujours pas été remplacés. C'est une chose de vivre dans une zone inondable, c'en est une autre d'en subir les conséquences à longueur d'année. Cette fois, si rien n'est fait, on va déménager »*, assure à contrecœur la jeune mère de famille.

Partir, Odile Boy en rêve. Accueillie, elle aussi, dans l'internat du lycée, cette quinquagénaire élégante aux yeux vifs et aux lunettes cerclées de noir est pourtant particulièrement attachée à sa maison, que sa famille occupe depuis plus d'un siècle. L'Ilet, c'est le nom de cette girondine en pierres blanches posée sur un monticule et entourée d'un joli jardin, sa piscine hors sol transformée en refuge pour carpes koï et son kiosque sous lequel on sirote un Lillet, l'été, en bord de fleuve.

Mme Boy et sa sœur y cultivent un petit potager et la douceur des soirées en famille, puisqu'elles y vivent encore toutes les deux. *« On ne va pas pouvoir rester, mais la maison est désormais invendable. Avec toutes ces crues, qui voudrait acheter ? »*, se désole-t-elle. Tout en regrettant l'imprécision des informations fournies par les autorités. *« En 1981, quand nous étions enfants, nous avions été évacuées à dos d'homme. On en a gardé un traumatisme certain, qui a été ravivé en 2021 : rien n'avait été anticipé et, à nouveau, on avait dû partir en catastrophe. »*

Elle estime que les prévisions de Vigicrues ne sont pas assez fiables. *« Cette fois, on avait annoncé entre 7,50 mètres et 10,50 mètres. Je comprends qu'on ne nous donne pas la mesure au centimètre près, mais autant d'écart, ça change tout pour nous ! On ne se fie plus qu'à la mairie. »* Dès que celle-ci les a informées, elle et sa sœur, de l'arrivée d'une crue majeure, elles se sont rendues à l'internat, heureusement libéré par les lycéens en cette période de vacances scolaires.

Samedi, ils étaient une quinzaine à y avoir trouvé refuge. *« C'est toujours mieux qu'un gymnase »*, fait remarquer Camille Estournès, l'adjointe au maire chargée de l'égalité et de la participation citoyenne, qui coordonne l'hébergement d'urgence. *« Nous avons tiré les leçons de 2021 en anticipant les évacuations, qui ont eu lieu de jour. La nuit, alors que l'eau monte, c'est tellement dangereux... La plupart des habitants concernés sont abrités par des proches, mais tout le monde n'en a pas la possibilité. Alors, nous ouvrons ce centre, dans lequel un traiteur livre des repas chauds, et qui permet d'attendre la décrue. Dans l'angoisse, évidemment. »*

> **« Nous avons investi des millions d'euros pour construire et entretenir les digues, mais le fleuve est plus fort »**
>
> BRUNO MARTY
> maire de La Réole (Gironde)

Ce sentiment lancinant est difficile à apaiser, mais les équipes de la mairie s'y emploient avec bienveillance, aidées par une psychologue venue bénévolement. *« Mon fils de 5 ans s'inquiète énormément. C'est un enfant anxieux*, reprend Mme Barnetche. *Dès qu'il entend l'alarme annonçant la crue, il prend peur. Hier, nous avons déjeuné à l'hôtel de ville et le maire lui a proposé d'appuyer lui-même sur le bouton d'alerte. Alors, ce matin, en entendant à nouveau le signal, pour la première fois, il n'a pas eu peur. »*

« Les Réolais sont bien conscients qu'on ne peut pas lutter contre la nature », explique le maire, M. Marty. *« Nous avons investi des millions d'euros pour construire et entretenir les digues, mais le fleuve est plus fort et personne n'y peut rien. Alors, il nous reste la présence humaine, la chaleur que l'on peut apporter. »*

Dans les rues de La Réole, personne ne semble effectivement en vouloir à la collectivité, pas plus qu'à l'intercommunalité, qui doivent affronter seules les coûts de maintenance de ces barrages après le désengagement de l'Etat. Un certain fatalisme règne, teinté d'une forme de nostalgie.

« Avec notre maison invendable, ce sont nos projets de vie qui s'envolent », explique Mme Boy. *« Mais plus encore, ce sont nos souvenirs. On en a perdu beaucoup en 2021. Ceux qui nous restent vont peut-être disparaître à leur tour. Alors, l'autre jour, quand les gars de la mairie sont venus nous aider à déplacer des meubles, je leur ai demandé de mettre mon piano sur des parpaings, pour le surélever. Je n'y joue plus, mais j'y ai passé tellement d'heures, petite. Ce piano, c'est mon enfance. C'est bête, vous ne trouvez pas ? »* ■

JEAN BERTHELOT DE LA GLÉTAIS

« Les inondations deviennent la norme dans certaines régions »

Selon la scientifique Françoise Vimeux, la tempête Nils et ses pluies ne constituent pas une anomalie dans les conditions climatiques actuelles

ENTRETIEN

Directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement, la climatologue Françoise Vimeux rappelle que les tempêtes violentes, comme Nils, ne sont pas nouvelles, mais que leurs impacts sont exacerbés par le changement climatique.

Les tempêtes qui frappent l'Hexagone résultent-elles du changement climatique ?

Sur les observations des dernières décennies, on ne voit pas d'impact du changement climatique sur les tempêtes hivernales en France, ni sur leur fréquence, ni sur leur trajectoire, ni sur l'intensité des vents qui les accompagnent. La France connaît une succession d'événements extrêmes depuis plusieurs semaines, mais elle en a subi d'autres par le passé, Lothar et Martin en décembre 1999, Xynthia en février 2010, pour ne citer que les plus marquantes. Il n'y a pas de tendance de long terme qui permettrait de dire qu'il y a plus de tempêtes qu'avant, ou que les tempêtes sont plus violentes, même si des records de vent ont été enregistrés cette semaine. Il ne faut pas avoir un ressenti faussé avec les alertes météo qui sont données. N'oublions pas que la vigilance sur les tempêtes a été mise en place en 2001. Nous n'avons donc que vingt-cinq ans d'archives sur les alertes. S'il y avait eu des alertes en 1999, les tempêtes de l'époque auraient été classées « rouge » et la comparaison avec ce qui se passe aujourd'hui serait relativisée.

La trajectoire de la tempête Nils, qui a touché la France mais aussi la péninsule ibérique, n'est-elle pas inhabituelle ?

D'ordinaire, le jet-stream qui circule d'ouest en est, à environ 10 kilomètres au-dessus de l'Atlantique, exacerbant le transport de l'humidité provoquée par l'évaporation de l'océan du continent américain vers l'Europe, touche de plein fouet la France. Cette fois, le phénomène s'est positionné plus au sud, en raison de la déstabilisation du vortex polaire, ce vent de très haute altitude qui tourne autour du pôle nord. Or on ignore si cette déstabilisation est liée au changement climatique. La dispersion des simulations issues des modèles de climat qui étudient le vortex polaire dans un climat plus chaud est telle qu'aucune interprétation robuste ne peut être avancée. Il est important que la communauté scientifique dise quand elle ne sait pas.

L'impact des tempêtes n'est-il pas néanmoins plus fort ?

Oui, les conséquences des tempêtes sont plus importantes aujourd'hui, à cause du changement climatique. Les volumes des pluies torrentielles déversées par les tempêtes sont plus forts et cela est la marque d'un climat plus chaud. C'est ce que l'on observe sur les territoires touchés actuellement par les inondations. Par ailleurs, les submersions marines ont plus d'impact sur les côtes, car le niveau de la mer a augmenté de 23 centimètres par rapport au début du XXe siècle. Quand arrive une tempête, ce niveau s'accroît ponctuellement. La houle peut entrer plus profondément dans les terres et elle freine ainsi l'écoulement des cours d'eau dans la mer. Cela s'est produit durant l'hiver 2023-2024, dans le nord de la France. Les rivières n'arrivaient plus à évacuer les surplus.

L'indice de l'humidité des sols connaît aujourd'hui son niveau le plus élevé depuis le début de la compilation de cette donnée, en 1959. Faut-il s'en inquiéter ?

Les inondations sont toujours multifactorielles. Elles dépendent du volume des précipitations et de leur intensité, autrement dit de leur volume en fonction de leur durée. Si les sols urbanisés sont imperméables, les sols nus arrivent eux aussi à saturation. Ils n'absorbent plus du tout l'eau qui tombe du ciel. Sur un terrain en pente, cette eau ruisselle vers les rivières. Si le sol est plat, l'eau monte sur place. Ce dont il faut s'inquiéter, c'est de la présence des gens, des biens et des infrastructures dans les zones inondables. En France, un habitant sur quatre vit dans une zone inondable par la pluie, par un cours d'eau ou par la submersion marine.

Que faire pour résoudre ce problème des zones inondables ?

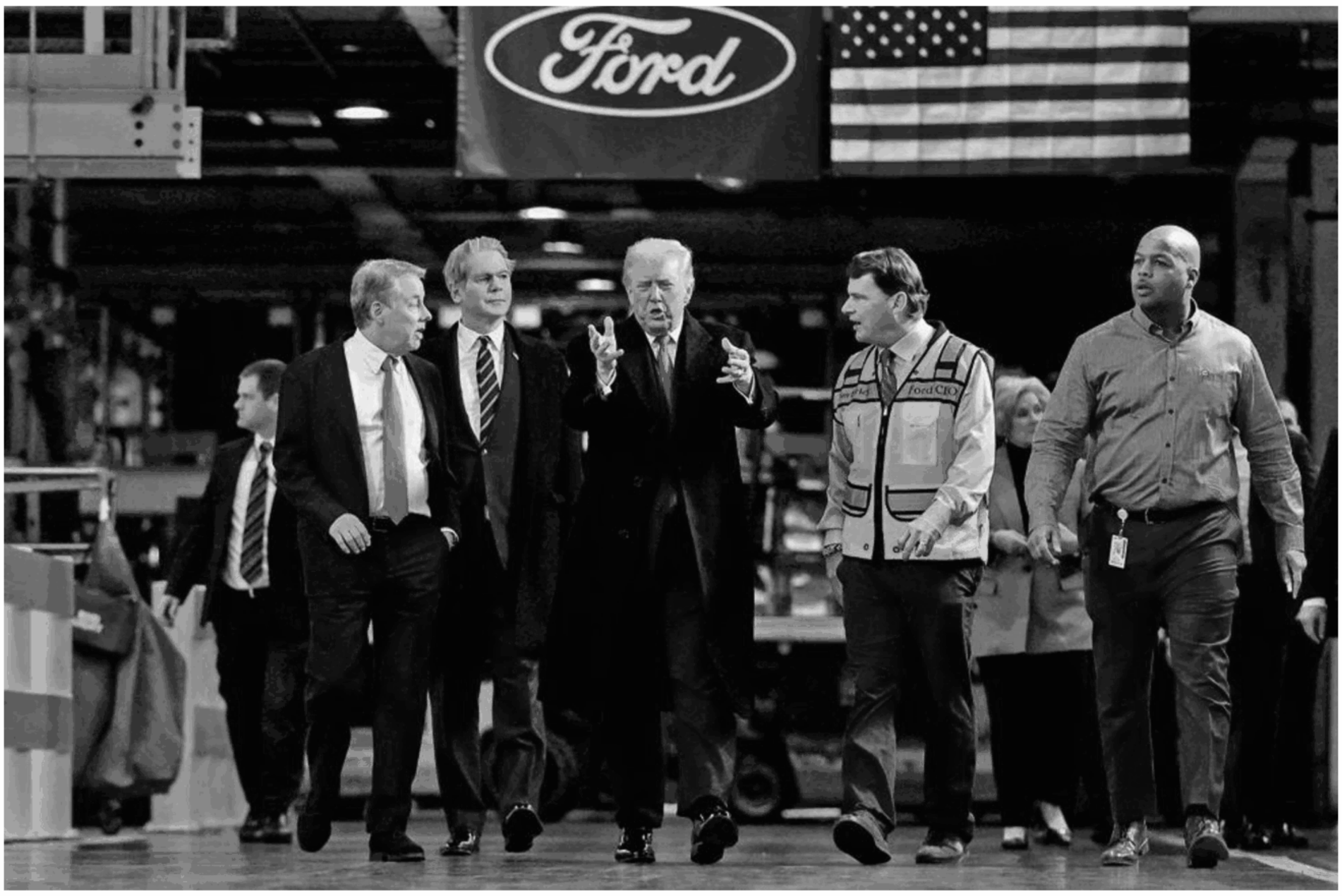
Je ne suis pas particulièrement surprise par les pluies déversées et les inondations qui en découlent. En revanche, je suis frappée de voir à quel point nous ne sommes pas préparés à faire face aux pluies torrentielles, à quel point nous ne parlons pas de ce que nous pourrions faire pour éviter les mêmes dégâts la prochaine fois qu'une tempête s'abattra sur nos têtes. Nous ne reviendrons pas au climat que nous avons connu il y a vingt ou trente ans. Les inondations deviennent la norme dans certaines régions. Il faut envisager de mettre en place une adaptation transformative et non pas réactive, c'est-à-dire en réaction à une crise. Les victimes placent leurs meubles sur des parpaings ou les montent au premier étage, elles installent des batardeaux devant leur porte, pendant que les vraies questions demeurent sans réponse. Pourquoi des permis de construire sont-ils toujours délivrés dans les zones inondables ? Pourquoi n'adapte-t-on pas notre habitat ? Pourquoi le mouvement de désimperméabilisation des sols a-t-il été bloqué par le législateur ?

Y a-t-il un responsable à la crue généralisée actuelle ?

L'installation dans les plaines inondables est incompréhensible. Il existe une responsabilité collective, lors de la délivrance des permis de construire, par exemple, et une responsabilité individuelle, notamment lors de l'achat d'un logement en zone inondable. S'y ajoutent des freins à l'adaptation bien connus, comme le manque de volonté politique, le coût de l'adaptation ou encore le manque d'accompagnement dans la gestion du risque lié au changement. Il existe aussi un ressenti faussé du risque de la part de la population et des élus, du fait que les événements sont vécus comme étant exceptionnels et pas susceptibles de se reproduire. En réalité, les crues ne sont pas exceptionnelles pour le climat tel qu'il est aujourd'hui. A ce propos, un nouveau plan national d'adaptation au changement climatique a été adopté en 2025. Force est de constater que sa mise en œuvre est lente et qu'il est difficile de voir ce qui a changé depuis. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GUILLAUME DELACROIX

Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 2026



Donald Trump visite un centre de production Ford, à Dearborn, dans le Michigan, le 13 janvier 2026.
EVELYN HOCKSTEIN/REUTERS

La nouvelle donne de l'automobile américaine après la bombe Trump

L'entreprise de démolition des politiques climatiques américaines lancée par la Maison Blanche transforme radicalement le business de la voiture outre-Atlantique

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Aux Etats-Unis, la voiture électrique est entrée dans un très, très long hiver… Après plusieurs années de progression des ventes, tirées par Tesla, l'arrivée de nouvelles marques comme Rivian, les objectifs ambitieux de réduction des émissions de CO_2 de la Californie ou les aides à l'investissement de l'administration Biden, la parenthèse se referme. Pour une durée indéterminée. En arrêtant, le 30 septembre 2025, les 7500 dollars (environ 6300 euros) de bonus à l'achat d'une voiture électrique et en ramenant à zéro les amendes que devaient acquitter les constructeurs automobiles ne diminuant pas suffisamment leurs émissions de CO_2, le président américain, Donald Trump, a provoqué un séisme.

Selon une étude publiée en mars 2025 par le Repeat Project, un laboratoire spécialisé dans l'évaluation environnementale des politiques publiques, abrité par l'université de Princeton, les constructeurs avaient lancé des projets pour produire 7 millions de voitures électriques par an à l'horizon 2030. Leur capacité atteint déjà 3,6 millions. Or, la levée de toutes les contraintes et incitations par l'administration MAGA (« Make America Great Again ») va faire fondre le marché, qui se situera, selon Repeat Project, entre 1,8 million et 4,5 millions de voitures électriques à la fin de la prochaine décennie.

Les pertes vertigineuses des constructeurs Dans ce nouveau paysage, les industriels passent leurs investissements par pertes et profits, annonçant les uns après les autres de mauvaises nouvelles. Les trois constructeurs de Detroit – General Motors (Buick, Cadillac, Chevrolet…), Ford et Stellantis (Jeep, Chrysler, Dodge et Ram) – ont intégré cette nouvelle donne dans leur stratégie, en mettant fin aux programmes de production de certains pick-up électriques (comme l'iconique Ford F-150 de Ford) et en se débarrassant des gigafactories de batteries dans lesquelles ils avaient investi des milliards de dollars, lorsqu'ils ne les convertissent pas en système de stockage stationnaire d'énergie. Ils relancent la production de véhicules à moteur thermique puissants et polluants, espérant en tirer de confortables profits dans les années qui viennent.

Bilan : une perte annuelle de 8,2 milliards de dollars pour Ford en 2025. La perte de Stellantis est attendue entre 21 milliards et 23 milliards d'euros. General Motors est resté dans le vert, mais très en deçà de ses prévisions (2,8 milliards de dollars de bénéfice au lieu de 8 milliards). Quant à Tesla, le géant de l'électrique, il assume de voir ses ventes de voitures à la peine, renonçant à faire une nouvelle version des vieillissants Model S et X. Le groupe se concentre sur les robots-taxis et les robots humanoïdes.

La démolition de la stratégie «zéro émission» On parle beaucoup en Europe de la norme CAFE (Corporate Average Fuel Economy, « consommation moyenne de carburant des flottes »), laquelle définit le rythme auquel les constructeurs doivent réduire leurs émissions de CO_2 sous peine d'amende, mais c'est aux Etats-Unis qu'elle a été mise en place pour la première fois, en 1975. Elle a été complétée, en 1990, par une autre réglementation : celle du California's Air Resources Board (CARB), qui vise 100 % de ventes de véhicules zéro émission en 2035 en Californie. Dix-sept Etats et le district de Columbia, soit 40 % du marché américain, l'ont adoptée.

General Motors, Ford et Stellantis ont mis fin aux programmes de production de certains pick-up électriques

Donald Trump fait tout pour saper ce corpus réglementaire. Dans son One Big Beautifull Bill de juillet 2025, une loi fourre-tout, il a ramené à zéro les amendes que les constructeurs ont à payer s'ils ne respectent pas la trajectoire CAFE. Il s'efforce aussi de supprimer le fondement légal de la législation californienne, avec l'abrogation de l'Endangerment Finding, un texte régulant les émissions de six gaz à effet de serre.

Ces lois avaient pourtant changé la donne. Dans une note publiée le 26 janvier, le cabinet d'analyse de marché Jato estime que les ventes de voitures électriques ont atteint 21 % en Californie, 19 % dans le district de Columbia, 19 % dans le Colorado, 17 % dans l'Etat de Washington, 16 % dans le Nevada et 13 % en Oregon, entre janvier et fin septembre 2025. Pour son auteur, Anthony Puhl, *« les Etats zéro émission vont continuer à tirer les ventes de modèles électriques, même si le rythme de croissance ralentit »*. Mais il constate aussi que les ventes de voitures électriques avaient commencé à ralentir en Californie, comme si elles avaient atteint un plateau. Pour Stephanie Brinley, analyste pour S&P Global Mobility, *« même en Californie, les exigences sont devenues trop élevées par rapport au rythme de bascule des clients »*. Elle estime qu'au niveau national, en 2030, la part des véhicules électriques à batteries atteindra 12 % à 13 % des ventes… Bien loin des 50 % poussés par Joe Biden.

Tandis que les marques freinent sur l'électrique, les entreprises de la tech foncent pour les équiper de logiciels de conduite autonome

Le yoyo des ventes de voitures électriques En septembre 2025, juste avant la fin du bonus de 7500 dollars accordé à tout acheteur de voiture électrique (4000 dollars pour un véhicule d'occasion), les clients se sont précipités dans les concessions. Malgré l'image controversée d'Elon Musk, les Tesla Model Y et Model 3 tiennent toujours le haut du classement des ventes, avec 60 % du marché, suivies par la version électrique de la Chevrolet Equinox, la Ford Mustang Mach-E et le modèle Ioniq 5 du coréen Hyundai, dont les ventes ont explosé au troisième trimestre de 2025. Au troisième trimestre de 2025, la part de marché des voitures électriques dans les ventes nationales a atteint 10,5 %. Elle est même montée à 30 % sur le segment haut de gamme en septembre. Du jamais-vu.

Le sursaut a toutefois été immédiatement suivi par un plongeon du marché. En fin de compte, les ventes de voitures électriques ont baissé de 0,3 %, à 1,3 million sur l'ensemble de l'année, selon S&P Global Mobility, soit une part de marché de 7,8 % des ventes neuves (contre 8 % fin 2024). Elles n'avaient cessé de progresser chaque année depuis plus d'une décennie. En janvier, les ventes de voitures électriques ont encore baissé de 33 % par rapport à janvier 2025, note Philippe Houchois, analyste chez Jefferies, à 5,9 % du total des ventes.

Le risque d'une «cubanisation» du parc A quoi vont ressembler les routes américaines, avec moins de nouveaux véhicules électriques dans les villes moyennes et sur les autoroutes, mais en parallèle plus de robots-taxis, tous électriques, dans les grandes villes, et même de camions à batteries ? Pour comprendre, Aurélien de Meaux, PDG et fondateur d'Electra, un des plus gros réseaux de stations de recharge ultrarapide (644 en Europe), a embarqué son comité exécutif en voyage d'étude aux Etats-Unis en janvier. *« On voit moins de voitures électriques qu'en Europe et surtout pas une voiture chinoise »*, constate-t-il, même si en Californie 4 % du parc est déjà zéro émission. Les véhicules, pour l'essentiel, sont des Tesla, une marque *« qui a une position ultradominante, avec notamment 60 % des superchargeurs dans le pays »*. Le protectionnisme de Joe Biden puis de Donald Trump produit ses effets.

L'entrepreneur s'interroge alors : *« Sans cette pression des constructeurs chinois qui poussent les Européens à innover, les marques américaines ne vont-elles pas prendre du retard ? Un de mes interlocuteurs m'a dit : "Nos routes vont se cubaniser." »* Une référence au parc automobile cubain, bloqué dans les années 1960. Bertrand Rakoto, analyste indépendant installé à Detroit, n'y croit pas : *« Les achats de voitures électriques ne vont pas s'arrêter complètement, ni même l'innovation, pour la simple raison que 17 Etats, dont la Californie, maintiennent leur trajectoire vers le zéro émission. Mais tout va aller moins vite. »*

La question essentielle du prix des voitures *« La discussion dans les concessions automobiles aux Etats-Unis ne porte pas sur l'électrique, mais sur le prix : le sujet qui préoccupe les clients américains aujourd'hui, c'est de pouvoir avoir accès au produit »*, note M. Rakoto. Cette préoccupation au pays de la voiture reine écrase toutes les autres. *« Aucun consommateur n'ira acheter une nouvelle voiture au lieu de mettre de la nourriture sur la table ou de payer les médicaments pour les enfants »*, martèle Micah Tindor, de Cox Automotive, société de conseil commercial aux concessions, dans un entretien pour le journal spécialisé *Automotive News*, en faisant référence aux deux tiers d'Américains qui, selon lui, vivent au mois le mois, sans pouvoir faire d'économies. Depuis 2020, explique l'expert, le prix des voitures neuves a monté de 28 % et celui des modèles d'occasion de 33 %, plus vite que les revenus. Le prix moyen d'une voiture neuve a franchi la barre des 50 000 dollars en septembre 2025, les modèles d'occasion dépassant 25 000 dollars en moyenne.

Seule solution pour les clients : emprunter sur une plus longue échéance. Les crédits auto dépassent sept ans. Les modèles électriques, qui coûtent en moyenne 9000 dollars plus cher que leurs équivalents thermiques et ne sont plus soutenus par les bonus, sont les premières victimes des budgets tendus. *« Cela peut toutefois amener les consommateurs à s'intéresser à des véhicules plus frugaux »*, note M. Rakoto. Ford a annoncé son intention de lancer cinq modèles à moins de 40000 dollars d'ici à la fin de la décennie, en commençant par un pick-up électrique dès 2027.

L'irruption des robots-taxis Vue d'Europe, la situation est paradoxale : tandis que les marques automobiles freinent sur l'électrique, les entreprises de la tech foncent pour les équiper de logiciels de conduite autonome. Pour Mme Brinley, rien d'étonnant, ces deux tendances n'ont tout simplement aucun lien entre elles : *« L'autonomie de niveau 4 – celle qui permet de se passer de chauffeur – intéresse les flottes de VTC, pas le marché grand public. »* Celui-ci s'arrête au niveau 3 d'autonomie, pour lequel le conducteur doit toujours rester vigilant et être en mesure de reprendre le contrôle. *« Le développement des robots-taxis, cela reste expérimental »*, confirme M. Rokoto, même si, reconnaît-il, *« les expériences changent d'ampleur »*.

Les robots-taxis de Waymo, filiale d'Alphabet (ex-Google), circulent désormais à Phoenix, dans la baie de San Francisco, à Los Angeles, Austin, Atlanta et Miami. La société a levé, début février, 16 milliards de dollars pour poursuivre son expansion. Elle vise Dallas, Houston, Detroit, Nashville, Baltimore, Pittsburgh, Washington dès 2026, et veut entrer en test à New York, Londres et Tokyo. Elle assure déjà quelque 400 000 courses par semaine. A Austin (Texas), M. de Meaux a été surpris par la dextérité des robots-taxis de Tesla, des Model Y, encore supervisés par un humain, mais à la conduite particulièrement fluide pour des voitures de série. Surpris aussi par le prix de la course : pas plus de quelques dollars. De quoi, si l'expérience est concluante, rebattre une nouvelle fois les cartes du secteur. ■

SOPHIE FAY

Hongrie : l'échec des politiques natalistes d'Orban

Malgré les mesures instaurées par le premier ministre depuis son arrivée au pouvoir, en 2010, la natalité recule

BUDAPEST - *envoyé spécial*

Anna est une mère de famille idéale selon les critères du gouvernement hongrois. Cette petite brune dynamique, qui préfère ne pas donner son nom de famille, a en effet trois enfants de 3, 6 et 9 ans, qu'elle élève avec son mari dans un quartier verdoyant de Budapest, une rareté en Hongrie. *« Mais si j'ai fait trois enfants, ce n'est certainement pas en raison des aides du gouvernement »*, prévient cette agente immobilière de 37 ans qui n'est pas du tout convaincue par la politique nataliste pratiquée depuis seize ans par le premier ministre nationaliste, Viktor Orban, et s'apprête à voter contre lui aux élections législatives du 12 avril.

« Les allocations familiales n'ont pas bougé depuis des années, je touche 46 000 forints [120 euros] *pour mes trois enfants. Certes, ils ont lancé ce crédit bébé de 10 millions de forints* [26 000 euros] *qu'on ne doit rembourser que partiellement si on a trois enfants, mais on a dû se battre longuement avec la banque avant de l'obtenir »*, raconte-t-elle. Pour son budget serré, ce crédit est de toute façon loin de compenser *« les prix des fournitures scolaires et de l'immobilier qui ont explosé »*, *« une école où il n'y a pas assez d'instituteurs »* et, plus globalement, *« la façon dont la Hongrie juge les mères qui cherchent un travail »*.

Alors que M. Orban fait de sa généreuse politique familiale un de ses principaux arguments de campagne, les statistiques officielles de natalité publiées vendredi 30 janvier ont confirmé son échec. Si le taux de fécondité s'était relevé jusqu'en 2021, il a chuté en 2025 à 1,31 par femme, soit celui que connaissait la Hongrie à son arrivée au pouvoir, en 2010. Alors que sa politique nataliste et son refus de toute forme d'immigration suscitent l'admiration des extrêmes droites européennes, en réalité, la Hongrie n'a jamais connu aussi peu de naissances depuis la seconde guerre mondiale qu'en 2025, ce qui a fait passer la population sous la barre des 9,5 millions d'habitants.

Même M. Orban a reconnu, en janvier, *« n'avoir pas réussi à améliorer la situation démographique »*, alors que son pays a perdu plus de 500 000 habitants au fil de ses quatre mandats. Il a toutefois défendu que *« si nous n'avions pas mis en place notre politique familiale, il y aurait aujourd'hui 200 000 enfants de moins en Hongrie »*. Auprès du *Monde*, Zsofia Koncz, secrétaire d'Etat aux affaires familiales, continue de vanter imperturbablement la longue liste des avantages introduits par son gouvernement pour inciter les femmes à faire des enfants.

En dépit des efforts du gouvernement, le nombre de places en crèche reste insuffisant

Certes, elle constate *« les tendances très négatives »* de la natalité hongroise, mais elle les met sur le compte *« de la baisse de l'envie de faire des enfants observée partout en Europe »*, notamment *« dans les pays comme nous, proches de l'Ukraine et de la guerre »*. *« Pour nous, cela vaut toujours le coup d'aider les familles, c'est une sorte de foi nationale »*, jure cette élue du Fidesz, le parti de M. Orban. De fait, le budget de la politique familiale a fortement progressé sous M. Orban, et représente, selon le gouvernement, une dépense de 5 % du produit intérieur brut.

Rôle minime

Cette hausse a surtout été consacrée à lancer des formes de prêt à taux zéro et des avantages fiscaux censés incarner ce système *« davantage basé sur le travail que sur les allocations sociales »* vanté par Mme Koncz. Conformément aux *« valeurs chrétiennes »* chéries par M. Orban, ces crédits sont souvent réservés aux seuls couples mariés et à condition qu'ils le restent. Et ils *« profitent avant tout aux plus riches, car beaucoup de familles ne gagnent de toute façon pas assez pour être imposables »*, note Szandra Kramarics, chercheuse en politique sociale à l'université ELTE de Budapest.

A l'approche des élections, M. Orban a encore annoncé une nouvelle exonération d'impôt sur les revenus pour toutes les mères de trois enfants et plus, en vantant *« une mesure unique en Europe et dans le monde »* dans une lettre adressée aux Hongroises. Si Anna, la mère de trois enfants, devrait bien en profiter, elle a toutefois encore du mal évaluer son impact, elle est une travailleuse indépendante et ses revenus sont très variables. L'avantage est de toute façon à relativiser, car le système fiscal hongrois est dépourvu de quotients familiaux et conjugaux, qui peuvent arriver aux mêmes effets pour des mères de trois enfants dans des pays comme la France.

Pour les démographes, qui restent toujours très prudents avant de lier politique familiale et taux de natalité, ces avantages ont pu, au mieux, jouer qu'un rôle minime dans le redressement de la natalité observé jusqu'en 2021. *« Les avantages financiers seuls ne suffisent pas à avoir un impact »*, estime ainsi Mme Kramarics, qui plaide qu'il aurait fallu faire plutôt des efforts *« sur l'accès au marché du travail »* pour les mères. En dépit des efforts du gouvernement, le nombre de places en crèche reste notoirement insuffisant en Hongrie, notamment dans les campagnes.

Faire garder des bébés est par ailleurs toujours aussi mal vu, alors que la durée du congé maternité va jusqu'aux 3 ans de l'enfant. *« C'est mieux pour les enfants de rester avec ses parents à cet âge-là »*, estime par exemple Anna, qui a préféré jongler entre ses enfants en bas âge et son travail que les mettre à la crèche.

Cette baisse de la natalité est vue comme un symptôme du pessimisme général après, notamment, des années d'inflation record

« Malheureusement, beaucoup de femmes ont du mal à reprendre le boulot après avoir accouché en Hongrie et dès que les collègues savent qu'une femme attend un bébé, son boulot n'est plus considéré comme important », confirme Mme Kramarics.

Le gouvernement ne donne pas vraiment l'exemple en étant le seul en Europe à ne compter aucune ministre femme. Dotée du seul rang de secrétaire d'Etat, Mme Koncz reconnaît d'une moue de visage que le symbole n'est pas optimal, mais elle rappelle que le Fidesz *« va doubler le nombre de candidates femmes* [pour les élections] *avec 14 candidates »*, sur 106 circonscriptions. Même si elle est observable partout en Europe, en Hongrie, cette baisse de la natalité est largement vue comme un symptôme du pessimisme général après des années d'inflation record et de croissance molle.

Cette morosité favorise actuellement l'opposant Péter Magyar, placé en tête dans les sondages. Dans son programme, celui-ci s'est engagé *« à enrayer le déclin démographique d'ici à 2035 »* en doublant les allocations familiales et en essayant de faire revenir les nombreux Hongrois partis à l'étranger. Comme M. Orban, il assure ne pas vouloir recourir à l'immigration, ce qui rend l'équation difficile à résoudre alors que la Hongrie connaît une baisse continue du nombre de femmes en âge de procréer. Déjà négatif depuis les années 1980, le solde naturel de la Hongrie a atteint en 2025 son plus bas historique hors pandémie de Covid-19, avec 52 000 décès de plus que de naissances.

Même si M. Orban a fini par ouvrir discrètement depuis 2023 les portes de son pays aux travailleurs étrangers sous la pression d'un patronat en besoin criant de main-d'œuvre, leur nombre se limite à quelques dizaines de milliers et le gouvernement assure qu'ils n'ont pas vocation à s'installer définitivement. Son ministre des transports, Janos Lazar, a fait scandale lors d'un meeting mi-janvier, en résumant ainsi la situation auprès des électeurs du Fidesz. *« S'il n'y a pas de migrants pour nettoyer les toilettes des trains, et comme les électeurs hongrois ne se précipitent pas pour nettoyer la merde, il faut mobiliser nos réserves internes* [que sont] *les Tziganes de Hongrie »*, a-t-il dit, avant d'être forcé de s'excuser auprès de la communauté rom face au tollé déclenché par ses propos. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

En Allemagne, une profonde mutation du marché du travail

Alors que les emplois dans l'industrie disparaissent, les recrutements se font dans les services publics, le social et la santé

BERLIN - *correspondance*

Dans une Allemagne en stagnation économique depuis plus de cinq ans, le marché du travail semble être le lieu de tous les paradoxes. Le nombre de chômeurs est passé, en janvier, au-dessus de la barre des 3 millions de personnes, sous l'effet d'un ralentissement d'hiver, mais surtout des plans sociaux dans l'industrie depuis 2024. Dans le même temps, le manque de travailleurs qualifiés dans certains secteurs continue à être un frein majeur au retour de la croissance, alors que des dizaines de milliers de salariés partent à la retraite.

Derrière ces contradictions, se cachent des transformations profondes du marché du travail allemand. Elles sont particulièrement visibles dans le dernier rapport de l'Agence pour l'emploi, daté de fin janvier 2026 à partir des données de novembre 2025. Il montre, d'un côté, une forte accélération des destructions de postes dans l'industrie manufacturière, à un rythme qui atteint désormais 14 000 par mois ; de l'autre, que les seuls secteurs créateurs d'emplois sont proches de l'Etat, comme les services publics, les services sociaux et ceux de la santé, portés par le vieillissement de la population. Les deux évolutions ne se compensent pas, ce qui explique la hausse du chômage, passé de 6,4 % à 6,6 % en douze mois.

Certes, ce niveau reste relativement faible comparativement à d'autres pays. Mais les conséquences macroéconomiques de cette évolution sont massives : les emplois qui disparaissent dans l'automobile, la chimie et la construction de machines, secteurs dominants du secteur privé, sont les plus productifs, les plus protégés et les mieux rémunérés. Ceux qui sont créés dans les secteurs de la santé et des services sociaux affichent une faible productivité et sont souvent exercés à temps partiel. Ils sont surtout financés par les cotisations sociales et les impôts, ce qui fait peser une charge croissante sur les salaires et les finances publiques, en particulier dans les communes allemandes.

« Marché du travail gelé »

Même Marcel Fratzscher, chef économiste à l'Institut allemand de recherche économique, le DIW, à Berlin, plutôt classé à gauche, s'alarme que l'activité soit de plus en plus portée par la dépense publique. Le retour de la croissance, attendu en 2026, sera *« en grande partie tiré par l'Etat, grâce à des dépenses publiques supplémentaires dans les infrastructures et la défense »*, écrit-il fin janvier. Il appelle à une réforme de l'Etat social et du marché du travail, y compris avec l'allongement de la durée du travail, afin de limiter la hausse des coûts sociaux portés par le vieillissement de la population.

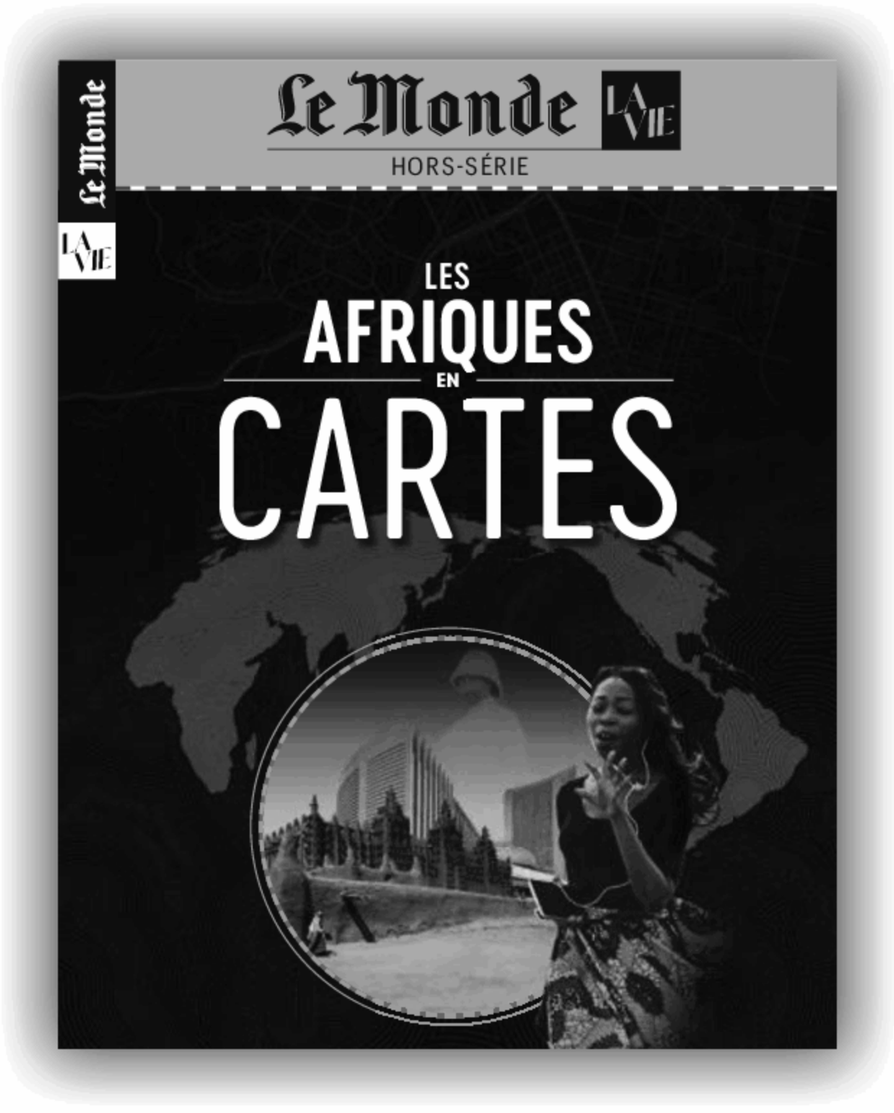
Dans l'industrie manufacturière, les destructions d'emplois devraient se poursuivre en 2026, estime la VDMA, le lobby des constructeurs de machines, dans un communiqué publié vendredi 13 février. Il précise que le secteur employait, fin 2025, 1,01 million de personnes outre-Rhin, soit 2,2 % de moins qu'en 2024. *« Il ne s'agit plus de fluctuations conjoncturelles »*, commente Fabian Seus, chargé des questions d'emploi à la VDMA, qui pointe du doigt les effets de la concurrence chinoise et des droits de douane américains, mais aussi le coût du travail élevé et les régulations, qui décourageraient les investissements. *« La mutation structurelle de l'industrie est engagée*, dit-il. *La difficulté consiste à préserver les emplois et les compétences là où cela est possible, sans pour autant entraver la transformation nécessaire. »*

Cette contradiction est aussi soulevée par deux chercheurs renommés. *« Jamais encore il n'y avait eu aussi peu de créations de nouveaux emplois, le marché du travail est littéralement gelé »*, notent Enzo Weber et Simon Jäger, analystes à l'Institut de recherche sur le marché du travail, dans une tribune au journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, fin janvier. Ils avancent qu'une partie de l'explication réside dans les mécanismes qui ont permis à l'Allemagne de sortir de la crise de 2008-2009 sans trop de casse sociale, mais qui freinent aujourd'hui la croissance.

« L'époque où la demande d'exportation de Chine et des Etats-Unis nous a sauvés est terminée. Dans une phase de changement technologique, la seule façon de sortir de la crise est la transformation », avancent les auteurs. Ils critiquent les programmes de suppressions d'emplois, coûteux pour les entreprises et les contribuables, qui entraveraient la mutation de l'économie. Les mises au chômage partiel et à la retraite anticipée, très pratiquées actuellement dans l'industrie, priveraient les secteurs industriels en croissance de travailleurs qualifiés, alors que le changement démographique les rend plus rares. ■

CÉCILE BOUTELET

UN HORS-SÉRIE | Le Monde LA VIE



L'AFRIQUE **SANS MASQUE**

Elle a porté les premiers pas de l'humanité, vu naître la civilisation pharaonique, de riches royaumes médiévaux… Pourtant, la longue et brillante histoire de l'Afrique est souvent réduite aux temps tragiques de l'esclavage et de la colonisation, ou à ses fléaux : la faim, la guerre, le sous-développement… Balayant les préjugés, cette édition synthétisée privilégiant la cartographie en offre une lecture originale. Ce récit révèle le dynamisme d'un continent d'avenir, sans ignorer les défis politiques, économiques, sanitaires, climatiques, démographiques… auquel il est confronté.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR **LEMONDE.FR/BOUTIQUE** - 124 PAGES - 14,90 €

Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 2026

Martine Farrage (à droite), grossiste au marché d'intérêt national de Toulouse, le 13 février. VINCENT NGUYEN/RIVA PRESS POUR « LE MONDE »

Les ambitions du Grand Marché de Toulouse, ce petit Rungis

Surtout consacré aux fruits et légumes, le marché de gros de la ville est en pleine expansion depuis sa reprise par le gestionnaire de Rungis

REPORTAGE
TOULOUSE - *correspondant*

Il est 5 heures, Toulouse s'éveille, et les espaces d'échanges du Grand Marché grouillent d'activité. Installé depuis 1964 près de la voie ferrée et la gare de triage de Saint-Jory, au nord de la ville, le marché d'intérêt national (MIN) de Toulouse Métropole était moribond au début des années 2010. Le lieu, très majoritairement consacré aux fruits et légumes, vit une période faste depuis presque dix ans, après que sa gestion a été confiée par délégation de service public, en 2017, à la holding Lumin, devenue actionnaire principal à Toulouse.

Egalement propriétaire du marché de Rungis, dans le Val-de-Marne, Lumin a redressé la situation : entre 2015 et 2024, le chiffre d'affaires a crû de 70 % pour atteindre les 566 millions d'euros, indique le site Internet du marché toulousain, et le nombre de professionnels acheteurs est passé de 3 200 à 4 400, hissant Toulouse au deuxième rang des marchés d'intérêt français, derrière le mastodonte Rungis et à égalité avec celui de Nantes. Le tout sous l'impulsion de sa directrice, Maguelone Pontier, 41 ans. La patronne – *« une idée à la seconde »*, dit-elle pour se présenter – veut encore accélérer l'expansion du lieu. Sa délégation de service public a d'ailleurs été prolongée pour sept ans, jusqu'en 2046, en octobre 2025 et la surface foncière devrait progresser de 16 % d'ici 2028.

Retour à l'activité toulousaine nocturne. Au milieu de la nuit, le ballet des camions débute sur une trentaine de quais devant le carreau des producteurs. Sous cette halle, environ 230 exploitants agricoles, sur des emplacements au sol de 6, 12 ou 24 mètres carrés, tentent d'écouler en cette saison pommes, ail, choux, pommes de terre, betteraves ou encore kiwis. Tous sont de la région Occitanie, chacun connaît les acheteurs : restauration, commerces de bouche, marchés couverts ou de plein vent, petits magasins ou revendeurs.

Avec un taux d'occupation de 96 %, les places sont chères, la rotation rare, chacun nouant des liens avec les clients, au fil des années

« On répond à la demande »

Pour Régis Hérail, producteur d'ail rose dans le Tarn, aujourd'hui *« c'est dur, dur »*. Pour sa première année, il loue un demi-carreau pour environ 600 euros par an. Ce matin, les acheteurs sont passés devant son emplacement sans jeter un œil sur ses cageots. Avec un taux d'occupation de 96 %, les places sont chères, la rotation rare, chacun nouant des liens avec les clients, au fil des années.

C'est le cas de cet exploitant du Tarn-et-Garonne, présent deux fois par semaine. *« Face aux grandes surfaces et leurs centrales d'achat, on préfère vendre ici car c'est très organisé, on est en contact direct avec nos clients »*, explique-t-il, préférant rester anonyme. Ses pommes partent parfois vers Rungis, le reste est dispatché dans la région toulousaine. *« On est des nains face à la grande distribution, avec environ 15 % des volumes de fruits et légumes vendus »*, souligne Maguelone Pontier, qui se vante tout de même de *« nourrir 2 millions de personnes par jour »*.

Sous l'autre grande halle de cette petite ville dans la ville, c'est un tout autre marché qui s'anime. Là ce sont les grossistes – les éminences des MIN – qui ont pignon sur rue : environ vingt entreprises dont la Compagnie fruitière, Hortal, Profex, Agriprim ou Soulage Favarel pour les plus connues. Leurs produits proviennent du monde entier, les volumes beaucoup plus importants. Avocats de Corse, oranges d'Espagne, mangues ou bananes du bout du monde transitent ici, arrivés par bateau ou avion, déchargés par semi-remorques. A l'approche de la tenue du Salon international de l'agriculture de Paris, du 21 février au 1er mars, et après une colère agricole qui a perduré tout l'hiver, des débats traversent ces travées sur la provenance des denrées et sur la concurrence faite aux exploitants français. *« Je peux choisir qui entre ici, mais pas contrôler toutes les marchandises »*, affirme Maguelone Pontier.

Des débats traversent les travées des grossistes sur la provenance des denrées et sur la concurrence faite aux exploitants français

« Les normes de nos produits venant d'Espagne sont européennes, comme en France. On fait très attention, mais les gens veulent des fruits en hiver, on répond simplement à la demande », affirme Julien Hortal, grossiste installé depuis quatre générations. Misant sur des produits de haute qualité, avec une marque propre, Nanou, le jeune homme s'inquiète surtout *« des aléas climatiques qui peuvent faire changer les cours en deux jours, comme la tempête cette semaine, faisant exploser les prix »*. Carnet et stylo à la main, il déambule entre les piles de cageots, recevant et signant les commandes avant que les camions n'emportent ses marchandises.

Cette nuit, Martine Ferrage s'est levée à une heure du matin, comme tous les jours. Rare femme patronne d'une entreprise de gros en France, elle dirige Prim Jem, et sept salariés, présents du lundi au samedi sous la grande halle. Avec 80 % de marchandises françaises vendues, elle admet que *« les agriculteurs locaux ne sont pas en mesure de nourrir toute la population, donc il faut accepter les importations en étant vigilant sur les normes »*. Elle regrette cependant que *« beaucoup de zones maraîchères soient touchées par l'urbanisation. C'est toute une filière qui peut disparaître »*.

En début de matinée, à la pause casse-croûte, Martine Ferrage retrouve collègues ou clients dans l'espace de Cuisine mode d'emploi(s), un restaurant et un centre de formation monté par le chef Thierry Marx en 2019. *« C'est la plus belle réussite du MIN*, affirme Martine Ferrage, *la diversification, la formation et la féminisation. »* Depuis 2017, le lieu a effectivement opéré une grande mue. Avec douze formations différentes et 1 500 élèves, cinq restaurants dont une guinguette, quatorze associations locataires ou quatre structures œuvrant à l'insertion, l'ensemble du site s'est transformé, modernisé, mis au *« goût du jour »* avec, par exemple, un espace de bureaux partagés, la Pépinière alimentaire, de 850 mètres carrés.

Campus alimentaire

« On veut développer un écosystème, se diversifier encore plus en accueillant d'autres acteurs », lance Maguelone Pontier, qui a tapé aux portes du Medef local ou du Stade toulousain, l'incontournable club de rugby, et préside le centre de formation d'apprentis de Blagnac (Haute-Garonne). Dépoussiéré, le MIN loue ses espaces pour des soirées ou journées événementielles, accueille une épicerie et ses produits bio faisant face aux grandes galeries du Chapiteau aux fleurs, l'espace de vente réservé aux fleuristes. Même dans les sous-sols, on peut trouver une jeune start-up, Grow Deal, qui fait pousser des fleurs et des plantes aromatiques.

Prochain grand projet : l'achat et la reconversion d'un site voisin de 2,8 hectares destiné à devenir un campus alimentaire. *« Il abritera, entre autres, des grossistes à service complet, qui fournissent la restauration collective »*, précise la direction. L'investissement se monte à 64 millions d'euros. Preuve de la bonne santé de ce grand marché, local, global, toujours matinal. ■

PHILIPPE GAGNEBET

PERTES & PROFITS | IA

PAR ISABELLE CHAPERON

Big Brother sous le porche

Recherche Rocky, chihuahua de 7 ans. Retrouver son animal égaré passait jusque-là par la pose d'affichettes aux alentours. Mais, lors de la soirée du Super Bowl, le 8 février, Ring – la filiale d'Amazon consacrée aux alarmes domestiques – a laissé miroiter, dans une publicité, un monde bien plus efficient. Il suffit de poster la photo du chien dans l'application Ring et une intelligence artificielle (IA) va chercher sa trace dans les images enregistrées par les caméras extérieures des maisons du quartier. Big Brother vous regarde depuis le porche.

En théorie, les pubs sont conçues pour donner envie de consommer un produit ou un service. Celle-ci a eu l'effet inverse, provoquant un grand frisson sur les dangers de ce type de fonctionnalités susceptibles de dériver vers une surveillance de masse. Sous pression, Amazon a annoncé, jeudi 12 février, qu'il renonçait à s'associer avec Flock Safety, une entreprise de tech exploitant un vaste réseau de caméras permettant d'identifier en instantané les plaques d'immatriculation pour le compte de la police. En octobre 2025, les deux partenaires avaient dévoilé leur projet d'ouvrir aux propriétaires de caméras Ring la possibilité de partager leurs vidéos avec les forces de l'ordre.

A l'image d'Amazon, les acteurs de la tech se retrouvent sur la sellette alors que le débat sur l'utilisation de l'IA à des fins de surveillance, voire de traque, enfle aux Etats-Unis. Samedi 14 février, le *Wall Street Journal* a révélé que le Pentagone avait eu recours à Claude, l'agent IA d'Anthropic, dans le cadre de l'opération commando ayant permis d'enlever le président vénézuélien, Nicolas Maduro, à Caracas. Cela s'est fait, selon des sources anonymes citées par le quotidien américain, à travers le partenariat noué entre Anthropic et Palantir Technologies, la société d'analyse de données qui travaille notamment avec le gouvernement américain.

Après les débordements de la police fédérale de l'immigration (ICE), qui a tué deux personnes à Minneapolis, dans le Minnesota, l'usage de l'IA pour chercher les migrants en situation irrégulière s'est retrouvé au cœur d'une polémique. Le français Capgemini avait dû annoncer, le 1er février, sa volonté de céder sa filiale américaine Capgemini Government Solutions, en contrat avec l'ICE. De son côté, le média indépendant *404* avait assuré, en mai 2025, que les forces de l'ordre, clientes de Flock Safety, faisaient des recherches de façon informelle pour le compte de la police anti-immigration dans la base de données de la firme. Cette dernière avait nié.

Tous ces exemples montrent bien que, derrière leurs chartes éthiques et protestations de valeurs, les entreprises de la tech ne contrôlent pas, ou pas assez, la manière dont sont utilisées leurs technologies. A mesure que l'IA devient de plus en plus invasive, la question des garde-fous devient urgente, même aux Etats-Unis. ■

+17 %

C'est la hausse du franc suisse vis-à-vis du dollar depuis un an, qui cotait 1,30 dollar pour 1 franc suisse lundi 16 février, avec une nette accélération en début d'année. Par rapport à l'euro, la monnaie helvétique est aussi en forte hausse, de façon moins spectaculaire (+ 7 % depuis le point bas de la mi-mars 2024), mais avec la même montée abrupte en janvier et février. Si le franc suisse surperforme ainsi, c'est qu'il est entré dans son rôle historique de monnaie refuge ultime, en cette période de turbulences géopolitiques. Ces appréciations rapides commencent à inquiéter la puissante industrie d'exportation helvétique, dont les produits (horlogerie, luxe, pharmacie…) deviennent toujours plus chers sur ses deux principaux marchés : Etats-Unis et Union européenne.

TÉLÉCOMS

La fraude téléphonique fait bondir le nombre d'alertes de consommateurs

L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) a indiqué, lundi 16 février, que son application « J'alerte l'Arcep » a enregistré plus de 70 000 alertes en 2025, en augmentation de 23 % sur un an. Cet accroissement, précise le régulateur, découle de l'essor des appels frauduleux et du démarchage illégal, liés en particulier à l'usurpation de numéros téléphoniques. En 2025, l'institution a reçu plus de 23 300 signalements dus à ces motifs, contre près de 11 000 en 2024, et seulement 2 000 en 2023.

DISTRIBUTION

Négociations commerciales : sanction de 33 millions d'euros pour E.Leclerc

Eurelec, la centrale d'achat européenne du numéro un français de la distribution E.Leclerc a été sanctionnée d'une amende de 33 millions d'euros dans le cadre des négociations commerciales avec ses fournisseurs français, a annoncé la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, lundi 16 février. L'administration a constaté des retards à 70 reprises concernant l'obligation de signature des conventions conclues par Eurelec. E.Leclerc avait fait état, dimanche 15 février, de ventes en croissance en 2025, à 51,1 milliards d'euros hors carburant, soit une progression de 2,4 % sur un an. – (*AFP.*)

AUTOMOBILE

Stellantis réintroduit des modèles diesel en Europe

Le groupe automobile Stellantis, qui a décidé de ralentir sur les voitures électriques, réintroduit des versions diesel pour au moins sept modèles en Europe et prolonge la production des modèles diesel existants, pour *« donner à ses clients ce qu'ils veulent »*, a annoncé l'entreprise, vendredi 13 février. Le 6 février, le groupe américano-franco-italien a dévoilé des charges colossales de 22 milliards d'euros pour réduire la voilure dans les voitures électriques, faute de ventes suffisantes. – (*AFP.*)

Dans « Corse. Mafia et antimafia », à paraître jeudi 19 février chez Robert Laffont, Jacques Follorou, journaliste au « Monde », décrypte l'emprise alarmante de la mafia insulaire, et la façon dont une partie de la population essaie de résister

« Ce sont des Corses qui ont mis l'île en coupe réglée »

CORSE. MAFIA ET ANTIMAFIA
de Jacques Follorou
(Robert Laffont,
416 pages, 22 euros)

En Corse, les paroles en l'air sont rares et ne viennent pas juste habiller une conversation. Elles semblent ne jamais vraiment se défaire du poids d'une histoire collective hantée par des drames liés à une violence qui agit depuis longtemps comme mode de régulation sociale. L'expression publique ou privée est d'autant moins légère que, sur cette île méditerranéenne à la population réduite, l'individu ne se définit pas en tant que tel. Celui qui parle ou qui écrit engage aussi en partie sa famille, ses amis, son village d'origine, son clan, son groupe social. Voilà pourquoi une prise de parole touche vite aux équilibres et aux rapports de force qui structurent cette île. Dans cette société de proximité, de *« face-à-face »*, les mots ont des conséquences, parfois graves. On ne peut pas faire comme si rien n'avait été dit sur les sujets qui fâchent, car tout le monde a entendu, se connaît et se croise.

Quand, le 8 mars 2025, cours Napoléon, artère principale d'Ajaccio, capitale administrative et politique de l'île, plus de mille cinq cents personnes défilent derrière deux banderoles frappées des slogans *« Assassini, maffiosi, fora »* (« assassins, mafieux, dehors ») et *« A maffia tomba, u silenziu dino »* (« la mafia tue, le silence aussi »), c'est non seulement la ville mais toute la Corse qui est interrogée sur ce qu'elle est devenue. Les mots claquent et frappent les esprits. Organisée par les deux collectifs antimafia Massimu Susini et Maffia Nò A Vita Iè, créés en 2019, la manifestation n'arbore rien d'autre comme message. Seuls quelques drapeaux à la tête de Maure, symbole insulaire, flottent au vent.

LES VOYOUS ONT COMPRIS DEPUIS LONGTEMPS L'UTILITÉ DE L'INSULARITÉ POUR SE PROTÉGER ET TENIR À DISTANCE LA JUSTICE

La foule est mixte, des jeunes, des vieux, des couples, femmes et hommes, venant de toute la Corse. Ils parcourent le bitume à visage découvert, au su et au vu de tous, des commerçants, des passants. Filmés et photographiés par les médias, ils prennent à partie l'ensemble de la société insulaire et lui renvoient un reflet peu flatteur. Cette terre sacrée pour beaucoup ne serait, en fait, que l'ombre de ce qu'elle prétend être. Elle hébergerait sur son sol des assassins et une mafia. Nul besoin, disent-ils, d'aller chercher des responsables ailleurs. Ce sont des Corses qui ont mis l'île en coupe réglée. Et peu importe que nombre de personnalités politiques locales, notamment ajacciennes, aient esquivé le rendez-vous, le cri résonne sur tout le territoire insulaire.

Le chef politique de l'île, Gilles Simeoni, président du conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Corse, a invoqué des « raisons familiales » pour expliquer son absence, ce qui n'a convaincu personne. D'ailleurs, dès le lendemain, lors d'une réunion publique, il commentait l'engagement de l'Etat contre la mafia en insistant sur le danger de mesures « liberticides ». D'autres, moins connus, n'ont pas voulu s'associer à la manifestation parce que, de près ou de loin, ils connaissent un membre de ce système mafieux ou l'un de ses affidés, ou encore fréquentent des lieux leur appartenant en sous-main ; ils ne veulent pas essuyer de remarques lors du prochain café et risquer de se mettre en marge de la société. Certains se désintéressent de cette cause ou contestent la légitimité des figures incarnant les collectifs. On ne saura pas si cela relève d'un prétexte ou d'une conviction sincère.

En s'exprimant ainsi, les manifestants appellent la population à réagir et à cesser de se taire. Le pouvoir des criminels et de ceux qui servent ou profitent de leurs intérêts perdure grâce au contrôle social exercé sur la population. Manifester, c'est déjà enfoncer un coin dans cette emprise, symboliquement, publiquement. Une manière aussi de relayer la douleur des familles endeuillées par la violence criminelle. Une façon, enfin, d'ordonner les priorités. Non, dénoncer cet ennemi de l'intérieur qui détruit le tissu social et la culture insulaire, qui s'attaque au bien commun pour son seul profit et ôte sans scrupule la vie humaine, ce n'est pas porter atteinte à la Corse : c'est commencer à la soigner.

Les voyous, eux, ont compris depuis longtemps l'utilité de l'« exception culturelle », de l'insularité, de l'identité, de la famille et d'un maillage social serré pour se protéger et tenir à distance la justice. Au nom de la solidarité familiale ou de village, ils trouvent des caches chez des gens insoupçonnables, ils sont informés sur leurs ennemis et les menaces qui les entourent, ils ont transformé la Corse en sanctuaire. D'où l'appel des collectifs à rompre le silence et à sortir de ce huis clos mortifère en criant haut et fort le mot qui fait tache : « mafia ». Certes, la crainte est là, mais, si ces criminels et leurs fidèles perdent leurs appuis dans la société, ils finiront par être à découvert.

Alors que le cortège progresse en direction de la préfecture de région, personne n'a oublié les drames, récents comme anciens, ni ce sentiment d'impunité qui règne dans un univers qui se dit occulte mais que tout le monde connaît – autrement, comment imposerait-il sa terreur ?

(...)

[Dans ce livre, l'auteur revient sur le parcours de la bande bastiaise dite « de la Brise de Mer », qui a longtemps joué un rôle décisif sur la scène criminelle avant de se perdre dans une guerre fratricide dans les années 2000. Il tire de cette histoire, et d'autres bien plus anciennes, des conclusions d'ordre général sur l'emprise du crime organisé.]

En Haute-Corse comme en Corse-du-Sud, le constat était clair. La mafia est d'autant plus enracinée dans les mentalités insulaires qu'elle s'inscrit dans une histoire et des figures tutélaires. Les chefs de bande comme les apprentis voyous qui font aujourd'hui régner la terreur tirent leur légitimité de ce passé vieux d'un siècle qui a pris racine à Marseille et dans les colonies. Cette histoire ne s'incarnait pas dans une organisation structurée mais davantage dans une culture mafieuse dont l'adaptation faisait la force. Cette mafia corse avait fini par transformer son île natale en sanctuaire.

En guise de réponse à ce climat mortifère qu'ils ne pouvaient nier, ce 27 février 2025, lors de la session au sein de l'Assemblée de Corse à Ajaccio consacrée à l'emprise mafieuse sur l'île, les chefs des groupes politiques de l'île comme Gilles Simeoni, le président du conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Corse à Ajaccio, arguaient non sans raison que l'Etat avait aussi sa part de responsabilité dans cette prise en otage de la Corse par les voyous. Les pouvoirs publics leur demandaient des comptes alors que depuis au moins un siècle la France avait trouvé utile de recourir aux services des truands corses pour ses basses besognes. Or, les mafieux ont la mémoire longue et savent mieux que quiconque qu'il n'y a rien à perdre à tenter de négocier avec le pouvoir légitime.

(...)

Les voyous corses qui tiennent le haut du pavé en 2025 sont à la fois les mêmes et différents de ceux qui dominaient la pègre depuis les années 1930. Sur le continent comme sur l'île, pas de coupole comme en Sicile mais une organisation mouvante reposant sur des personnes et non des structures. Le pouvoir est partagé entre des groupes criminels plus ou moins nombreux qui se parlent, se répartissent le territoire ou s'affrontent, selon les rapports de force. Tout au long du siècle passé, on note la permanence de ce même phénomène de violence organisée, discret et puissant à la fois, qui étend son emprise sans pour autant constituer une menace existentielle pour l'Etat. C'est l'un des paradoxes de ce pouvoir parallèle. Depuis toujours, ses membres savent au gré d'une transmission souvent non dite que la confrontation avec la police et la justice s'inscrit dans une relation plus complexe qu'il n'y paraît.

C'est une donnée méconnue qui explique en partie la longévité de la mafia corse dans le paysage criminel français. Les voyous d'hier fuyaient une Corse très pauvre et rejoignaient les colonies, Marseille ou Paris pour vendre leurs bras à des réseaux tenus par des insulaires. Ceux d'aujourd'hui vivent en Corse et viennent de familles souvent favorisées. Mais tous ont su et savent que, s'ils risquent la prison pour leurs activités, leur sort dépend aussi de leur connaissance du fonctionnement de l'Etat et de leur capacité à batailler sur le terrain du droit. Pour eux, la puissance publique n'est pas une terra incognita ou un ennemi juré, c'est un acteur parmi d'autres qui a des failles dont il faut savoir profiter si l'occasion se présente.

Cette croyance est adossée à une histoire commune et ancienne entre la pègre corse et la France, née dans l'entre deux-guerres. De quoi nourrir une mémoire longue de part et d'autre, rappelant que dans les périodes troublées le crime organisé a noué des liens peu orthodoxes avec l'Etat et le pouvoir politique. Il lui a parfois prêté main-forte. Ces services rendus lui ont valu en retour des passe-droits et une forme de considération. Ce passé n'exonère pas les voyous corses des foudres de la loi et des condamnations, mais il a durablement convaincu le milieu insulaire que le droit n'était pas une science exacte et qu'il ne fallait jamais oublier que la justice était rendue par des hommes sur lesquels on pouvait peser.

(...)

La force de la mafia corse réside dans la continuité de son histoire, la longévité de ses principales figures qui en sont les repères, les ambassadeurs, les juges de paix parfois, et sa capacité à s'adapter en permanence et sans bruit à l'évolution de son environnement national et international. Elle possède ainsi une forme d'unité interne sans aucune organisation structurée et hiérarchisée. Démonstration de sa propre puissance, elle a su maintenir au fil des ans des relais au sein de l'Etat, qui agissent comme autant d'agents infiltrés et corrompus, comme elle a tiré profit de l'ignorance ou de l'indifférence d'autres représentants de l'Etat sur la réalité de son pouvoir.

Peu importe que les parrains corses quittent Marseille et s'installent sur leur île natale à partir du début des années 1980 : les méthodes de survie et d'expansion demeurent les mêmes. C'est même pire. La Corse a été transformée en sanctuaire et, en l'espace de seulement quarante ans, ils ont imposé leur loi. Le système n'a pas faibli. Il semble s'être éloigné du pouvoir parisien mais il conserve tout son savoir-faire et tous ses relais dans ses allées, témoignant de son art de l'entrisme, d'une recherche permanente de liens de sujétion au sein des élites politiques, administratives et économiques et d'une culture intacte de l'entraide.

(...)

Ainsi, pour l'Etat comme pour une partie de la société civile insulaire et ses représentants élus, le constat est clair : la Corse subit le joug d'un pouvoir concurrent et occulte. Elle doit composer avec une violence organisée, forte d'une histoire ancienne. Fini les débats sémantiques stériles. Le mot « mafia », diabolisé, caricaturé et incompris, ne peut plus être écarté par peur de se regarder en face. Ces quelques lettres disent désormais la volonté de se prendre en main et de se libérer d'un poids devenu insupportable. Puisque le diagnostic est enfin accepté par une partie de la société, on va pouvoir définir avec précision ce mal qui opprime la Corse sans être tributaire de définitions appliquées à d'autres régions du monde, à d'autres réalités et à d'autres cultures. Pour bien nommer ce phénomène de violence organisée, il faut partir du seul terrain insulaire et non tenter vainement de le faire correspondre à un schéma mafieux extérieur.

La mafia corse n'a rien à voir avec ses homologues italiennes, géorgienne, nigériane ou même japonaise. Ici, point de coupole dirigeante mais des associations criminelles indépendantes qui cohabitent, passent des alliances ou se font la guerre. A Ajaccio ou à Bastia, pas d'ascension sociale échelonnée, pas de rites initiatiques, pas de structure interne régimentaire de soldats, sous-chefs ou chefs comme à Palerme ou à Corleone, en Italie. Mais les membres du crime organisé insulaire doivent intégrer des règles et démontrer des aptitudes afin de progresser au sein de la pègre corse. Ici, les vendettas se mêlent aux règlements de comptes classiques sur fond de contrôle d'activités illégales et légales. La structure clanique traverse les associations criminelles. Ici, enfin, malgré la forte affluence dans les différentes loges de la franc-maçonnerie, pas de ces « sociétés secrètes » où ont incubé les mafias italiennes.

Et ce n'est pas parce que, en Corse, la mafia ne tue pas comme en Sicile des policiers ou des magistrats qu'elle n'existe pas. Le crime organisé, ici, sait depuis un siècle sur l'île comme sur le continent qu'il ne faut pas s'en prendre frontalement à l'Etat. Il faut l'infiltrer, le corrompre ou discuter avec lui mais se garder d'éliminer ses membres comme ont pu le faire, en février 1998, des militants indépendantistes corses qui pensaient refonder leur combat en tuant dans le dos le préfet Claude Erignac. Conséquence, l'Etat a érigé la traque des tueurs en cause nationale et déployé des moyens inédits, de quoi faire craindre un moment aux voyous d'être victimes de dommages collatéraux. Mais ils ont su éviter d'être pris dans le tourbillon judiciaire en rendant discrètement des services à l'Etat, comme leurs aînés l'avaient fait lors de l'Occupation, pendant la guerre froide contre les communistes ou dans les années 1970 contre les gauchistes. ■

JACQUES FOLLOROU

Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 2026

Ultra Vomit, le drôle de poids lourd du metal

Le groupe nantais parodique, en tournée dans les Zénith, est devenu l'un des plus populaires du genre

RENCONTRE

Lorsqu'on pense musique metal en France, Gojira est le premier nom qui vient à l'esprit. Les Landais sont devenus intouchables depuis leur participation à la cérémonie des Jeux olympiques de Paris en 2024. Néanmoins, dans la catégorie francophone, on peut aussi compter sur l'ovni Ultra Vomit (UV pour les intimes).

Qui aurait cru qu'un groupe de metal parodique soit aujourd'hui l'un des plus populaires de France, au même titre que Mass Hysteria et Trust ? Avec leurs riffs de guitare bien épais et une surdose d'autodérision, UV pousse le délire jusqu'à imaginer sur *Calojira* (2017) la rencontre hilarante de Calogero et Gojira. Et sur *Ricard peinard* (2024), un pastiche punk de Renaud, à faire l'éloge du petit jaune. Leur troisième album, *Panzer Surprise !* (2017), a été certifié disque d'or (plus de 70 000 ventes), son successeur, *Le Pouvoir de la puissance* (2024), suit la même trajectoire. Et pour couronner le tout, le groupe a donné, en 2021, un concert dans les jardins de l'Elysée, organisé par les youtubeurs McFly et Carlito.

Pour leurs vingt-cinq ans de carrière, le quatuor nantais a inauguré, début janvier, sa première « tournée des Zénith » en tête d'affiche. Huit concerts d'envergure qui se termineront en apothéose, samedi 18 avril, par la Halle Tony-Garnier à Lyon. Quelques mois auparavant, en octobre 2025, les metalleux marrants se sont vu remettre, au Bataclan, le prix de la meilleure vente d'album metal en France lors de la première cérémonie des Foudres, les Victoires du metal hexagonal, pour *Le Pouvoir de la puissance*.

Fabien Le Floch (« Flockos »), Emmanuel Colombier (« Manard »), Matthieu Bausson et Nicolas Patra (« Fetus »), du groupe Ultra Vomit, à Nantes, en juin 2024. MATHIEU EZAN

Reprise régressive

Une forme de consécration pour les rockeurs dévergondés, qui n'en reviennent toujours pas. *« La blague a mal tourné... ou plutôt bien tourné*, résume avec facétie le chanteur, imitateur et guitariste Nicolas « Fetus » Patra, rencontré début février dans un café parisien, près du quartier de Bastille. *C'est vrai qu'Ultra Vomit était arrivé un peu par accident, quelque chose qu'on n'aurait pas imaginé. Mais ça s'est fait tellement progressivement aussi qu'il n'y a pas eu vraiment de choc. »*

On se doute que l'ambition ne rentre pas en ligne de compte à leurs débuts. Les termes « récréation » ou « défouloir » conviendraient mieux. Sur leur premier album autoproduit, *M. Patate* (2004), les UV s'adonnent à la reprise régressive – voire agressive – de chansons de variété ou de tubes dance : injouable sur les ondes radio. Les morceaux durent rarement plus d'une minute et sont passés à la moulinette grindcore, un sous-genre de metal extrême. Ils y relisent de façon potache *Une souris verte* ou *I Like to Move It*, de Reel 2 Real, rebaptisé *I Like to Vomit*. Le groupe, cofondé par Fetus et le batteur Emmanuel « Manard » Colombier, revendique un *« humour assez bon enfant, vulgaire, mais pas corrosif »*, inspiré des sketches des Inconnus (*Vice et versa*, *Rap-tout*) et des *Simpson*, l'inoxydable série animée.

La plaisanterie commence à prendre sérieusement dès leur deuxième album, *Objectif : Thunes* (2008), signé sur le label metal spécialisé Listenable Records. Alors qu'un engouement se manifeste autour du quatuor, l'aventure s'arrête en plein vol. *« On avait l'impression d'avoir tout dit*, explique Fetus. *Notre metal parodique creusait dans chaque style : black metal, punk hardcore, grindcore... Le concept était un peu à sec. »* Ultra Vomit se met en hiatus durant neuf ans, et chaque membre se consacre à d'autres projets, notamment le duo Andréas & Nicolas pour Fetus, dans une veine parodique acoustique.

Après quelques concerts de remise en jambe en 2014, le quatuor se consolide avec le guitariste à la crête iroquoise Fabien « Flockos » Le Floch et le bassiste Matthieu Bausson (un nom qui ne s'invente pas). Leur troisième opus à la pochette cartoonesque, *Panzer Surprise !*, paraît en 2017 chez Verycords, produit sous la houlette de Fred Duquesne (Mass Hysteria), qui sera aussi de l'aventure sur *Le Pouvoir de la puissance*.

Le succès est là, mais la reconnaissance des pairs survient véritablement en 2019, lors de leur délirant concert donné sur la grande scène du Hellfest à Clisson (Loire-Atlantique). Un souvenir *« inoubliable et insurpassable »* pour Fetus et ses complices, qui avaient, pour l'occasion, recruté un sosie de Calogero et un chœur gospel. D'autres surprises seront assurément au rendez-vous pour leur grand retour à Clisson, vendredi 19 juin, puis aux Eurockéennes, début juillet.

> **Le quatuor revendique un « humour assez bon enfant, vulgaire, mais pas corrosif »**

Si ce joyeux cirque pourrait prêter à sourire, Ultra Vomit n'en demeure pas moins composé de musiciens « ultra » accomplis, dont le sens du rythme – aussi bien drolatique qu'instrumental – s'avère redoutablement affûté. Les trublions truffent leurs chansons de références, comme *Tikawahukwa* (2024), hommage caféiné filtré aux Brésiliens de Sepultura, *Kammthaar* (2017), au poids lourd allemand Rammstein, ou encore *Pink Pantera* (2017), au groupe texan Pantera.

A cela s'ajoutent les imitations tordantes de Fetus, capable d'incarner aussi bien le rappeur Orelsan (une prestation validée par l'intéressé) que notre Johnny Hallyday national (*La Puissance du pouvoir*) ou Michael Jackson (*Kings of Poop*), dont le Breton s'avoue fan. Le chanteur caméléon, né en 1982, ne se considère pas comme un amateur exclusif de rock extrême : *« Je suis plutôt quelqu'un de très ouvert. C'est bizarre de dire ça, mais le metal n'est pas ma passion. A la limite, je préfère presque plus l'humour que le metal. J'ai eu évidemment une phase "musiques extrêmes" et j'en suis sorti, tout en conservant une affection particulière pour elles. "Manard", c'est un peu la caution metal du groupe. Quelqu'un de très pointu, qui adore Coroner ou Annihilator, mais qui, à côté, est aussi fan de Joe Dassin et de Balavoine. »*

Une ouverture qui se constate jusque dans la fosse de leur public, où petits et grands, parents « headbangers » et leur progéniture, secouent leurs têtes à l'unisson sur *Evier métal* (2017). Une tendance constatée aussi chez l'auteur-compositeur Aldebert, l'auteur d'*Enfantillages*, grand succès auprès du jeune public, qui a récemment électrisé les scènes avec son double diablotin Helldebert.

Ce relais générationnel enchante Fetus : *« Du temps d'*Objectif : Thunes, *c'était très rare de voir des enfants à nos concerts. Aujourd'hui, on voit plein de petits casques aux premiers rangs. Je trouve ça super cool. Et ce que fait Aldebert, pour moi, c'est la preuve qu'il se passe un truc en ce moment avec le metal en France. »* Voilà comment on sème de la bonne graine de metalleux. ■

FRANCK COLOMBANI

Ultra Vomit en tournée : le 12 mars au Zénith de Paris, le 13 au Zénith de Dijon, le 14 au Zénith de Strasbourg, le 21 au Zénith de Caen, le 27 au Zénith de Lille, le 4 avril à l'Arkéa Arena, à Floirac (Gironde), le 18 à la Halle Tony-Garnier, à Lyon.

Comédie macabre pour actrices irlandaises délurées

La série « De Belfast au Paradis ? », diffusée sur Netflix, verse dans le polar complexe, sauvé par un trio de comédiennes hilarantes

SÉRIE

Des romans de Roddy Doyle aux séries créées par Sharon Horgan, on sait à quel point l'humour irlandais, souvent pêtri d'autodérision, fait des merveilles. En 2018, la scénariste Lisa McGee s'était inspirée de sa propre jeunesse nord-irlandaise dans les années 1990 pour donner naissance à un quatuor de lycéennes aux reparties désopilantes dans *Derry Girls*, dont les trois saisons sont toujours visibles sur Netflix. Les héroïnes de *De Belfast au paradis ?*, dont le titre anglais (*How to Get to Heaven from Belfast*, « comment aller au paradis en partant de Belfast ») traduit mieux la fantaisie, en sont en quelque sorte les héritières, que l'on aurait projetées dans une comédie macabre comme les Irlandais aiment en produire – on pensera notamment beaucoup à *Bad Sisters*.

Copines de lycée dans les années 2000, Saoirse (Roisin Gallagher), Dara (Caoilfhionn Dunne) et Robyn (Sinead Keenan) ont pris des chemins différents mais restent liées par un secret d'adolescence – et un mystérieux symbole tatoué sur leur corps. Ce secret menace de percer lorsqu'elles se rendent dans le Donegal pour assister à la veillée funèbre de Greta, la quatrième membre du groupe, morte après être tombée dans les escaliers, comme le soutiennent mordicus les membres de sa famille. Très vite persuadées que quelque chose cloche, et surtout que Greta est encore en vie, les trois amies se lancent, à contrecœur mais avec toute l'énergie de la sororité, dans une enquête aux développements particulièrement invraisemblables, écrits principalement pour mettre en valeur le talent comique des actrices de la série.

Eviter les clichés irlandais

Lancées sur la piste de Greta, Saoirse, Dara et Robyn croiseront entre autres le chemin d'un policier charmant, d'une tueuse à gages pugnace, de l'énigmatique mari de Greta, ou encore du fils d'un ancien élève du lycée, disparu dans des circonstances étranges... Elles feront également un détour par le Portugal, passeront une tête à la soirée de remise des Bafta (qui récompensent les productions télévisuelles) et échapperont in extremis au naufrage d'un yacht. Même si l'on sent une volonté louable d'échapper aux clichés irlandais (la pêche, les Troubles, le catholicisme...), cela fait tout de même beaucoup de personnages et de changements de décor pour une seule série, qui multiplie par ailleurs les fausses pistes et reste longtemps illisible.

Chaque épisode semble ainsi remettre du charbon dans la machine sans toutefois donner une direction claire à l'intrigue, et surtout, beaucoup de scènes ne semblent avoir été écrites que pour en tirer une bonne blague – la séquence sur le bateau ne vaut ainsi que pour voir les trois amies s'en tirer sur une bouée en forme de banane. Au point qu'à mi-parcours, on ne sait plus vraiment si on regarde un polar ou une ode taquine à l'hospitalité et au sens de l'humour irlandais.

Mais peu importe si l'on finit par se désintéresser du sort de Greta, c'est surtout en tant que comédie noire que *De Belfast au paradis ?* fonctionne. Elle fournit une excellente occasion pour faire connaissance avec un trio d'actrices parfaitement géniales, peu connues en France mais très identifiées en Irlande, sans lesquelles une bonne partie de la série tomberait à plat. Rompues au burlesque, à l'aise dans toutes les situations, elles font passer la pilule chaque fois que le scénario vacille, et c'est un plaisir de les voir s'agiter en vain, y compris dans les situations les plus attendues. ■

AUDREY FOURNIER

« De Belfast au Paradis ? », série créée par Lisa McGee. Avec Roisin Gallagher, Sinead Keenan, Caoilfhionn Dunne, Saoirse-Monica Jackson (Ir., 2026, 8 × 45-55 min). A la demande sur Netflix à partir du 12 février.

Shahrbanoo Sadat défie le patriarcat

Le troisième long-métrage de la cinéaste afghane a été projeté en ouverture de la 76e Berlinale

Shahrbanoo Sadat, lors de l'ouverture du Festival du film de Berlin, le 12 février. JOHN MACDOUGALL/AFP

RENCONTRE
BERLIN - *envoyée spéciale*

Sous la casquette noire, deux yeux noisette, et des larmes. Shahrbanoo Sadat ne s'est pas encore remise. La veille, jeudi 12 février, lors de la soirée d'ouverture de la Berlinale, le troisième long-métrage de la cinéaste afghane, *No Good Men*, a été projeté dans la salle du Berlinale Palast. C'est un peu comme si sa vie avait défilé sur l'immense écran. Avec humour et lucidité, cette romance interroge la possibilité, pour une femme afghane, de rencontrer un homme bien : respectueux, aimant et non violent

La réalisatrice trentenaire interprète le personnage principal, Naru, une femme séparée de son mari. Seule opératrice vidéo dans une chaîne de télévision à Kaboul, elle est cantonnée aux micro-trottoirs et aux problèmes conjugaux, dans des shows en direct qui paraissent surréels pour un spectateur occidental. Le récit s'est nourri du vécu des femmes. *« Je veux capter la réalité »*, explique la scénariste. Dans *No Good Men*, l'idylle naissante entre Naru et un journaliste se trouve percutée par le retour des talibans, en août 2021.

A quoi pouvait penser la sœur aînée de la cinéaste, assise parmi le public de la Berlinale, jeudi soir, en voyant sa cadette en pleine lumière, sur scène, dans sa tenue irisée ? Aux souvenirs d'enfance et à la dure vie familiale ? A ce père ouvrier, qui faisait tous les boulots possibles et violentait leur mère ? A ce mariage arrangé auquel « Shah » a réussi à échapper, en se faisant inscrire dans une école de garçons ?

« Cette sœur, qui a quatre ans de plus que moi, est la première féministe que j'ai rencontrée dans ma vie. Elle osait affronter mon père quand il frappait notre mère. Avant même de connaître le mot "féministe", elle savait que ce n'était pas normal. Hier soir, pendant la cérémonie, elle pleurait. Je ne me suis pas faite toute seule, je suis là grâce à mes sœurs. J'étais la plus jeune, la plus chanceuse, j'ai été témoin de tout ce que je ne voulais pas pour moi », confie Shahrbanoo Sadat, qui se raconte à toute vitesse.

Elle est née en 1990 à Téhéran, où ses parents s'étaient réfugiés après avoir fui l'Afghanistan en 1979, au lendemain de l'invasion soviétique. Puis la famille est retournée au pays en 2001. *« En Iran, il y avait un racisme extrême contre les Afghans. Aucun adulte ne m'expliquait la situation, et j'ai grandi en pensant que quelque chose n'allait pas avec moi. Quand on est arrivés en Afghanistan, j'ai cru que ça irait mieux, que j'irais à l'école l'esprit tranquille. Mais il n'y avait pas d'école. J'ai atterri plusieurs siècles en arrière, au milieu des montagnes : pas d'électricité, pas d'école pendant sept ans. »*

Qu'a-t-elle fait durant ces longues années ? *« J'ai appris l'anglais. Avant de quitter Téhéran, j'ai vécu chez ma sœur, qui venait de faire un mariage arrangé. J'ai trouvé un manuel d'anglais, je l'ai recopié intégralement dans un carnet, et je l'ai emporté avec moi. »* On n'est pas au bout de nos surprises. Enfin, elle obtient l'école. *« J'ai d'abord convaincu ma sœur, qui a parlé à mon autre sœur, qui a parlé à ma mère, laquelle a parlé à mon père. »* L'établissement se situait dans une autre vallée : *« Je devais grimper en haut de la montagne, puis redescendre. »*

A Kaboul, à l'université, une erreur d'inscription l'amène à étudier le cinéma. A 18 ans, elle se coupe les cheveux. *« Je les avais à la taille et on m'avait toujours empêchée d'y toucher. »* En 2009, à l'atelier Varan de Kaboul, structure française qui forme à la création documentaire, elle réalise son premier court-métrage, *Un sourire pour la vie*. Un film à l'atmosphère bizarre, dans une école de filles : la caméra se focalise sur une élève de très petite taille (70 centimètres), que l'on porte comme un bébé. Son premier long-métrage, *Wolf and Sheep* (2016), a été développé à la Cinéfondation de Cannes, puis le second, *L'Orphelinat* (2019), sélectionné à la Quinzaine des cinéastes, toujours à Cannes.

> **« J'ai fait ce film parce que j'aime les hommes. Et j'ai envie de montrer des hommes bons »**
> SHAHRBANOO SADAT
> cinéaste afghane

Retrouver de la légèreté

Après le retour des talibans, en 2021, Sharbanoo Sadat a pu être exfiltrée avec sa famille et vit actuellement à Hambourg, en Allemagne, là où *No Good Men* a été tourné. La réalisatrice a pu récupérer des images de Kaboul que lui ont envoyé des amis journalistes dans l'audiovisuel. Avant de quitter son pays, elle a passé du temps avec eux, sur le terrain, pour préparer le film. *« Ils font un métier dangereux, ils risquent leur vie en couvrant des attentats-suicides. J'ai aussi découvert cette réalité : à force de voir des morts, du sang, certains reporters sont devenus végétariens. C'est également mon cas : quand je vois de la viande, je pense à la chair humaine. »*

Cela n'allège pas l'ambiance de l'interview, mais « Shah » sait retrouver de la légèreté. *« Après le film, ma sœur m'a dit : "Eh bien, je ne savais qu'il y avait une scène de baiser torride..." Elle est fière de moi, mais elle veut me protéger. Mon film parle de choses sensibles. Je suis en contact avec la communauté afghane et je m'attends à un retour de bâton. »* Vendredi matin, d'ailleurs, un journaliste afghan lui a fait la leçon. *« Il ne comprenait pas pourquoi le personnage de Naru est en colère. Il était dans le déni total... J'ai fait ce film parce que j'aime les hommes. Et j'ai envie de montrer des hommes bons. Mais c'est difficile d'être un homme bien dans le système patriarcal, parce qu'il est aussitôt moqué. »* On la quitte, pensive, sur ce paradoxe. ■

CLARISSE FABRE

Sur France Inter, Laure Adler fait résonner l'humanisme d'Etty Hillesum

La journaliste, avec la complicité de Delphine Horvilleur et d'Hagaï Levi, consacre une émission à la Néerlandaise, assassinée à Auschwitz

PODCAST

Longtemps oubliée, la figure d'Etty Hillesum revient – et c'est heureux – sur le devant de la scène. D'une part, avec la biographie de Judith Koelemeijer parue en 2022, traduite en 2025 en français (*Etty Hillesum. L'histoire de sa vie*, Seuil). Et, d'autre part, sera bientôt diffusée, sur Arte, la série *Etty*, de Hagai Levi. Mais qui était Etty Hillesum ? Une femme d'exception, nous dit Laure Adler qui lui consacre un épisode de sa série de podcasts (après, notamment, ceux autour de Marguerite Duras ou de Delphine Seyrig).

Au-delà d'un nécessaire éclairage biographique, la journaliste et écrivaine interroge en quoi et pourquoi Etty Hillesum nous parle tant aujourd'hui. Pour ce faire, elle a eu l'idée d'interviewer le réalisateur Hagai Levi et la rabbine et essayiste Delphine Horvilleur. Née aux Pays-Bas en 1914 de parents juifs érudits, celle qui s'appelle d'abord Esther est une jeune femme brillante et exaltée. Pour l'aider à *« remettre de l'ordre dans* [son] *chaos intérieur »*, son thérapeute l'encourage à écrire. Nous sommes en 1941 et c'est pour elle une seconde naissance.

Alors que les Pays-Bas sont occupés par les Allemands depuis 1940, Etty refuse de se cacher, voulant *« partager le sort de son peuple »*, et le fait en entrant au camp de Westerbork. Jusqu'au bout, elle écrit, et veut continuer à voir, *« au milieu de la boue, des fleurs s'ouvrir. Il y a de la boue, tant de boue qu'il faut avoir un soleil intérieur accroché entre les côtes si on veut éviter d'en être psychologiquement victime »*.

Une grande voix de la Shoah

Les témoins survivants de Westerbork disent qu'elle est partie pour Auschwitz en chantant. Le convoi du 7 septembre 1943 se composait de 987 personnes. Six ont survécu. Les autres, dont Etty, ont disparu. Même la date de leur mort n'est pas connue.

Etty Hillesum est devenue – depuis la publication d'*Une vie bouleversée* (Seuil, 1985) – avec Anne Frank, l'une des grandes voix néerlandaises de la Shoah. Lorsqu'elle a lu ce journal, Delphine Horvilleur avoue qu'elle ne l'a pas compris : *« Je lui en voulais de ne pas se révolter davantage. »* Mais, ajoute-t-elle, *« les temps ont changé. Ce qu'Etty propose au monde, son humanisme, son humanité, nous concerne directement et doit parler à notre génération »*.

Pour Hagai Levi, Etty et son journal ont pris une place et une signification différentes après les massacres commis par le Hamas en Israël le 7 octobre 2023 : *« J'ai découvert chez elle et dans son journal de nouvelles choses, qui sont devenues centrales pour moi. Et notamment sa guerre – ou disons sa lutte – contre la haine. Après le 7-Octobre, Israël s'est rempli de haine. Dès qu'ils se levaient, les gens haïssaient : les Arabes, les religieux, Bibi* [Nétanyahou, premier ministre israélien], *les gauchistes, etc. Très actif contre la guerre et pour le retour des otages, j'ai moi-même senti que je devenais haineux, que la haine m'empoisonnait, et Etty m'a aidé à m'en extraire. »* Précieuses paroles en ces temps bien sombres. ■

ÉMILIE GRANGERAY

Etty Hillesum, la vie comme principe d'espérance, *podcast de Laure Adler (Fr., 2026, 45 min). Sur France Inter et toutes les plateformes d'écoute habituelles*

Le Monde
Abonnement
Quotidien + numérique
~~637€~~ (prix de vente au numéro) **169€** pour 6 mois

INCLUS DANS L'ABONNEMENT

✓ Le journal et ses suppléments livrés chaque jour chez vous
✓ Tous les contenus du *Monde* sur le site et les applications

EN CADEAU
MUSÉE MAILLOL PARIS
Un laissez-passer pour l'exposition **Geluck expose Le Chat** au Musée Maillol

Abonnez-vous en ligne sur : **abo.lemonde.fr/quotidien6MG**

BULLETIN **D'ABONNEMENT** 261EMQAD6MGELUCK

À compléter et à renvoyer à : *Le Monde* - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne à l'offre **Quotidien + numérique** du *Monde* pendant **6 mois** pour **169€** (au lieu de 637€) et je bénéficie d'un laissez-passer pour l'exposition Geluck expose Le Chat au Musée Maillol.

➢ **6 quotidiens**
+ « M le magazine du Monde »
+ tous les contenus sur le site et les applications

Je règle par :
○ Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du *Monde*
○ Carte bancaire (paiement sécurisé) en appelant le 03 28 25 71 71 (tarif d'un appel local), du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
E-mail : _____
@ _____
☐ Je souhaite être informé par voie numérique des offres du *Monde*
☐ Je souhaite être informé par voie numérique des offres des partenaires du *Monde*
Tél. : _____

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 67/69, AVENUE PIERRE-MENDÈS-FRANCE - 75707 PARIS CEDEX 13 - 433 891 850 RCS Paris. Offre réservée aux nouveaux abonnés, valable en France métropolitaine jusqu'au 30/04/2026. Le laissez-passer sera envoyé par e-mail afin de permettre la réservation en ligne pour l'exposition Geluck expose Le Chat au Musée Maillol, via le site expo-lechat.com. En remplissant ce formulaire, vous confirmez que vous acceptez les CGVU et vous consentez à ce que La Société Éditrice du Monde, responsable de traitement, traite vos données collectées ou supposées lors de l'utilisation de ses services, pour les finalités suivantes : (i) fourniture du service ou de l'information demandée, (ii) activation et gestion de votre compte, information sur les avantages associés, (iii) sous réserve de finalisation d'un achat, gestion de votre contrat, (iv) analyse, amélioration et personnalisation de ses services et de votre expérience utilisateur , (v) personnalisation de communications éditoriales ou de communications sur des offres de produits et services similaires à ceux déjà souscrits, (vi) sous réserve de votre consentement collecté via ce formulaire ou précédemment lors de l'usage de ses services ou de ceux d'un tiers, identification unique, actions marketing et ciblages publicitaires par voie numérique en faveur de ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires, analyse et statistiques (vii) actions marketing par voie postale sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires et (vii) toute autre action marketing autorisée par la loi et n'ayant pas fait l'objet d'une opposition de votre part. Pour en savoir plus ou exercer vos droits (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité des données, limitation des traitements) contactez notre DPO via notre formulaire. En cas de réclamation : CNIL. Pour toute réclamation liée à l'abonnement souscrit et non résolue par le service clients, vous pouvez recourir au service de médiation du Centre de médiation et d'arbitrage de Paris (CMAP), accessible à l'adresse www.cmap.fr ou à l'adresse postale : CMAP – 39, avenue Franklin D. Roosevelt – 75008 Paris.

Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 2026

Lucinda Childs s'expose à Rennes

Le FRAC Bretagne revient sur les débuts de la chorégraphe américaine

DANSE
RENNES

« Lucinda Childs. Danser page à la main », au FRAC Bretagne (Rennes). ESTELLE CHAIGNE

Et si le nom d'un festival devenait un label de fiabilité ? Lorsqu'en 2020, le Triangle, cité de la danse, ouvert en 1985 dans le quartier populaire du Blosne, à Rennes, choisit d'intituler son festival Waterproof, il ne rend pas seulement hommage au spectacle en piscine *Waterproof* (1986), du chorégraphe Daniel Larrieu. Il indique une météo artistique étanche à toutes les intempéries. Cette résistance a convaincu les 27 partenaires qui ont rallié la septième édition, qui affichait près d'une vingtaine de pièces éclectiques du 28 janvier au 8 février.

Rampe de lancement pour nombre de créations, Waterproof parie notamment sur les jeunes générations. Présentée au Théâtre national de Bretagne, coproduite par le Centre national de la danse à Pantin (Seine-Saint-Denis), *Abîmes*, quatrième spectacle de Linda Hayford, 37 ans, codirectrice du Centre chorégraphique national de Rennes et de Bretagne, révèle un sens atmosphérique qui flirte avec la science-fiction. Un dispositif de miroirs encercle la scène obscure arpentée par sept danseurs. Il réverbère les lumières des projecteurs en nappes rouges ou bleues sur lesquelles glissent des êtres transpercés de microtremblements.

Une broderie de mouvements

C'est à partir du *popping*, une technique hip-hop apparue dans les années 1970 qui travaille sur la contraction et le relâché des muscles, que Linda Hayford a développé sa gestuelle. Sur un ruban musical électro de Mackenzy Bergile, elle prend ici le ton d'une errance robotique ciselée.

A l'opposé de cette partition contenue, *Bal magnétique*, seconde pièce de Massimo Fusco, 40 ans, ouvre grand les bras à l'espace, à l'autre, dans une soirée en deux temps : un spectacle, relecture délicate de danses traditionnelles et de couples, puis un bal participatif piloté par les mêmes quatre interprètes. Sous les guirlandes d'ampoules de la salle de la Cité, qui semble presque avoir été conçue pour ce raout joyeux et franc, les danseurs étirent une broderie de mouvements, de glissades et de bonds légers, main dans la main, bras autour de la taille. Accompagnée à la guitare par Gérald Kurdian, cette danse palimpseste, dont les pas résonnent dans les mémoires tant ils appartiennent à un patrimoine commun, s'hybride dans des rondes. Jusqu'à attirer tous les spectateurs sur la piste.

Avec *Bal magnétique*, qui part en tournée dès le 21 février, Massimo Fusco affirme une place rien qu'à lui dans le paysage chorégraphique. Interprète passé par les troupes de Christian Rizzo et de Gisèle Vienne, également masseur, il a fondé sa compagnie, Corps magnétiques, en 2020, et se pose au carrefour de la danse et des pratiques somatiques. Sa première pièce, *Corps sonores* (2021), se love dans une installation de gros coussins galets sur lesquels le public s'allonge. Equipés d'un casque audio, les spectateurs sont invités à rêver tout en se faisant masser. Dans ces traces, *Bal magnétique* creuse la voie d'un art du geste qui va au contact, d'une danse de soin et de partage.

En valeur phare de la manifestation, la figure rayonnante de la scène postmoderne américaine, Lucinda Childs (née en 1940). Complice de création de Bob Wilson (1941-2025), elle fait l'objet d'une exposition, sous la houlette de Lou Forster, intitulée « Danser page à la main », consacrée à ses débuts performatifs et présentée jusqu'au 24 mai au Fonds régional d'art contemporain (FRAC) Bretagne. Quel plaisir de contempler, projeté en grand, le visage de cette danseuse charismatique qu'Andy Warhol (1928-1987) a scrutée dans le film *Shoulder & Lucinda Childs* (1964) ! Ou encore de savourer sa cocasserie féministe dans la vidéo de *Carnation* (1964), où elle se coiffe d'un panier à salade en métal qu'elle garnit de bigoudis avant d'enfourner un sandwich d'éponges.

Films, photos et dessins décryptent le processus de création de cette artiste

Avec ses amis du Judson Dance Theater, bande de fracasseurs pacifiques des codes spectaculaires, basée à New York, Lucinda Childs a musclé son écriture à partir des gestes quotidiens. La marche a été le tremplin des envolées cycliques devenues sa signature, avec des œuvres majeures dont *Dance* (1979), sur la musique de Philip Glass. Films, photos et dessins décryptent le processus de création de cette artiste, dont Ruth Childs, sa nièce, aussi chorégraphe, a interprété, dimanche 8 février, trois performances. Avec brio et précision. « Danser page à la main » est le premier volet d'une rétrospective dont les deux autres chapitres sont à l'affiche du FRAC Franche-Comté, à Besançon, du 14 juin au 3 janvier 2027, et du centre d'art Le Lait, à Albi, du 21 novembre au 7 mars 2027. ■

ROSITA BOISSEAU

***Programme Lucinda Childs** au Festival DañsFabrik, Le Quartz, à Brest (Finistère) : Stein, avec Lucinda Childs, le 7 mars ; Soli, par Ruth Childs, les 6 et 7 mars. **Bal magnétique,** de Massimo Fusco, à Avignon le 21 février, à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) le 1er mars, à Paris les 13 et 14 mars.*

Un road trip à travers les Etats-Unis, au rythme de chansons de crooners

Dans « Aime-moi », Fabien Ducommun se raconte avec une touchante sincérité

THÉÂTRE

Une voix envoûtante. Voilà ce qui vient spontanément à l'esprit s'il fallait décrire en quelques mots le spectacle de et avec Fabien Ducommun, à l'affiche au Théâtre des Mathurins, à Paris. Cette voix embarque d'emblée le public dans le récit d'un périple à travers les Etats-Unis, à mi-chemin entre réalité et fiction. Mais c'est surtout dans les parties chantées qu'elle prend toute sa mesure et se fait virtuose, passant avec aisance d'une tonalité de crooner à la Frank Sinatra à des aigus dignes d'un Jimmy Somerville.

Grâce à elle, Fabien Ducommun a d'ailleurs décroché en 2008-2009 le rôle du Soldat rose, à la suite de Matthieu Chedid, dans la reprise de la comédie musicale de Louis Chedid. Une expérience qui ne semble pas faire partie des meilleurs souvenirs de son parcours d'artiste.

Premiers émois amoureux

Des moments qu'il égrène au fil de la représentation, puisant dans sa propre existence la matière même de son récit. Ses débuts sur une scène, dans un club pour enfants lors de vacances familiales en Grèce, avec son frère cadet Léo – *« le plus beau cadeau que* [ses] *parents* [lui] *aient fait »*, comme il le dit lui-même. Mais aussi ses premiers émois amoureux, pour les beaux yeux de Gianni, un accompagnateur croisé lors d'une sortie scolaire au cinéma, à Genève (Suisse) où il a grandi. Ou encore une expérience de mort imminente après une grave crise d'asthme qui le conduit, adolescent, aux urgences. Et jusqu'au viol dont il a été victime, raconté sans s'appesantir.

A cette dimension bien réelle, et très personnelle, se superpose une histoire relevant plus de la fiction : celle d'un road trip, dont on ne sait jamais s'il est vrai ou imaginaire, à travers les Etats-Unis, de New York à Riverside, en Californie. Y défilent les clichés de l'Amérique : highways, stations-service, motels, donuts, burgers, et même la silhouette d'Elvis Presley.

La musique additionnelle est jouée en direct par le guitariste Jean-François Prigent

Le texte écrit par Fabien Ducommun (publié aux éditions L'Avant-Scène Théâtre) est empreint d'une grande sensibilité, mêlant une description concrète de certains épisodes de la vie de l'auteur à des envolées poétiques de toute beauté. La mise en scène est volontairement dépouillée à l'extrême. Un simple tabouret fait appel à l'imagination du public pour représenter la Chevrolet Camaro de 1969, baptisée Princesse, à bord de laquelle le comédien sillonne les Etats-Unis. Des jeux de lumière, en fond de plateau, suffisent à évoquer les différents paysages traversés, notamment les déserts.

Outre les neuf chansons (des classiques américains des années 1930 à 1970) interprétées en live par Fabien Ducommun, la musique additionnelle est jouée en direct par le guitariste Jean-François Prigent, dont la présence sur scène s'intègre parfaitement au spectacle. La complicité évidente entre l'acteur et son musicien contribue grandement à la qualité de cet hymne à l'amour. ■

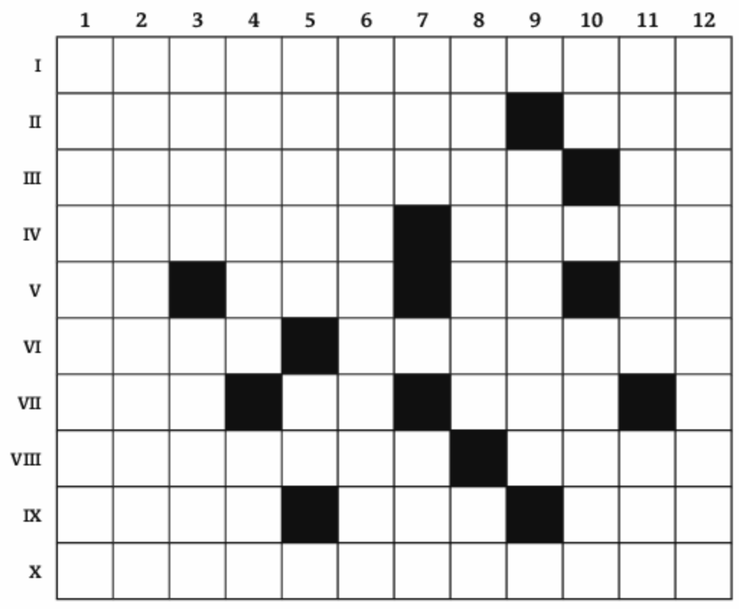
CRISTINA MARINO

***Aime-moi,** de Fabien Ducommun. Mise en scène : Fabien Ducommun et Christian Kiappe. Avec Fabien Ducommun et Jean-François Prigent (guitare électrique et musique additionnelle). Théâtre des Mathurins, Paris 8e. Les 17 et 18 février à 21 heures. Puis au Théâtre Montreux Riviera (Suisse), du 24 au 26 février.*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 26 - 040
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**



HORIZONTALEMENT

I. Grandes orgues nocturnes. **II.** Rassure le consommateur écolo. Descend des Grisons. **III.** Fixait provisoirement. Introduit la licence. **IV.** Dans la composition des corps gras. Met bien droit en place. **V.** Possessif. Sillonne l'Ile-de-France. Expression puérile. Au départ de l'aventure. **VI.** Anneau en cordage. A déjà bien vécu. **VII.** Au Vatican côté papes et côté jardin. Roule en piste. De juin à septembre. **VIII.** Dernier Père de l'Eglise latine. Support provisoire. **IX.** Gros fumeur européen. Roi de Juda. Cogne fort comme une dame. **X.** Sorties de leur encombrement.

VERTICALEMENT

1. Rend le fauteuil encore plus confortable. **2.** Met sur orbite. **3.** Récitée après la sixte. Avancées féminines. **4.** Servie sur un plateau. Vieux principe chinois. **5.** Pousse à faire du mal. Bas de gamme. **6.** Respecteras les lois et les usages. **7.** Proposé par votre banquier. Départ du jour. **8.** Frappée en pleine tête. Un peu d'argent. **9.** Un peu longue quand elle est bonne. **10.** Répété en ricanant. Ses eaux calmes apportaient l'oubli. **11.** Change très souvent. Lâché après coup. **12.** Plongées dans l'oubli.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 26 - 039

HORIZONTALEMENT I. Percolateurs. **II.** Alertement. **III.** Relia. Entêté. **IV.** Avant-trous. **V.** DAT. As. Tl. **VI.** Itérer. Degré. **VII.** Sororité. Rem. **VIII.** II. Iseran. Pé. **IX.** Eroder. Lacan. **X.** Repèseraient.

VERTICALEMENT 1. Paradisier. **2.** Elévatoire. **3.** Relater. Op. **4.** Crin. Roide. **5.** Otât. Erses. **6.** Le. Tarière. **7.** Amers. Tr. **8.** Teno. Deala. **9.** Enture. Naï. **10.** Utes. GR. Ce. **11.** Trépan. **12.** Scellement.

SUDOKU
N°26-040

			6				3	
				4				2
8	9	4			7		1	
	6	5	8					
	8	9						
	1	7	4		9		8	6
9	5						2	3
	3				6			

2	8	5	4	9	1	7	6	3
3	6	7	2	5	8	9	1	4
1	4	9	6	3	7	2	8	5
8	9	1	7	2	4	3	5	6
4	7	6	3	1	5	8	2	9
5	2	3	8	6	9	1	4	7
9	3	4	5	8	2	6	7	1
6	5	2	1	7	3	4	9	8
7	1	8	9	4	6	5	3	2

Très facile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

NOUVEAU HORS-SÉRIE
En un an à la Maison-Blanche, Donald Trump a sapé les fondements de la démocratie américaine.
Courrier international
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

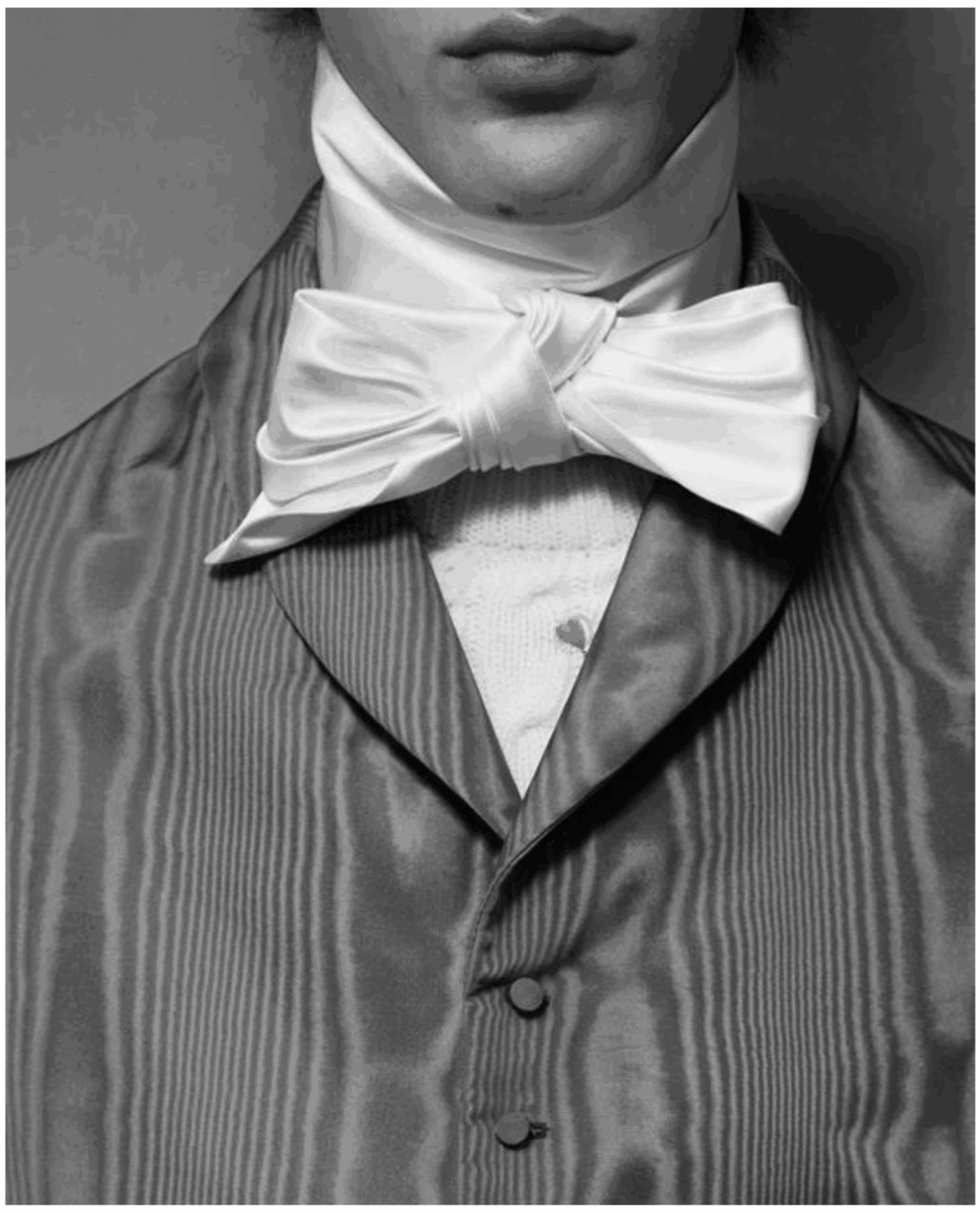
Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. **Eutrophisation :** PTot = 0,0083 kg/tonne de papier



Dior. PEGAH FARAHMAND/DIOR

Erdem. ERDEM

Le retour en majesté de l'esthétique aristocratique

Omniprésentes dans les collections printemps-été 2026, les références aux XVIIe et XVIIIe siècles prennent la forme de vestes d'officier chez Dior, de lavallières pour Saint Laurent ou de trenchs à manches froufrou chez Max Mara

Cape en jacquard attachée par un long ruban, blouse à brandebourgs, robe à nœud et crinoline : la mode de 2026 s'avance à la manière d'une cour des années 1770. Le symbole le plus visible de cette pompe aristocratique ? La remise à neuf de Dior par Jonathan Anderson, son directeur artistique depuis près d'un an. Composé de tours de cou façon nœud papillon, de gilets de petit marquis et même de bermudas plissés à effet faux-cul, le nouveau Dior évoque par instants les portraits de la haute société vénitienne du peintre Pietro Longhi (1701-1785) ou un remake adouci du film *Marie-Antoinette* (2006), de Sofia Coppola.

Depuis début janvier, la maison de l'avenue Montaigne diffuse, des Abribus aux magazines, ses campagnes publicitaires, saisies tantôt dans des salons à la française, avec moulures, partitions de musique de chambre et coupelles émaillées pleines de cerises, tantôt sur l'herbe fraîche, évoquant un après-midi de flânerie au Petit Trianon. *« Je me suis demandé ce que serait aujourd'hui une nouvelle aristocratie. En quoi consisterait-elle ? »*, expliquait au *Monde* Jonathan Anderson à la mi-janvier, à l'occasion du défilé prêt-à-porter masculin Dior, où s'invitaient cette fois collerettes et queues-de-pie.

Il n'est pas l'unique designer à pimenter la garde-robe contemporaine de tics étonnamment datés de gentilshommes ou de dames, omniprésents en cette saison printemps-été 2026. Symboles d'un monde déchu et hors sol, crinolines et jupes à paniers ressuscitent chez Erdem ou Simone Rocha, photogéniques mais difficiles à imaginer en dehors des podiums. Les lavallières, ces cols attribués à Louise de La Vallière (1644-1710), une des favorites de Louis XIV, s'invitent chez Dior, Valentino ou Saint Laurent, tandis que McQueen y va de ses vestes à épaulettes passementées. La plate-forme spécialisée Tagwalk calcule un bond, par rapport à la collection printemps-été 2025, de 42 % pour les silhouettes corsetées et de 143 % pour les vestes d'officier.

Le rococo, d'une façon générale, infuse, au moment où les musées font du XVIIIe siècle leur nouveau tube. Après le style de Marie-Antoinette exposé au Victoria and Albert Museum de Londres (jusqu'au 22 mars), Paris s'apprête à accueillir deux accrochages dédiés à cette période opulente : « Une journée au XVIIIe siècle, chronique d'un hôtel particulier », au Musée des arts décoratifs à partir du 18 février, et « La Mode au XVIIIe siècle. Un héritage fantasmé », au Palais Galliera à compter du 14 mars.

> **« Je l'ai joué rock'n'royals, en songeant à ces deux mondes qui, à Londres, ont toujours flirté »**
>
> SIMON HOLLOWAY
> designer de Dunhill

Une figure comme Rose Bertin (1747-1813), marchande de modes à Versailles, a aussi droit à son heure de gloire en librairie, en biographie – *La Couturière de Marie-Antoinette. Rose Bertin, l'invention de la haute couture*, d'Audrey Millet (Tallandier, 2025) – ou en manga – *Rose Bertin. La couturière fatale, tome 4* (Naban, 192 pages, 8,50 euros). *« A son époque, la mode était intrinsèquement liée à la royauté et à l'aristocratie : les cours européennes dictaient le goût, notamment au travers des poupées, présentoirs qui furent les premiers médias de mode »*, rappelle l'historienne Sophie Kurkdjian, professeure à l'Université américaine de Paris.

« Le rococo, c'est un désir de légèreté, de fantaisie. Dans ce monde où tout pèse si lourd, c'est ce dont nous avons besoin », veut croire Ian Griffiths. A priori, ce Britannique ne verse pas dans la nostalgie du faste monarchique. C'est dans le Londres égalitariste et punk des années 1980 qu'il s'est formé. Avant de se mettre, à partir de 1987, au service de Max Mara, manufacture dont le fondateur, Achille Maramotti, *« aimait dire qu'il voulait habiller non pas les comtesses, mais les épouses des avocats ou médecins de la région »*, rappelle l'actuel directeur artistique.

Queer et baroque

Il a pourtant suffi à ce sexagénaire d'un séjour dans le Suffolk et d'une redécouverte de peintures de la noblesse par Thomas Gainsborough (1727-1788) pour qu'il se laisse gagner par le rococo, élisant pour inspiration des portraits de la reine Elizabeth II par Cecil Beaton (1904-1980) et de la marquise de Pompadour par François Boucher (1703-1770). *« Davantage que Marie-Antoinette, c'est la Pompadour qui m'a plu*, relate Ian Griffiths qui a créé des trenchs à manches froufrou, des robes enrichies de pétales d'organza ou des capes boules en mousseline. *Elle n'était pas noble de naissance, mais l'est devenue par ses propres mérites. Elle a mécéné les arts, soutenu le lancement de la manufacture de Sèvres, promu le rayonnement des œuvres théâtrales de Racine et de Molière. »*

Aujourd'hui, convoquer les favorites plutôt que la reine *« permet d'éviter de faire un éloge littéral de la monarchie et de revisiter des figures déconsidérées qui sont passées pour des sottes aux mœurs légères mais ont été les premières lanceuses de mode »*, abonde le créateur Victor Weinsanto, 31 ans, qui a regardé cette saison du côté de Madame de Pompadour et de Jeanne du Barry (1743-1793), l'ultime maîtresse de Louis XV. C'est notamment Jacques Garcia, décorateur du château de Villette, à Condécourt (Val-d'Oise), rénové dans un style d'époque, qui a initié le designer originaire d'Alsace au Grand Siècle et au XVIIIe. *« Et j'ai visionné en plus des dizaines d'heures de "Secrets d'histoire", avec Stéphane Bern ! »*, ajoute dans un sourire le fondateur de la marque Weinsanto.

Sans se départir de son style queer et baroque, Victor Weinsanto a puisé, dans les codes historiques, des motifs (fleurs façon tapisserie naïve), des formes (une robe corset imitant les moulures de commodes Louis XV à l'aide d'empiècements de bois) ou des attitudes hautaines affectées par ses mannequins. Pour chaque designer, le défi est le même, posé ainsi par Ian Griffiths : *« L'inspiration a beau être historique, une collection se doit d'être moderne. »* Chez Max Mara, son exigence a été de proscrire crinoline, paniers et faux-cul, jugés trop surannés.

« Le risque avec l'étiquette aristocratique, c'est de tomber dans le pastiche », acquiesce Simon Holloway, aux commandes de la maison anglaise pour homme Dunhill, dont la dernière collection compile et recompose des habits de nobles : la veste de chasse, le pardessus XIXe, le cardigan à motif carlin (la race des chiens de Marie-Antoinette ou de la reine Victoria).

Joueur, le créateur britannique s'est plu à mixer différentes époques. Son travail peut agglomérer des gilets à fleurs aux boutons gainés de tissu à la Lord Byron et des costumes-cravates façon prince Charles, certaines pièces moins conventionnelles, comme un blouson en cuir ou un pantalon en denim japonais, étant empruntées par contraste à la tenue de Bryan Ferry, le rockeur de Roxy Music. *« Je l'ai joué rock 'n' royals, en songeant à ces deux mondes qui, à Londres, ont toujours flirté. Pensons à la princesse Margaret qui, dans les années 1970, frayait avec Mick Jagger »*, suggère Simon Holloway.

Dans ce déploiement d'esthétique aristo, *« on peut percevoir une réaction à la crise actuelle du luxe*, analyse Sophie Kurkdjian. *En revenant à une symbolique élitiste, le secteur semble renouer avec une frivolité, une logique d'exclusivité, et se distingue des marques bas de gamme »*. D'autant plus que *« ces références restent largement absentes de la fast-fashion, car trop niches et peu compatibles avec un usage quotidien, notamment en termes de mouvement »*, constate Albane Desazars de Montgailhard, analyste mode chez Tagwalk.

A l'inverse, les créateurs accompagnent leurs univers ennoblis d'efforts de fabrication. Victor Weinsanto a par exemple travaillé à partir de tissus d'ameublement Lelièvre ; Simone Rocha, de laines vénitiennes ; Ludovic de Saint Sernin, de dentelles, jacquards et cuirs français.

Cette saison, pour la première fois, ce Parisien qui a lancé sa marque en 2017 s'émancipe un peu de son habituelle partition fétichiste, faite d'homoérotisme cru et de chic ténébreux, pour une collection sur son pedigree. Quelques mois après la mort, en 2023, de sa grand-mère comtesse (née Claude Hétier), il est tombé sur un ouvrage familial de 1923, *La Maison de Laparre de Saint Sernin*, renfermant blason, devise et arbre généalogique. *« Etant français et élève de l'école publique, venir d'une famille aristocratique et avoir un nom à particule était une forme de tabou, assez comparable à la honte d'être gay*, confie-t-il. *Maintenant que j'ai 35 ans, j'ai envie de me réapproprier mes racines. »*

Il détourne le corset en large ceinture de cuir lacée, use de la dentelle comme un liseré de veste, se sert de volants pour orner une robe, emprunte les tons poudrés des perruques de la cour. Et ce, subtilement, sans s'appesantir d'apparat désuet. La recette a plu.

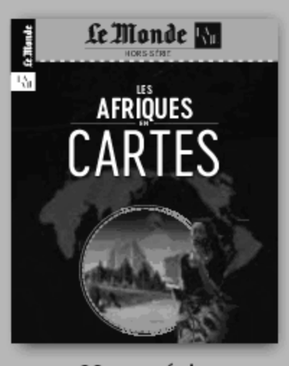
« A l'étranger, les persistances de ce folklore, comme le bal des débutantes, continuent de fasciner », note Ludovic de Saint Sernin. De quoi amoindrir ses prudences. *« Les marques de mode s'inventent parfois un patrimoine, quitte à réécrire l'histoire. Un patrimoine, une lignée, moi, j'en ai de véritables. »* Moins pour épater que pour se réconcilier avec une part de son identité, il envisage désormais de faire perdurer ces touches très référencées dans ses collections. ■

VALENTIN PÉREZ

LE MONDE en vente actuellement

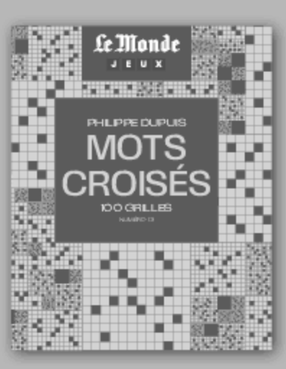
En kiosque

Hors-série



Hors-série

Hors-série



Magazine numéro 13

Collection

MYTHES ET LÉGENDES DU JAPON

Dès mercredi 18 février, le volume n° 5
LA PRINCESSE OTO-HIME - LE ROYAUME SOUS-MARIN

Nos services

Lecteurs

Abonnements
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.sourcesure.eu
SOURCE SÛRE

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Geneviève, Claudine et Elizabeth,
ses filles,
Estelle, Fanny, Solène, Clément, Marine, Raphaëlle, Florian, Robin,
ses petits-enfants,
Ella, Lucien, Gabriel,
ses arrière-petits-enfants
Ainsi que toute sa famille
Et ses amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Monique ALEXANDRE,
professeur émérite
de langue et littérature grecques
à Sorbonne Université,
spécialiste de patristique grecque
et de judaïsme hellénistique,

survenu le 8 février 2026, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

À l'École normale supérieure, l'université de Poitiers et celle de la Sorbonne, elle a durant quatre décennies étudié la transition entre la tradition de l'hellénisme et le judaïsme, puis la patristique de langue grecque. Son influence sur plusieurs générations d'enseignants-chercheurs, en France et en Europe, a été considérable.

Les obsèques auront lieu le 20 février, à 14 heures, en l'église Saint-Jacques-le-Majeur, à Montrouge, suivies de l'inhumation, au cimetière parisien de Montrouge.

Christian Chiarasini,
son époux,
Claude et Daniel Miramont,
sa sœur et son frère,
Jean-Philippe et François-Xavier Chiarasini,
Géraldine et Cristina Chiarasini,
ses fils et belles-filles,
Joseph, Achille, Ava et Daria Chiarasini,
ses bien aimés petits-enfants,
Gilles, Anne, Cécile, Sandrine, Arnaud,
Coralie, Pierre, Elodie,
Jérôme et Vincent,
ses neveux,
Alix et Claire,
ses petites-filles de cœur,

ont la très grande tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Françoise CHIARASINI,
née **MIRAMONT,**

le 9 février 2026, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les funérailles chrétiennes seront célébrées le 17 février, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Chêne de Viroflay (Yvelines), 28, rue Rieussec.

Christian.Chiarasini@gmail.com

Mme Monique Dehan,
son épouse,
Ses enfants
Et ses petits-enfants
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel DEHAN,
professeur des Universités
et praticien hospitalier,

survenu le 9 février 2026,
à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Un moment de recueillement aura lieu le 20 février, à 15 heures, au crématorium de Clamart (Hauts-de-Seine).

Ni fleurs ni couronnes.

Catherine et Anne,
ses filles,
Madeleine et Gabrielle,
ses petites-filles,
Cathy,
sa belle-fille,
Ses amis,

ont la douleur de faire part de la mort de

Jean Paul DELBÈGUE,

le 7 février 2026,
sept ans après celle de

Françoise,
née **MILLET,**

son épouse.

La cérémonie aura lieu le mardi 17 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, Paris 5e.

Des messes seront dites à sa mémoire en l'église Saint-Laurent, Paris 10e, et en l'église Notre-Dame de Mamers (Sarthe).

« Non est mortale quod opto ».

Talence (Gironde).

Ses enfants
et leurs conjointes,
Ses petits-enfants,
Son mari,

ont la douleur de faire part du décès de

Nadine DUVAL,
née **PÉCASTAINGS,**

survenu le 6 février 2026.

Une cérémonie religieuse sera célébrée ce 17 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Vincent, à Tarnos (Landes).

La famille remercie par avance toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

Paris 15e. Marchenoir (Loir-et-Cher).

Brigitte Vigne,
sa sœur,
Marc et Vincent Fesneau, Iris de Jessey,
ses enfants,
Anne Laure Budillon-Fesneau,
sa belle-fille,
Jean, Étienne, Bernard, Ambroise, Gustave, Irène, Constance, Gabriel et Raoul,
ses petits-enfants,
Philippe, Geneviève, Brigitte, Michèle, Claire, François, Antoine et Isabelle,
ses neveux et nièces,
En union avec son épouse, Yvonne Lauriol (†) et sa fille, Marion Fesneau (†),
Les familles Fesneau, Navarre, Vigne et Castaing,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

François FESNEAU,

à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, le 10 février 2026.

La cérémonie d'inhumation aura lieu en l'église de Marchenoir, le jeudi 19 février, à 14 h 30.

Une messe du souvenir sera célébrée ultérieurement à Paris 15e.

27, rue Robert de Flers,
75015 Paris.
11, route de Saint-Léonard,
41370 Marchenoir.
famille@fesneau.fr

Jacques GAILLARD,
ENS Saint-Cloud 1967,
latiniste, écrivain,

est mort le 12 février 2026, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Il aimait penser, écrire, marcher, cuisiner.

La cérémonie d'adieu aura lieu au Centre funéraire, 55, rue de Dinard, à Mulhouse, le mercredi 18 février, à 14 h 30.

De la part de
Jacqueline,
sa femme
Laure, Émilie, Julien, Cindy, Jeanne et Gaston,
Sa famille.

jacqueline.gaillard@wanadoo.fr

Paris.

Gusta Brenig,
sa sœur,
Daniel et Patricia Glazman,
Joëlle et Édouard Milhac,
ses enfants,
Michel, Gabriel, Louis, Marie et Joséphine,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Maurice GLAZMAN,

survenu le 12 février 2026, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le vendredi 20 février, à 12 heures.

On se rassemblera à l'entrée principale, à 11 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bernadette Goguel-Nyegaard,
son épouse,
Agnès Monnier,
Valérie Weiss,
Sophie Fages,
Vincent Goguel-Nyegaard,
ses enfants,
leurs conjoints,
leurs petits-enfants
et leurs arrière-petits-enfants
Ainsi que Dominique Baumgartner,
sa sœur,
Fabrice et Nicolas Goguel-Nyegaard,
ses frères,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Denis GOGUEL-NYEGAARD,
promotion X,
Polytechnique 1958,

survenu le 5 février 2026, à Paris 13e, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Un culte d'action de grâce se tiendra à sa mémoire, en l'Église protestante unie Pentemont-Luxembourg, 58, rue Madame, Paris 6e, le mercredi 18 février, à 9 h 30.

Les proches ne souhaitent pas de fleurs. Il est possible de faire un don à la Fondation pour la recherche médicale.

http://inmemoriam.frm.org/fundraisers/famille-de-denis

Tavaux. Dole. Paris. Washington. Nantes. Limoges. Bordeaux. Montpellier. Amiens. Vannes.

Mme Christine Boublil,
sa fille,
M. Olivier Grisez,
son fils,
Mme Claire Laugier,
sa belle-fille,
Mlles Laure et Léa Grisez,
ses petites-filles,
Sa famille
Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marie-Pierre GRISEZ,
née **VILLAIN,**
veuve de
Alain GRISEZ,

survenu le 7 février 2026,
à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 février, à 10 h 30, en l'église Sainte-Pauline, au Vésinet (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Condoléances sur le site : https://pompesfunebresdesaintgermain.com/avis-de-deces

---

Toulouse. Colomiers. L'Union. L'Île-Rousse. Corte.

Frédérique et Annie-France,
ses filles
et leurs conjoints,
Ses petits-enfants
et leurs conjoints,
Ses arrière-petits-enfants,
Les familles Lair, Bourdeu, d'Aguerre, Allegrini-Simonetti, Aragni,
Parents et alliés,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Claude LAIR,

survenu le dimanche 8 février 2026, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie d'adieu a été célébrée le lundi 16 février, à 12 heures, au crématorium de Cornebarrieu.

Ses cendres seront inhumées au cimetière de l'Île-Rousse (Corse), le mercredi 18 février, à 10 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

PFG - Agence de Colomiers,
Tél. : 05 61 78 04 58.

Arlette Rieger,
sa sœur,
Jean Marquet,
son frère,
Antoine, Anne, Maxime, Julie, Mathieu,
ses nièces et neveux,
Milan, Sofia, Felix, Ben, Salomé, Noam, Kamil, Mahdi,
ses petites-nièces et petits-neveux
Et toute la famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme Andrée MARQUET,
professeure émérite
à l'université Pierre et Marie Curie,
membre correspondante
à l'Académie des sciences,
officière de la Légion d'honneur
et de l'ordre national du Mérite,
commandeure de l'ordre
des Palmes académiques,
médaille d'argent du CNRS,
ancienne présidente
fondatrice de « chimie et société »,

survenu le 12 février 2026, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie d'adieu aura lieu le jeudi 19 février, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e, 55, rue des Rondeaux.

Mme Solange Martinot,
son épouse,
Ses enfants
Et ses petits-enfants,

ont la douleur d'annoncer le décès de

André MARTINOT,
18 février 1926 - 12 février 2026.

Une cérémonie sera célébrée le 19 février 2026, à 10 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris 7e.

Paris. Mouchard (Jura).

Monique,
son épouse,
Thierry,
son fils,
Hélène et Damien,
sa fille et son compagnon,
Raphaël,
son petit-fils
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

André ROUSSEAU,
linguiste,
professeur des Universités,

survenu le 12 février 2026, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques religieuses sont célébrées ce lundi 16 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Gabriel, Paris 20e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, au cimetière de Mouchard (Jura).

11, rue Lippmann,
75020 Paris.

Paris. Grenoble.

Simone Salomon, née Chêne,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Son arrière-petite-fille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Christian SALOMON,

survenu le 10 février 2026.

Eren, Rio, Cédric, Laurie, Mylène et Jacques,

ont la tristesse de faire part du décès de leur arrière-grand-père, grand-père et père, le

docteur Alain SAULOY,

parti le 10 février 2026, à l'âge de cent deux ans.

Il a rejoint son épouse,

Josiane,

partie il y a huit ans.

Mme Solange Savitzky,
sa femme,
Mmes Anna, Sophie, Clara,
ses filles
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Georges SAVITZKY,

survenu le 10 février 2026.

Une cérémonie se déroulera en l'église russe de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), le jeudi 19 février, à 14 heures.

Catherine Mendras Stoclet,
Iéta Carette,
ses belles-sœurs,
Nathalie Stoclet et Robert Charlton,
Marie Stoclet et Benoit Bardon,
Mathieu Stoclet et Delphine Chauffaut,
Thomas Stoclet,
ses neveux et nièces,
Ses petits-neveux et petites-nièces,
Sylvie Mignimi,
sa belle-fille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Patrick STOCLET,

survenu le 23 janvier 2026,
à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Une cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 20 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin, Paris 8e.

Remerciements

M. et Mme Rémi Halard,
M. et Mme François Halard,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants
Et toute la famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Mme Michelle HALARD,
née **CLAUX,**

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

Souvenir

Il y a sept ans, le 15 février 2019, disparaissait

Joseph AKOUISSONNE
(1943 - 2019).

Cinéaste et journaliste franco-centrafricain, il voulait, par ses images et ses écrits, contribuer à dénoncer l'injustice et à défendre un monde solidaire.

Il reste vivant dans le cœur et les pensées de ses proches.

h.reghi@wanadoo.fr

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Michel Portal

Compositeur et musicien

Compositeur, clarinettiste classique, multi-instrumentiste (saxophones, taragot, zokra…), agitateur post-jazz, Michel Portal est mort jeudi 12 février à Paris. Il avait 90 ans. Le soliste international est né à Bayonne (Basses-Pyrénées, devenues depuis Pyrénées-Atlantiques), le 27 novembre 1935. A Bayonne ou, plus exactement, dans les quartiers nord de la ville, où vivent artisans, petits commerçants, ouvriers. Quartiers de la synagogue, de l'école Jules-Ferry et de la gare, où l'on dit avant de traverser le pont sur l'Adour : *« Je vais à Bayonne. »* Ce qu'il rappelle plaisamment, en février 2019, lorsque le maire, Jean-René Etchegaray (UDI, puis Renaissance depuis 2022), et son conseil municipal unanime donnent au théâtre de Bayonne (aussi Scène nationale du Sud-Aquitain) le nom de l'inclassable musicien, qui ajoute : *« C'est ici que j'ai fait mes premiers pas sur scène, à 10 ans. Je suis un dispersé, j'ai fait beaucoup de choses dans ma carrière, et je ne peux pas m'en passer. »*

Formation classique, bandas, musiques de rue dans un pays qui sait rire et chanter… Qu'un Argentin débarque à la gare avec son instrument, Sylvain Portal, le père, expédie illico le fils, 9 ans, apprendre le bandonéon. Il en jouera jusqu'à la fin. Il étudie la clarinette à l'école nationale de musique de la ville. Il est très doué. Les chambristes de la région se passent le mot. Les « classiques », déjà, craignent qu'il n'abîme ses dons précieux dans les dancings du dimanche (La Gargale, au Boucau, Le Petit Désir, sur la route de l'aérodrome… près de Bayonne). Toujours poussé par son père, il prend tout. Ni radio ni disques, à l'époque. Des mécènes le conduisent à Bordeaux, à Paris, à la rencontre des grands professeurs.

De cette enfance, dont la mère a trop tôt disparu, Portal gardera jusqu'à la fin l'incomparable plaisir de faire danser, la joie des fêtes dont les musiciens sont acteurs et le bandonéon… L'enfance de l'art : *« Des musiciens de jazz ont pu me dire que je n'étais pas un jazzman… Et des classiques, que je n'étais pas un classique… C'est possible. Je réponds toujours que je suis musicien. J'ai peur de tricher avec la musique. Mon itinéraire n'a pas de frontières, dans ce sentiment de liberté que l'on ressent lorsqu'on est un enfant. »*

« Voie plus personnelle »

Elève de Pierre Dervaux (instrument et composition) au conservatoire de Paris, il joue incognito la nuit dans les clubs de jazz. C'est défendu. Il y renforce, à son insu, sa légende. Ce n'est pas là qu'il devient un inépuisable sujet de conversation et d'anecdotes. Il l'était déjà à Bayonne, quartier Saint-Esprit. Premier prix de clarinette au conservatoire de Paris (1959), il enchaîne les concours internationaux (Genève, Budapest), sans lâcher les pupitres de l'orchestre d'Aimé Barelli à Monte-Carlo (Monaco), ou ceux du Cubain Pérez Prado (le « roi du mambo ») en 1951, pour un mois à Madrid. Comme les autres grands musiciens de l'époque (Jean-Louis Chautemps, François Jeanneau, Bernard Lubat, Jacques Di Donato), il fait « le métier » auprès des vedettes de la chanson. Il n'aimera jamais s'étendre sur cet épisode (sauf pour ses interventions auprès de Barbara et de Gainsbourg), toujours sollicité par le jazz (Pierre Michelot, Jef Gilson, Jean-Luc Ponty, Ivan Jullien, André Hodeir…).

De concerts en disques remarqués (*Sonates de Brahms* pour clarinette et piano, avec Georges Pludermacher en 1969), il reste un soliste très apprécié : *Trio de Brahms* avec Michel Dalberto (Erato, 1979) ; Mozart (*Quintette avec clarinette en* la *majeur K. 581,* (Harmonia Mundi, 1984) ; *Contrastes*, de Bartok, avec Laurent Korcia (2005)… Il n'est certes pas le premier ni le dernier à jouer classique et jazz, mais sa morale est inflexible. Ni mélange des genres ni « troisième courant »… Interprète, il veut rester à la hauteur *« des chefs-d'œuvre classiques et des créations des compositeurs contemporains… » « J'ai connu le bonheur de m'exprimer à travers eux »*, dit-il. Et dans l'improvisation libre ? *« J'essaie de suivre une voie plus personnelle. »*

Dès la fin des années 1960, il plonge dans le free-jazz à l'état naissant (grâce à François Tusques, Bernard Vitet, Sunny Murray ou Beb Guérin). Mai 68 passe par là : Portal le prend de plein fouet. Trois iconoclastes dans son genre constituent le New Phonic Art (*« ensemble de musique de chambre contemporaine improvisée »*) en 1969. En tout, quatre interprètes en quête d'autonomie : Portal ; Carlos Roqué Alsina, claviers ; Jean-Pierre Drouet, percussionniste ; Vinko Globokar, trombone. A l'instar de l'Art Ensemble of Chicago qui chavire Paris et toutes les fêtes politiques en province, le New Phonic Art prétend improviser sans chef. Quelque 250 concerts, tout de même.

Diego Masson – l'ami sans nuages de Portal depuis le conservatoire – et son ensemble Musique vivante l'invitent. Pierre Boulez lui voue une admiration déclarée (*Domaines*), mais déteste l'improvisation. Luciano Berio, Mauricio Kagel, Karlheinz Stockhausen en font un élu de choix. Vinko Globokar lui dédie son *Ausstrahlungen* (1972). Franco Donatoni écrira pour lui une pièce sobrement intitulée *Portal*, et Luc Ferrari son *Portrait de Michel Portal* pour *« bande enregistrée, interview et clarinette »* (1995). Il est le partenaire des *« poésies visuelles »* de Carolyn Carlson, danseuse, tout en enregistrant, à côté, ailleurs, des musiques de film (Jean-Louis Comolli, Nagisa Oshima, Daniel Vigne, etc.) ou de génériques télé (Michel Polac). Pluie de Césars et de Sept d'or…

Côté free, il enregistre *Our Meanings and Our Feelings* avec deux batteurs – Jacques Thollot et Aldo Romano –, le contrebassiste Jean-François Jenny-Clark et le pianiste Joachim Kühn (1969). Il joue souvent avec le batteur révolutionnaire Sunny Murray. En 1970, il enregistre pour Futura Marge, le label de Gérard Terronès, *Alors !!!* (John Surman, Barre Phillips, Stu Martin, Jean-Pierre Drouet). Mélange d'Américains et d'Européens qui partagent une même vision de la musique à venir : *« Il y a des périodes d'insolence ! »* Idem avec Archie Shepp ou Ornette Coleman, qui le presse de le rejoindre à New York. Portal à l'époque ne supporte pas l'avion. Invité sur un disque d'Aldo Romano avec Claude Barthélémy et Jean-François Jenny-Clark, *Il Piacere* (Owl Records, 1979), il joue une charmante chanson (bandonéon, Aldo à la guitare), qui devient un tube.

Capricieux, lyrique, rageur

Abolir frontières et genres. Rêver ensemble et rire (essentiel) : Portal, comédien des musiques aux cent masques, prend la lumière. Nouvel album, *Splendid Yzlment* (CBS, 1970), avec Howard Johnson, Jouck Minor, Barre Phillips, Pierre Favre, Gérard Marais… Une vie en musique pendant plus de cinquante ans (1971-2024), sur toutes les scènes, dans tous les styles, sans confusion : phénomène unique, sans compter que le public suit avec allégresse. En 1971, dans la quatrième dimension, il ouvre une structure vouée à l'improvisation libre et collective : le Michel Portal Unit. Où défilent tous les chercheurs du temps. Beb Guérin, Léon Francioli – deux basses – Bernard Vitet, Pierre Favre, Bernard Lubat.

Adepte du duo (Martial Solal, Anthony Braxton, Jean-Louis Chautemps, Dave Liebman, Louis Sclavis, Richard Galliano), Portal se fait aussi électron libre de trios constitués (François Jeanneau-Henri Texier-Daniel Humair ; Joachim Kühn-Jean-François Jenny-Clark-Daniel Humair) et de rencontres interplanétaires (Don Cherry, Charlie Haden, Albert Mangelsdorff, Mino Cinelu, Doudou N'diaye Rose, Jack DeJohnette, Tony Hymas…), il veut croiser la route de tous ses pairs, confirmés comme émergents.

Tous les musiciens qui comptent le rejoignent (le Britannique John Surman, l'Allemand Peter Brötzmann, l'Italien Enrico Rava)… A toute équipe (il aime le foot, le rugby), il faut un match de référence : pour le Unit, ce sera le mythique concert du très turbulent Festival de Châteauvallon, le 27 août 1972 – Portal, Vitet, Favre, Guérin et Léon Francioli, plus le cri d'une étonnante vocaliste jaillie de l'ombre, Tamia : *« Ils écrivent pour l'éternité, mais à la craie. »*

No, No But It May Be (Le Chant du Monde, 1973) en conserve la trace, comme *Châteauvallon 76* (avec Lubat, grand batteur), sans rien retenir de la liturgie théâtrale des concerts, de l'étonnante présence de Portal, comédien de musique, acteur pour happenings politiques. En coulisse, le grand Charles Mingus, qui vient de jouer, murmure : *« Ecoutez ces types… Ils sont étonnants ! On dirait des primitifs en train de s'envoyer des messages… »*

En 1980, Portal enregistre un disque de studio en solo (couverture de Pierre Alechinsky) : *Dejarme Solo !* (Dreyfus). Comme *Turbulence* (Harmonia Mundi, 1987), l'album connaît un vrai succès. Ceux que publie Label Bleu aussi. Festivals, matinées classiques du Théâtre des Champs-Elysées, ou n'importe quelle scène, si petite soit-elle, engouement et controverse l'accompagnent. Une nuit de 1977, il lance (entouré de Drouet et Lubat) pour une trentaine de présents un cri très rimbaldien : *« Il faut absolument inventer un langage nouveau ! »* On l'aime largué, capricieux, lyrique, rageur, il est rare qu'on ne l'aime pas. Il aura inventé une forme d'avant-garde pour grand public.

« Plaisir du collectif »

Depuis la fin des années 1970, les retrouvailles avec Bernard Lubat lui offrent un nouvel espace de sincérité et de risque : du festival expérimental Uzeste musical (Gironde) aux Fêtes de *L'Humanité* (avec le batteur Max Roach, en 1990, pour Mandela), Lubat l'entraîne dans des aventures aussi cocasses qu'inventives auxquelles il se prête à fond, sans souci excessif de son image (avec Sylvain Luc, notamment).

Sa course piétinerait-elle ? Il sait accepter l'échec. L'intrépide producteur du label Nato, Jean Rochard, parvient à le convaincre, nous sommes en l'an 2000, de rejoindre la rythmique de Prince à Minneapolis (Minnesota) : Sonny Thompson (basse), Michael Bland (drums), plus Vernon Reid (guitare en dehors des clous). Passeur : Tony Hymas (claviers). Daniel Richard, directeur de production pour Universal, assure la logistique. La rencontre est une fête : *« Ces types sont des soleils ! »* *Minneapolis* (2001), *Minneapolis, We Insist* (2003), *Birdwatcher* (2007) sont des albums plébiscités (Universal).

A ce mélange sans calcul de funk, de rock et de rap (Portal, rajeuni, a 70 ans) succèdent concerts, Uzeste, Mozart et, nouvelle direction, *Baïlador* (Ambrose Akinmusire, Lionel Loueke, Scott Colley, Jack DeJohnette), produit par Bojan Z. pour Universal. Resuccès, largement confirmé par *MP85* (Bojan Z. lui dessine un écrin parfait en 2021) chez Label Bleu, qui déclenche une rafale de concerts sur les plus grandes scènes. Portal a 85 ans, 87 à la fin de la tournée : *« Je voulais une musique heureuse, vivante, explosive… Quelque chose d'ouvert à l'instant présent et qui renoue avec le plaisir du partage et du collectif après toutes ces semaines d'emprisonnement* [dues à la pandémie de Covid-19]. *C'est une musique qui se moque des styles, qui choisit la vie, qui fait tomber les murs ! »*

Il n'a jamais voulu jouer « à la manière de » ni se faire énième musicien de jazz, mais être Portal : *« Soit on se dit "je vieillis, j'ai vieilli de mille ans", mais ce n'est ni très vrai ni très intéressant, soit on prend acte : je ne suis plus le même, plus engagé de la même façon, le temps ne me requiert pas de même, les gens qui étaient autour ont disparu, ils ne sont plus là, on y est allés jusqu'à saigner. Parce que c'était dur, physiquement, c'était très dur, comme s'il fallait mourir tous les jours à 4 heures du matin. On jouait comme ça. »* C'est si rare, un soliste international qui vit dans un respect absolu de l'instrument et de l'œuvre, mais aussi ose l'abîme du non-savoir et de la remise en jeu totale. ■

FRANCIS MARMANDE

L'auteur, Francis Marmande, a écrit cet article avant sa mort, le 25 décembre 2025

A Paris, en mai 2021.
JOEL SAGET/AFP

27 NOVEMBRE 1935 Naissance à Bayonne (Basses-Pyrénées, à l'époque)
1959 Premier prix de clarinette au Conservatoire de Paris
1969 « Sonates de Brahms », avec Georges Pludermacher. La même année, premier album « free » : « Our Meanings and Our Feelings »
1973 « No, No But It May Be » (Le Chant du monde)
2001 « Minneapolis » (Universal), avec la rythmique de Prince
2021 « MP85 » (Label Bleu)
12 FÉVRIER 2026 Mort à Paris

Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 2026

Agnès Delahaye

« Les mobilisations de Minneapolis s'inscrivent dans l'histoire des grandes luttes sociales »

Le récit promu par Trump d'une Amérique blanche rayonnant sur le monde efface la complexité d'une histoire multiculturelle, explique l'historienne, alors que paraît son dernier ouvrage

YANN LEGENDRE

ENTRETIEN

Professeure de civilisation américaine à l'université Lumière-Lyon-II, Agnès Delahaye est spécialiste de l'histoire coloniale américaine et travaille, dans le cadre du projet de recherche America 2026 – un consortium de chercheurs européens, nord-américains, sud-américains et japonais –, sur la place de la révolution américaine dans l'histoire du continent. A l'occasion des commémorations du 250e anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis, son nouvel ouvrage, *A qui appartient le 4 juillet ? L'indépendance américaine et sa mémoire* (JC Lattès, 112 p., 9,90 €), s'intéresse à l'instrumentalisation du passé aux Etats-Unis et montre comment la vision trumpiste d'un âge d'or de l'Amérique révolutionnaire se heurte aux travaux d'histoire sociale.

Dans un décret de mars 2025 visant à prendre le contrôle de musées et de bibliothèques à Washington, Donald Trump annonçait vouloir « restaurer la vérité et la raison dans l'histoire américaine ». Est-ce l'origine de votre livre ?

Oui, car, face au révisionnisme, il est important de rétablir l'histoire dans sa complexité, sans laquelle on ne peut comprendre les événements tragiques que connaissent aujourd'hui les Etats-Unis. Le projet de Donald Trump est une révision historique des avancées démocratiques depuis la révolution américaine, et il ne s'en cache pas. Lors de son premier mandat, il avait déjà réuni une commission chargée de réécrire l'histoire nationale. Ce Project 1776 développait un récit simpliste et linéaire des Etats-Unis, celui d'une Amérique blanche et capitaliste, lumière des libertés, rayonnant sur le reste du monde. Ce récit va à l'encontre de tout ce que l'histoire sociale américaine nous a enseigné.

Cette fois, Trump promet de reprendre en main les commémorations du 4 juillet 1776. Les manifestations annoncées célèbrent la violence et l'exaltation du corps avec des épreuves sportives et un tournoi de MMA, ce sport de combat en vogue chez les masculinistes. Le programme prévoit aussi l'installation d'un « jardin des héros américains » : parmi les 250 personnages historiques pressentis, on compte moins d'un quart de femmes, une poignée d'Africains-Américains et une seule personne amérindienne. Il s'agit d'effacer une histoire multiculturelle, faite de violences, de dominations, de luttes d'émancipation et de progrès sociaux, pour la remplacer par un récit national qui ne fasse pas « honte » aux Américains de leur passé, affirme Trump.

En quoi la complexité historique que vous décrivez éclaire-t-elle les récentes mobilisations de la population à Minneapolis contre la police fédérale de l'immigration ICE ?

Les visées dominatrices et les idéaux égalitaires, présents lors de la révolution, n'ont cessé de se confronter durant deux cent cinquante ans. La brutalité et l'impunité de l'ICE dans les rues de Minneapolis sont les héritières des violences commises au XVIIIe siècle par les milices chargées de défendre les territoires conquis et de contrôler la force de travail.

Ces groupes armés locaux pouvaient déplacer les villages autochtones, poursuivre les esclaves en fuite et les engagés volontaires lorsqu'ils partaient chercher de meilleures opportunités. Ils agissaient en marge de la loi, mais en son nom, hors de tout contrôle. Ces milices sont d'ailleurs à l'origine du deuxième amendement, autorisant le port d'armes. Les dirigeants révolutionnaires, malgré leur attachement aux Lumières, ont protégé cette force de contrôle locale.

Cette part sombre de l'histoire américaine reste très présente dans l'imaginaire MAGA (« Make America Great Again », « rendre sa grandeur à l'Amérique »). N'oublions pas qu'en 2021 les insurgés de l'assaut du Capitole affichaient les drapeaux et les insignes des miliciens. De leur côté, les mobilisations pacifiques des habitants de Minneapolis s'inscrivent dans l'histoire des grandes luttes sociales aux Etats-Unis. Celles et ceux qui tentent de protéger leurs voisins immigrés de la violence d'Etat utilisent des pratiques de résistance passive qui ont traversé l'histoire des Etats-Unis.

Dans les manifestations de janvier revenait justement le mot d'ordre « Résister comme en 1776 ». Pourquoi cette allusion aux révolutionnaires antimonarchistes ?

Ce slogan renvoie à l'idée que le citoyen a d'autres leviers de résistance que la lutte armée pour agir sur le pouvoir de l'Etat. A partir des années 1760, lorsque les colonies anglaises d'Amérique du Nord ont commencé à s'opposer à la puissance coloniale britannique, puis pendant la guerre d'indépendance *[1775-1783]*, cette résistance populaire a joué un rôle important. La presse américaine, alors en plein essor, a encouragé la population à boycotter les produits anglais. Ce mouvement de « non-importation » a conduit à l'abrogation des taxes que la monarchie britannique voulait imposer aux colonies. Les femmes ont participé activement à ces campagnes.

Ce slogan fait aussi écho aux propos de Donald Trump, qui s'est représenté à de nombreuses reprises en roi sur les réseaux sociaux. Depuis juin 2025, le mouvement *No Kings* (« pas de roi ») appelle les Américains à manifester et à boycotter les entreprises qui soutiennent l'administration Trump. Ces manifestants défendaient l'ordre républicain, rappelant que le pouvoir arbitraire du président tel qu'il se déploie aujourd'hui n'est pas dans l'ADN de la République.

> ABOLITION DE L'ESCLAVAGE, MOUVEMENTS DES DROITS CIVIQUES : TRUMP VEUT SUPPRIMER CES LUTTES DU RÉCIT NATIONAL, EN MÊME TEMPS QU'IL CHERCHE À REVENIR SUR LES DROITS CONQUIS

Vous écrivez que la déclaration d'indépendance de 1776 ne contient pas de projet politique à proprement parler. Que voulez-vous dire ?

Dans la déclaration de 1776, le préambule s'adresse au monde dans le langage des Lumières en rappelant que « tous les hommes sont créés égaux » et sont doués de « droits inaliénables » parmi lesquels « la liberté et la quête du bonheur ». Mais le texte se poursuit ensuite par une liste de griefs à l'encontre du roi d'Angleterre et ne comporte pas de contenu républicain explicite. A l'époque, les Etats n'envisagent une union que dans le cadre de la guerre et revendiquent un gouvernement propre à chaque Etat.

Dans la Constitution de 1789, les révolutionnaires choisissent finalement un gouvernement fédéral. Elle limite le pouvoir de l'Etat central et garantit des droits individuels, mais ces droits ne concernent qu'une partie de la population, blanche et masculine. L'égalité et la liberté, au fondement du système politique états-unien, restent alors à construire. Ce sont ces idées dont vont s'emparer les minorités pour étendre à l'ensemble de la population les droits de la démocratie.

Quelles ont été les grandes étapes de cette construction ?

La première étape est, bien sûr, l'abolition de l'esclavage en 1865, après la guerre de Sécession. Le premier mouvement des droits civiques, porté par des militants abolitionnistes noirs et blancs, se développe dans les Etats du Nord et joue alors un rôle décisif dans ce basculement. Le droit de vote des femmes, introduit en 1920, est aussi une victoire collective, celle du mouvement des suffragistes qui, pendant près d'un demi-siècle, développe des actions d'une créativité remarquable. Une troisième étape intervient avec la loi sur les droits civiques *[1964]* et la loi protégeant le droit de vote pour les personnes noires *[1965]*. Les militants noirs pour les droits civiques utilisent des pratiques de résistance passive pour faire abolir la ségrégation, dont s'inspirent les citoyens de Minneapolis aujourd'hui.

Ce sont ces luttes que Donald Trump veut supprimer du récit national, en même temps qu'il cherche à revenir sur les droits conquis. Depuis son premier mandat, les droits des femmes sont dans le viseur du président américain, comme on l'a vu avec la décision de la Cour suprême supprimant le droit constitutionnel à l'avortement, en 2022, grâce aux voix décisives apportées par les juges qu'il a nommés. Les mesures anti-immigrationnistes s'inscrivent, elles, dans une peur *[liée à la théorie raciste]* du « grand remplacement ». Les projections de la population américaine montrent qu'en 2050 la majorité des Américains ne seront plus blancs, ce qui suscite dans l'entourage de Donald Trump une angoisse profonde.

Quant à la garantie des droits individuels, elle est bafouée lorsque l'administration autorise l'arrestation de citoyens en règle. Le droit de ne pas être emprisonné sans jugement a valeur constitutionnelle aux Etats-Unis. C'est ce que rappellent les manifestants anti-ICE dans les rues de Minneapolis.

Comment expliquer le paradoxe qui conduit les Etats-Unis à s'attaquer aux immigrés, alors même que le pays s'est construit grâce à l'immigration ?

L'histoire de l'immigration aux Etats-Unis n'est pas linéaire. Durant certaines périodes, elle a été encouragée parce qu'elle était utile au développement industriel. Mais les luttes sociales ont aussi été l'occasion de conflits intercommunautaires, et les gouvernements ont alors choisi de fermer les vannes ou d'imposer des quotas par origine. Au XVIIIe siècle, par exemple, ils favorisaient les immigrés allemands protestants plutôt que les immigrés irlandais catholiques. Au début du XIXe siècle, la priorité était donnée aux Européens du Nord, les Italiens étant alors considérés comme non blancs. Aujourd'hui, les Latino-Américains sont dans le viseur de l'administration.

La haine de Trump pour ceux qu'il considère comme des parasites s'inscrit dans le déni et le refus d'une Amérique égalitaire et multiculturelle. N'oublions pas qu'il est entré en politique en 1989, en achetant une pleine page du *New York Times* pour réclamer la mort de cinq adolescents noirs accusés de viol et de meurtre, ensuite innocentés. Depuis l'abolition de la ségrégation en 1965, le racisme est devenu honteux aux Etats-Unis. Mais il est resté bien présent dans certains cercles auxquels s'adresse Donald Trump en mobilisant une politique du ressentiment.

L'administration Trump a annoncé le retrait de l'ICE à la suite des manifestations. Que dit cette décision de l'état de la démocratie aux Etats-Unis ?

Ce retrait montre que le peuple est encore souverain et que la démocratie américaine n'est pas aussi fragile qu'on peut le penser face à la violence présidentielle. Il existe un attachement profond des citoyens américains à l'Etat de droit et aux libertés fondamentales. Les habitants qui descendent dans la rue pour défendre leurs voisins immigrés sont formés depuis l'école à chérir la Constitution qui garantit ces droits. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE LEGROS

Une réforme est nécessaire pour garantir l'indépendance des juridictions financières

La nomination, par le chef de l'Etat, de sa ministre de l'action et des comptes publics, Amélie de Montchalin, à la tête de la Cour des comptes révèle une « faille institutionnelle » de la Ve République, selon un **collectif** de magistrats financiers

L'impartialité de la Cour des comptes et des juridictions financières et leur rôle dans le bon fonctionnement du débat public sont mis au défi. La personne de la nouvelle première présidente n'est en aucun cas en cause. L'objet de cette tribune est ce que cette nomination révèle : une faille institutionnelle, où le président de la République peut, sans contrôle ni conditions, nommer à la tête des juridictions financières une personne qui définira l'orientation et la capacité d'action d'une institution démocratique-clé. Une faille qui appelle des réponses à la hauteur des principes qu'elle met à l'épreuve.

La Cour des comptes occupe une place singulière parmi les institutions de la Ve République. Chargée du contrôle du bon usage de l'argent public, elle en rend compte publiquement par ses rapports. Juridiction, elle est également chargée de documenter, de poursuivre et, le cas échéant, de réprimer les infractions au bon usage de l'argent public. Dans une période où la défiance à l'égard des dirigeants politiques et de l'action publique est massive, elle constitue un repère, assurément imparfait mais indispensable.

Depuis plusieurs années, la présence de la Cour des comptes dans le débat public est de plus en plus notable. Ses rapports nourrissent les débats budgétaires, ses analyses structurent les échanges sur l'efficacité de l'action publique, ses prises de position sont attendues, commentées, parfois redoutées. Cette influence croissante repose sur un capital essentiel, mais ô combien fragile : l'indépendance et l'impartialité de l'institution, conditions de sa légitimité et de sa crédibilité.

> L'IMPARTIALITÉ DE CELUI OU DE CELLE QUI PORTE LA VOIX DE LA COUR CONSTITUE UNE GARANTIE ESSENTIELLE

Des procédures ont été mises en place pour assurer la qualité et l'indépendance de ses observations et leur inscription dans le code des juridictions financières commande leur respect. Cependant, le ou la première présidente de la Cour des comptes joue un rôle déterminant au sein de l'institution. Il ou elle oriente les travaux de la Cour en fixant les priorités et la programmation des contrôles : dépenses des services publics ou dépenses fiscales, petites associations ou grandes entreprises publiques, ministères et Sécurité sociale. Il ou elle propose les nominations pour la Cour des comptes et les chambres régionales et territoriales des comptes, qui contrôlent les collectivités locales, et en organise l'activité.

Ce pouvoir va jusqu'à la proposition de nomination du procureur général, détenteur du monopole des poursuites devant la Cour des comptes. C'est enfin elle ou lui qui porte la parole de l'institution, qui incarne les constats posés par la Cour. Alors que le capital de la Cour repose avant tout sur sa voix, l'impartialité de celui ou celle qui la porte constitue une garantie essentielle. Le premier ou la première présidente de la Cour des comptes maîtrise ainsi les ressources nécessaires à l'exercice des compétences de la Cour et donc l'effectivité de son indépendance dans la conduite de ses missions. Or, les conditions de sa nomination révèlent une lacune inédite de la Ve République. Au Conseil constitutionnel, le mandat des membres, y compris de son président, est à durée fixe de neuf ans, non renouvelable. Le vice-président dirigeant le Conseil d'Etat doit nécessairement être choisi dans un vivier de membres compétents du corps, nommés conseillers d'Etat depuis au moins trois ans.

Ni condition ni contrôle

La magistrature judiciaire assure l'indépendance de ses membres par un contrôle étroit des nominations par le Conseil supérieur de la magistrature, auquel les magistrats sont partie prenante. Depuis 2008, la nomination à la tête des autorités administratives indépendantes (Défenseur des droits, Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, etc.) fait l'objet d'un contrôle par les assemblées parlementaires, qui peuvent s'y opposer. Rien de tel pour le premier président de la Cour des comptes : ni condition, ni limitation, ni contrôle. Pour cette institution pourtant majeure de la V République, cela relève du seul fait présidentiel.

Jusqu'à présent, cet édifice institutionnel a tenu grâce au respect des usages. Les nominations ont été marquées par une certaine retenue : profils expérimentés, souvent en fin de carrière, quasiment jamais issus directement du gouvernement en exercice. Une forme de sagesse non écrite dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire par le président de la République à compenser les lacunes du droit.

La décision d'Emmanuel Macron de nommer Amélie de Montchalin à la Cour des comptes fait voler en éclats cet usage républicain. Elle pose un défi majeur à l'institution. A titre d'exemple, la charte de déontologie des juridictions financières prévoit le déport des magistrats ayant exercé un contrôle sur des programmes ou entités durant les trois années précédant leurs fonctions. Sur ce point déterminant, comme sur l'impartialité et sur l'indépendance de la Cour, quelles mesures mettra en œuvre la première présidente, devenue magistrate elle-même par sa nomination, pour en assurer le respect plein et entier ?

Au-delà de ce cas d'espèce, ce que la période présente démontre, c'est qu'une réforme est nécessaire pour garantir l'indépendance des juridictions financières. D'abord, une réforme des conditions de nomination du premier président : introduction d'un contrôle parlementaire, définition d'un vivier ou de critères d'expérience, fixation d'une durée de mandat maximale et non renouvelable. Puis une réflexion de fond pour remédier à la concentration excessive des pouvoirs de programmation et de nomination entre ses mains.

Cette réflexion doit aussi venir de l'intérieur. La collégialité, la délibération collective, est au cœur des pratiques de l'institution et constitue un rempart solide qui doit, plus que jamais, être investi pleinement par chacun des membres des juridictions financières. Cette exigence s'impose à nous. Non par défiance, mais par fidélité à ce que la Cour doit être : une institution au service de l'intérêt général, indépendante non par coutume, mais par construction. ■

Premiers signataires :
Arnaud Bontemps, *conseiller référendaire ;* **Sylvie Boutereau-Tichet,** *conseillère maître ;* **Isabelle Gravière-Troadec,** *conseillère maître honoraire ;* **Gilles Johanet,** *procureur général honoraire près la Cour des comptes ;* **Xavier Lafon,** *conseiller référendaire ;* **Marie Lajus,** *conseillère maître ;* **Frédéric Mahieu,** *premier conseiller de chambre régionale des comptes ;* **Paul de Puylaroque,** *conseiller maître ;* **Yves Roquelet,** *président de section de chambre régionale des comptes ;* **Julie Ser-Istin,** *conseillère référendaire en service extraordinaire. La liste complète des signataires est à retrouver sur Lemonde.fr*

Pierre Khalfa et Jacques Rigaudiat Sous couvert d'objectivité, la Cour des comptes fait l'apologie des politiques néolibérales

Les deux économistes voient dans la nomination de la ministre des comptes publics, Amélie de Montchalin, comme première présidente de la Cour des comptes la confirmation du manque d'indépendance de l'institution

La nomination d'Amélie de Montchalin, qui était ministre des comptes publics jusqu'au 12 février, à la tête de la Cour des comptes *[à compter du 23 février]* a fait scandale. Non pas parce qu'elle serait incompétente pour le poste – une unanimité semble se dessiner pour affirmer le contraire –, mais parce qu'elle deviendrait alors juge de ce dont elle était auparavant responsable : elle aurait à se prononcer sur des mesures qu'elle a elle-même promues. C'est certes un problème, mais c'est une situation qui ne sera que momentanée.

En fait, ce qui choque dans cette nomination, c'est qu'elle révèle au grand jour ce qui est largement connu de tous ceux qui suivent les nominations dans les institutions de la République. On peut ici citer de nombreux exemples de parachutages clientélistes où des ex-ministres ou immédiats conseillers du prince se retrouvent à la tête d'institutions prétendument *« indépendantes »*, et qui, pour certaines d'entre elles sont même dotées d'un pouvoir juridictionnel qui les autorise à prononcer des jugements et à infliger des amendes.

De cela – sans même évoquer ici la Banque de France –, les exemples abondent : de la Commission de régulation de l'énergie, présidée par une ancienne ministre du logement, Emmanuelle Wargon,à l'Autorité des marchés financiers, présidée par l'ancienne directrice adjointe du cabinet de François Fillon et ex-membre du comité exécutif du Medef Marie-Anne Barbat-Layani.

Le développement des *« autorités administratives indépendantes »* (AAI) est l'un des marqueurs de la transformation de l'Etat sous l'empire du néolibéralisme. Des pans entiers des choix collectifs sont ainsi soustraits de la délibération collective, c'est-à-dire à la démocratie. Ce qui est ici en question n'est donc pas tant les personnes que les procédures.

Son orientation ne change pas

Dans tous les cas, le résultat est clair : toutes promeuvent la même orientation en matière de politique économique et sociale. Quant à la Cour des comptes, si son histoire a bien plus de profondeur que les AAI, elle n'a pas pour autant échappé à cette évolution : le juge historique des seuls comptes est devenu celui des politiques.

S'agissant de ses présidents, il faut d'abord remarquer que Pierre Moscovici, nommé à la tête de l'institution en 2020, avait été auparavant ministre de l'économie et des finances, qu'avant lui Didier Migaud, député socialiste, avait été rapporteur général du budget et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et que l'un de ses prédécesseurs, Philippe Séguin, avait été président de l'Assemblée nationale et président du Rassemblement pour la République (RPR)...

Au-delà des personnes, l'indépendance de la Cour des comptes est toute relative. Elle l'est d'autant plus que, quel que soit son président, son orientation ne change pas. Ainsi Didier Migaud, ancien socialiste, fait-il en 2013 le constat que *« la situation actuelle des finances publiques demeure préoccupante, les déficits sont toujours importants et la dette continue d'augmenter »*, phrase reprise quasiment mot pour mot par un autre ancien socialiste, Pierre Moscovici, dans de multiples déclarations ; et ne doutons pas qu'Amélie de Montchalin aussi la fera sienne.

> BAISSE DU NOMBRE DE FONCTIONNAIRES, RÉDUCTION DES DÉPENSES DE L'ÉTAT... ANNÉE APRÈS ANNÉE, LA COUR PRÉCONISE UNE VÉRITABLE SAIGNÉE PURGATIVE

L'évolution néolibérale n'a pas épargné la Cour des comptes : l'expert-comptable est devenu cabinet d'audit. On retrouve, rapport après rapport, tous les poncifs sur les dépenses publiques. *« La Cour des comptes exige des coupes d'urgence dans les dépenses sociales »*, pouvait déjà titrer *Le Monde* le 28 juin 2013. Ainsi le niveau des prélèvements obligatoires serait trop élevé, affirmation dépourvue de sens si on n'indique pas les services fournis en contrepartie, très différents suivant les pays, ni que ce niveau reflète simplement le degré de socialisation d'un certain nombre de dépenses qui seraient sinon effectuées de façon privée, mais n'en resteraient pas moins *« obligatoires »*.

Les recommandations – qui ressemblent comme deux gouttes d'eau aux plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) ou aux mémorandums de sinistre mémoire de la « troïka » *[l'alliance, dans les années 2010, de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du FMI]* imposés à la Grèce – sont à l'avenant : réduction des dépenses d'intervention de l'Etat, baisse du nombre de fonctionnaires et de leurs salaires avec le gel du point d'indice et le ralentissement des déroulements de carrière, désindexation des retraites, des allocations chômage et de la plupart des prestations sociales par rapport à l'inflation, augmentation de la durée du travail, etc. Année après année, c'est une véritable saignée purgative que préconise régulièrement la Cour des comptes.

Rôle dans la crise démocratique

Et cela pose une nouvelle fois la question de sa fonction. Si la Cour est dans son rôle lorsqu'elle examine la sincérité des chiffres avancés par le gouvernement pour construire sa trajectoire budgétaire, elle ne l'est pas quand elle s'aventure à préconiser des orientations. Elle l'est encore moins lorsque celles-ci ne font l'objet d'aucune évaluation quant à leurs conséquences. En s'en tenant à une description purement comptable, en s'exonérant d'une véritable analyse macroéconomique, la Cour des comptes est devenue un organe faisant, sous le couvert de l'objectivité, l'apologie des politiques néolibérales. A sa manière, elle participe ainsi à la crise démocratique actuelle, dont l'une des racines est l'exclusion du débat public et de la décision citoyenne de tout ce qui relève des politiques économiques et sociales.

Alors pourquoi la nomination d'Amélie de Montchalin fait-elle scandale, alors que tout le monde sait qu'elle sera dans la stricte continuité de ses prédécesseurs ? En fait, sa nomination jette une lumière crue sur ce qui devait rester caché. L'indépendance de la Cour des comptes n'est qu'une illusion et, dans son hubris, le président de la République, Emmanuel Macron, avec cette nomination, l'a mis en évidence : comme dans le conte d'Andersen, le roi – ici, la Cour des comptes – est nu. ■

Pierre Khalfa *est économiste, membre de la Fondation Copernic ;*
Jacques Rigaudiat *est conseiller maître honoraire à la Cour des comptes*

Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 2026

Dominique Sopo Le déni trop fréquent du racisme par l'institution judiciaire est désastreux

Le refus de reconnaître la dimension raciste du meurtre de Djamel Bendjaballah, tué en 2024 par un membre d'une milice d'extrême droite, fragilise les principes sur lesquels la République est fondée, estime le président de l'association SOS Racisme

Le 31 janvier se tenait devant le palais de justice de Dunkerque (Nord) un rassemblement, puis une courte marche vers la place Jean-Bart. L'initiative se tenait un an, jour pour jour, après une première mobilisation publique en hommage à Djamel Bendjaballah, un éducateur spécialisé, mort à l'âge de 43 ans. Le 31 août 2024, à Cappelle-la-Grande, Djamel Bendjaballah, sous les yeux de sa fille, était tué par Jérôme Decofour, un membre d'une milice d'extrême droite qui, les mois précédents, avait proféré à son endroit des insultes racistes.

Un membre d'une milice d'extrême droite qui tue un Arabe en lui roulant trois fois dessus avec sa voiture après l'avoir traité pendant des mois de *« bougnoule »* et lui avoir envoyé des saucissons pur porc frappés du logo *« halal »*? Voilà qui décrit une situation limpide : celle d'un crime raciste. Hélas, cette vérité est évidente pour tout le monde, sauf pour la justice, qui refuse obstinément de retenir la circonstance aggravante de racisme.

Interrogée sur une telle incongruité, la procureure de la République expliquait il y a quelques mois à la presse qu'il fallait laisser à la justice le temps d'avoir une *« appréciation de la qualification adéquate »*, assurant que *« le parquet est très mobilisé sur cette affaire »*. Près de dix-huit mois après le meurtre de Djamel Bendjaballah, la procureure et la juge d'instruction sont très *« mobilisées »* sur un point : le refus de retenir la circonstance aggravante de racisme. Son absence interdit aux associations antiracistes, qui avaient émis le souhait de se constituer partie civile pour épauler la famille de la victime dans cette épreuve au long cours, d'avoir accès au dossier.

> UN MILITANT D'EXTRÊME DROITE TUE UN ARABE EN LUI ROULANT TROIS FOIS DESSUS APRÈS L'AVOIR TRAITÉ DE « BOUGNOULE », MAIS LA JUSTICE NE RETIENT PAS LA CIRCONSTANCE AGGRAVANTE DE RACISME

Comment expliquer un tel déni de justice ? Trois pistes, dont aucune n'exclut l'autre, sont à creuser. Faut-il considérer qu'il existe, chez les acteurs de ce déni, une complaisance à l'endroit de Jérôme Decofour ? En ces temps de grande bascule, voilà une hypothèse que l'on ne saurait trop rapidement écarter, mais puisque l'hypothèse est invérifiable, inutile d'épiloguer.

Faut-il, en nous plaçant sur un terrain plus solide, y voir une volonté de masquer un fiasco ? Djamel Bendjaballah, respectueux de la République et confiant dans ses institutions, s'était en effet tourné vers la justice lorsque des menaces et des insultes avaient été proférées à son endroit par son futur meurtrier. Il avait déposé trois plaintes, et par trois fois, la justice s'est assise dessus. Reconnaître la dimension raciste du crime, c'est, pour la procureure sous l'autorité de laquelle les plaintes ont été classées sans suite, reconnaître que sa coupable inaction a pu contribuer à ce qu'advienne la mort d'un homme.

Le racisme nié, quelle serait alors la cause du crime ? La justice s'est très vite orientée vers un drame de la jalousie. Car Djamel Bendjaballah était devenu le compagnon de l'ex-compagne de Jérôme Decofour. Malgré le profil du meurtrier et les plaintes que la victime avait déposées, c'est la partition du *« crime passionnel »* qui est jouée. Dans une logique de déni du sexisme, cette même expression recouvrait naguère d'un macabre manteau de romantisme la réalité sordide des féminicides. On ne saurait aujourd'hui invoquer ce vocable frelaté pour qualifier un acte commandé par la haine raciste de celui qui ne pouvait accepter que son ex-compagne devienne, pour reprendre son expression, un *« cul à bougnoule »*.

Des juges invoquent un doute

Voilà qui nous mène à notre dernière piste d'explication du déni. Au-delà de la défaillance du parquet de Dunkerque, dont nous espérons qu'il sera dessaisi de ce dossier, il y a quelque chose de plus global – de plus systémique en quelque sorte – dans le déni du racisme par l'institution judiciaire. Il n'est pas systématique, comme le montrent de multiples condamnations : l'homme qui a tenté d'assassiner Saïd El Barkaoui a été condamné en appel, en 2022 dans les Landes, à vingt ans de réclusion et le meurtrier de Karim El Barni a été condamné à vingt-cinq ans de prison, dans le Nord, en 2023. Dans les deux cas, la circonstance aggravante de racisme a été retenue dès l'instruction et actée par les jurés. Dans de nombreux dossiers, les propos racistes, antisémites ou négationnistes sont condamnés.

Mais, dans maints dossiers, une résistance aussi farouche que feutrée se manifeste : des juges invoquent un doute quant au caractère injurieux et raciste du terme *« bougnoule »* scandé à l'endroit d'une personne d'origine maghrébine victime de harcèlement moral ; des magistrats refusent de reconnaître que les deux prévenus qui ont scié un arbre en la mémoire d'Ilan Halimi, à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), ont agi par antisémitisme ; des tribunaux refusent de retenir la circonstance aggravante de racisme, y compris en présence de propos racistes. L'impossibilité quasi-systématique d'aboutir à des condamnations pénales pour discriminations raciales mène au constat d'une ineffectivité de facto du droit censé les réprimer.

Apparaissant à l'état chimiquement pur dans le dossier de Djamel Bendjaballah, le déni trop fréquent du racisme par l'institution judiciaire est désastreux. Il prive notre société de rappels clairs et fermes : la République ne tolère pas l'expression d'un racisme étranger au concept d'égalité que cette même République place au cœur de sa devise.

Après le meurtre de Djamel Bendjaballah, d'autres crimes racistes ont suivi : Aboubakar Cissé dans la mosquée de La Grand-Combe (Gard) et Hichem Miraoui à Puget-sur-Argens (Var) ont ainsi été tués au printemps 2025. La reconnaissance de la dimension raciste du meurtre de Djamel Bendjaballah aurait-elle pu éviter ces drames ? Nous n'en savons rien, mais dans une période où le racisme et l'islamophobie explosent et où les crimes racistes font leur retour, nous savons une chose : la reconnaissance de la dimension raciste du meurtre qui a frappé Djamel Bendjaballah n'est pas seulement un acte de vérité et un acte d'apaisement pour la famille. Elle serait également un rappel des principes sur lesquels la République est fondée – notamment le principe cardinal du refus du racisme en ce qu'il détruit des vies, ouvre la voie à de grandes violences et dissout le lien social tel que nous le concevons dans une société démocratique et ouverte.

Que la justice soit – enfin – dite. ■

Dominique Sopo *est le président de SOS Racisme*

L'architecture écoresponsable peut-elle faire école ?

ANALYSE

> IL N'EST PLUS POSSIBLE D'APPRÉCIER UN OUVRAGE SANS S'INTERROGER SUR SON EMPREINTE CARBONE

La solidité, l'utilité, la beauté. On n'a pas trouvé mieux pour définir une bonne architecture que cette trinité proposée par Vitruve, théoricien romain de la discipline qui vécut au premier siècle avant Jésus-Christ, dans son célèbre traité *De architectura*. La crise écologique globale impose toutefois de lui adjoindre un quatrième nom, qu'on pourrait baptiser « écoresponsabilité ». Une fois qu'on a pris conscience du fait que le secteur du bâtiment produit de 34 à 40 % des émissions de CO_2 liées à l'énergie, il n'est plus possible d'apprécier un ouvrage sans s'interroger sur son empreinte carbone, sur l'impact environnemental des matériaux qui le constituent et des méthodes employées pour les assembler, sur le rapport qu'il institue avec le vivant…

Etablir le bilan carbone d'un bâtiment, pour autant, n'est pas chose aisée. Dans son livre *Désarmer le béton* (La Découverte, 2025), Léa Hobson montre bien comment l'opacité qu'entretiennent les acteurs du secteur de la construction, la volatilité des normes, l'hétérogénéité des données découragent les bonnes volontés en quête d'informations fiables et favorise le greenwashing.Il n'en reste pas moins qu'en matière d'écoresponsabilité, les scénarios de réhabilitation du bâti existant sont préférables, toutes choses égales par ailleurs, à ceux qui passent par la démolition, les matériaux biosourcés à ceux qui dépendent d'énergies fossiles, le réemploi à l'achat de neuf. Plus la construction est légère, en outre, plus l'architecture est vertueuse. Les grands porte-à-faux, les gestes spectaculaires qui inscrivent les signatures de leurs créateurs dans le ciel des villes sont désormais disqualifiés par la critique autant que par les maîtrises d'ouvrage désireuses de montrer patte verte. Ces extravagances formelles qui font pousser des *« waou ! »* d'admiration font peser sur la structure des bâtiments des efforts inutilement émetteurs de carbone.

« Je préférerais ne pas »

A quoi ressemble, alors, une bonne architecture en 2026 ? S'il fallait un slogan qui en capture le principe, du genre de ceux qui ont structuré l'histoire depuis la discipline du *« Form follows function »* (« la forme découle de la fonction »), de Louis Sullivan (dans *De la tour de bureau artistiquement considérée*, 1896, réédité en France par les éditions B2 en 2011), jusqu'au *« Fuck context »* (*« Rien à foutre du contexte »*), de Rem Koolhaas (dans son livre *S, M, L, XL*, The Monacelli Press, 1995), ce pourrait être *« Je préférerais ne pas »*.

La célèbre réplique de Bartleby, le personnage du romancier américain Herman Melville, fait écho à la démarche de Lacaton & Vassal, par exemple, l'agence française lauréate du prix Pritzker 2021 connue pour avoir popularisé l'idée qu'il faut éviter de démolir. Avec des projets comme le Palais de Tokyo (2001 et 2012), la réhabilitation de la tour Bois-le-Prêtre (2011), à Paris, le FRAC Dunkerque (2015), dans le Nord, sans parler de la place Léon-Aucoc (1996), à Bordeaux, où leur intervention a littéralement consisté à ne rien faire (sauf rénover en surface), elle a inspiré toute une génération. Son influence était manifeste dans la consultation « Quartiers de demain », à laquelle 30 équipes ont participé en 2025 pour transformer dix sites situés dans dix quartiers dits politiques de la ville. Depuis que la question de la réhabilitation est entrée dans les mœurs, en réalité, elle infuse littéralement partout.

Le mot d'ordre de Bartelby résonne tout autant dans la construction neuve où l'injonction à la sobriété impose partout une élégante nudité, où le même nuancier de teintes, allant du grège à l'ocre pour refléter les couleurs des matériaux naturels (ce qui n'empêche pas les architectes d'y puiser pour colorer leur béton), qui s'accorde avec une géométrie de la simplicité. La qualité architecturale, telle qu'elle s'exprime dans les palmarès 2025 de l'Equerre d'argent ou de la revue *D'A*, passe par le travail sur la lumière, l'optimisation de l'allocation des ressources, des matériaux, du lien entre intérieur et extérieur, la qualité des menuiseries ainsi qu'un usage subtil de la couleur, le vert et le rose pastel ayant particulièrement la cote ces temps-ci…

Ces qualités font évidemment exception dans le paysage de l'architecture. Il n'y a qu'à regarder ce qui pousse dans les zones d'aménagement concerté partout sur le territoire pour s'en rendre compte. On est très loin de la révolution qu'appelle le bilan carbone stratosphérique du secteur de la construction. La question qui se pose, dès lors, est de savoir si cette esthétique soustractive peut faire école. Si l'on pense au destin que fut celui du scribe énigmatique d'Herman Melville, mort de faim dans son coin à force de « préférer ne pas », il y a des raisons d'en douter.

Pour embrasser les défis de notre époque, l'architecture a sans doute besoin de retrouver foi en elle-même. A ceux qui auraient le désir de les relever, on ne saurait trop conseiller d'aller voir ce qui se joue au sud des Pyrénnées, dans le laboratoire de l'Office for Political Innovation, d'Andres Jaque. Non content de prendre à bras-le-corps des questions que l'anthropocène adresse directement à sa discipline – de la fertilisation des sols pollués aux conséquences sociales de l'extractivisme –, l'architecte madrilène propose pour chacun de ses projets une esthétique singulière, mutante et joyeusement déglinguée, comme une réponse conquérante à la noirceur du temps présent. *More-than-human* (« plus-qu'humain »), le livre qu'il a codirigé avec Marina Otero Verzier et Lucia Pietroiusti (Het Nieuwe Instituut, 2021, non traduit), décortique en outre les ressorts de l'injustice climatique et pose les bases d'une architecture capable de réconcilier les êtres et les espèces. *« More than human »* : quel meilleur slogan pour l'architecture de demain ? ■

ISABELLE REGNIER (SERVICE CULTURE)

ÉCONOMIE | CHRONIQUE

PAR FABRICE GLISZCZYNSKI

L'euro fort, un poison pour Airbus

LA FAIBLESSE DU DOLLAR, SI ELLE PERSISTE, FRAGILISERAIT LE PLAN DE CROISSANCE DE L'AVIONNEUR

Les solides résultats financiers de l'année 2025 présentés, vendredi 13 février, par le groupe aéronautique Safran, ceux à venir d'Airbus, qui seront publiés jeudi 19 février, probablement légèrement meilleurs que prévu selon certains analystes, traduisent la bonne santé de la construction aéronautique française et européenne, dopée par la vigueur du trafic aérien mondial.

La performance d'Airbus n'allait pourtant pas de soi au regard du nombre d'appareils livrés (793), certes en hausse par rapport à 2024, mais moins qu'espéré en raison des difficultés de certains fournisseurs à tenir les cadences de production ou le niveau de qualité exigé, ainsi que des perturbations logistiques liées aux tensions commerciales qui ont émaillé la scène internationale depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en 2025. Notamment les droits de douane américains, mis en place en avril avant d'être retirés quelques mois plus tard quand Washington s'est tendu compte qu'ils pénalisaient également son constructeur Boeing, et les restrictions d'exportation de la Chine de certains composants ou de terres rares.

Et si Airbus table sur une nouvelle hausse de sa production en 2026, l'année s'annonce très compliquée. D'abord parce que les problèmes de livraisons de moteurs de l'américain Pratt & Whitney ne sont toujours pas réglés. Ensuite parce que l'éclatement aux quatre coins de la planète de sa chaîne de fournisseurs (*« supply chain »*) constitue un point de vulnérabilité face aux aléas géopolitiques. Enfin, parce que la glissade du dollar, provoquée par la politique erratique de Donald Trump, fait ressurgir le spectre d'un euro fort, véritable poison pour tout exportateur européen. A fortiori dans l'aéronautique, le secteur le plus exposé, où les industriels sont coincés entre des coûts de production en partie en euros et des ventes d'avions quasiment toutes facturées en dollars, faisant fondre les bénéfices une fois le chiffre d'affaires converti en euros dans les comptes.

Après avoir atteint le seuil de 1,20 dollar fin janvier, son plus haut depuis 2021, la monnaie européenne s'échange aujourd'hui autour de 1,19 dollar, en hausse de 15 % depuis l'investiture de Donald Trump. Face à Boeing, qui a l'avantage de combiner coûts et recettes en billets verts, la perte de compétitivité pour Airbus est indéniable, même si elle est atténuée par une politique de couverture de change – une assurance qui vise à obtenir pour des périodes futures une parité plus favorable que celle du marché – et par une localisation croissante, au fil des ans, d'une partie de sa production et de celle de ses fournisseurs en zone dollars. Une politique guidée par l'envolée de la monnaie européenne entre 2006 et 2016, en partie à l'origine, en 2008, d'un plan de suppressions de 5000 postes en interne, et autant chez les sous-traitants. *« Chaque appréciation d'un centime d'euro face au dollar dégrade le résultat opérationnel d'Airbus de 150 millions d'euros, hors couverture de change »*, estime Yan Derocles, analyste chez Oddo BHF.

LA PROCHAINE DÉCENNIE EST CRUCIALE POUR AIRBUS, QUI DOIT LANCER LE SUCCESSEUR DE L'A320NEO

Si elle persistait pour s'installer dans la durée, comme le souhaite Donald Trump pour favoriser les exportations américaines, la faiblesse du billet vert serait lourde de conséquences pour Airbus. Au moins pour deux raisons. La première, c'est qu'elle fragiliserait le plan de *« croissance profitable »* de l'avionneur, qui, passant par une forte hausse de la production, doit lui permettre d'aborder les *« années 2030 (...) dans une forme olympique »*, selon les mots de son président exécutif, Guillaume Faury, dans un courrier adressé en janvier aux salariés. La prochaine décennie s'annonce en effet cruciale pour l'avenir d'Airbus. Car c'est autour de 2030 que le développement du successeur de l'A320neo sera lancé pour une mise en service entre 2035 et 2040. Le coût du programme avoisinera au moins 10 milliards d'euros. Cet avion moyen-courrier aura la lourde tâche de faire au moins aussi bien que son prédécesseur, qui réalise l'essentiel des ventes du constructeur.

Répondre par l'innovation

Tout échec compromettrait l'avenir du groupe, alors que la concurrence va s'intensifier avec le lancement du nouvel appareil de Boeing pour remplacer son B737, la montée en puissance du chinois Comac – encore loin derrière –, et l'arrivée potentielle d'un nouvel acteur après l'annonce, en janvier, de l'avionneur brésilien Embraer et du groupe indien Adani de concevoir un nouvel avion. Autant de défis qu'il est préférable pour Airbus de relever avec des finances confortables.

L'autre conséquence d'une baisse durable du dollar concerne la recomposition éventuelle de la chaîne de fournisseurs de ce nouvel appareil. Airbus a là l'occasion de partir d'une feuille blanche pour bâtir un nouveau système industriel, incluant des critères d'autonomie stratégique. Autrement dit, permettant de relocaliser davantage de production sur le Vieux Continent afin de s'affranchir au maximum de ce que les Anglo-Saxons appellent la *« weaponization of the supply chains »* : un terme qui désigne l'instrumentalisation, par certains pays, des dépendances des entreprises étrangères à leurs produits, fournisseurs, ou matières premières pour en tirer un avantage géopolitique.

Un schéma beaucoup plus local, à l'opposé du système industriel globalisé en vigueur sur les avions actuels, hérité d'une mondialisation heureuse aujourd'hui révolue. Mais qui serait plus coûteux, d'autant plus si l'euro est fort. Auquel cas, sauf à espérer un vent plus favorable d'ici là à la vente d'avions en euros, la réponse se trouverait sans doute du côté de l'innovation à la fois pour améliorer les « process » et concevoir un appareil aux performances économiques et environnementales supérieures à celles de Boeing. Histoire de justifier une possible hausse de prix par rapport à son rival. Et par ricochet de tenir à distance les ambitions de la Chine de devenir une puissance aéronautique mondiale. ■

APRÈS MUNICH, LE DEVOIR D'UNITÉ DES EUROPÉENS

ÉDITORIAL

La forme a été amendée, mais le fossé est resté béant entre Européens et Américains, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité. Un an après la diatribe du vice-président des Etats-Unis, J. D. Vance, dans laquelle la morgue le disputait au mépris, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, s'est exprimé sur un ton plus amène, samedi 14 février. Il n'en fallait pas plus pour que certains laissent libre cours à un soulagement hors de propos, compte tenu du contenu de son intervention.

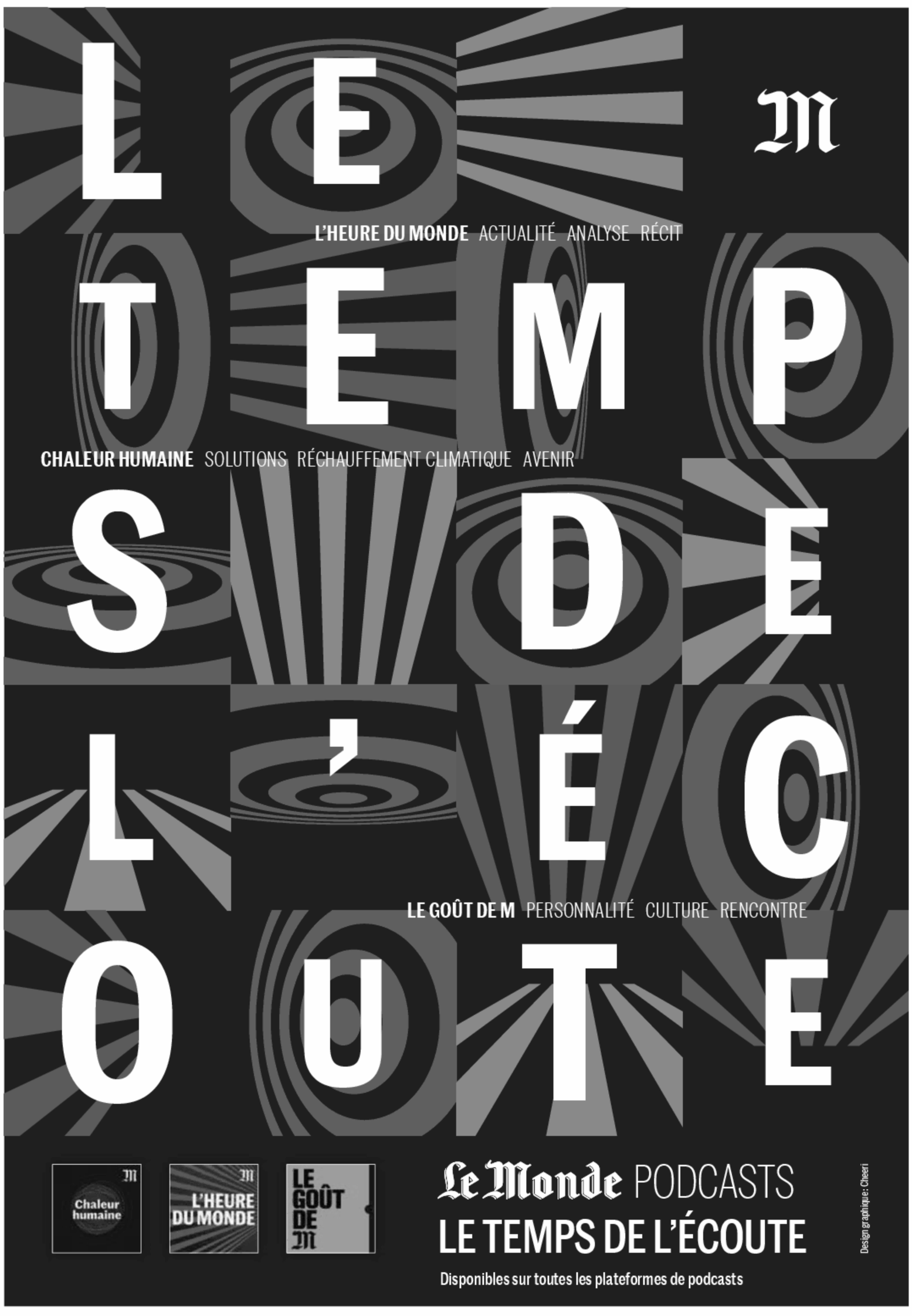
Certes, l'hommage rendu par le représentant de l'administration américaine à la fraternité des champs de bataille sur lesquels Américains et Européens ont souvent combattu côte à côte ne pouvait déplaire. Il a tranché avec le dédain exprimé par Donald Trump à l'égard des pays qui avaient épaulé les Etats-Unis après le 11-Septembre. Sur l'essentiel, cependant, le discours de Marco Rubio s'est inscrit dans le fil de la stratégie de sécurité nationale exposée en décembre 2025, qui vise le dynamitage des institutions européennes.

Son absence à une réunion sur l'Ukraine, qu'il s'est même abstenu de mentionner dans son intervention, ne pouvait être justifiée par un problème d'agenda. Elle a confirmé que cette guerre dont Washington se montre incapable de désigner le responsable, Vladimir Poutine, constitue toujours le révélateur d'une fracture transatlantique dont les Etats-Unis sont les seuls responsables par leur volte-face.

Les Européens sont en effet seuls, désormais, à appuyer Kiev, avec une parcimonie qui exaspère le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Dans le même temps, Donald Trump continue de ménager le fauteur de guerre dont l'armée s'acharne sur les civils ukrainiens, faute de pouvoir briser l'admirable résistance de leurs soldats. Les étapes suivantes de la tournée du secrétaire d'Etat, la Slovaquie et la Hongrie du premier ministre Viktor Orban, dont on ne sait plus vraiment ce qu'il partage encore avec l'écrasante majorité de ses pairs européens, ont produit le même effet.

L'autre cassure transatlantique que l'intervention de Marco Rubio n'a pas résorbée concerne les valeurs que ce partenariat historique entendait défendre de la même voix jusqu'au retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Lorsque le secrétaire d'Etat assure que *« l'Amérique trace la voie vers un nouveau siècle de prospérité »* et qu'il invite ses *« précieux alliés »* et ses *« plus anciens amis »* à la rejoindre, il entend bien que ces derniers renoncent à ce qu'ils sont, et notamment à une souveraineté dont la réglementation numérique est la traduction et qui est déjà l'objet des menaces de Washington.

Lorsque l'administration américaine dresse un portrait apocalyptique d'une Union européenne qui serait le cimetière des ambitions, des identités et des libertés, celle-ci peut pointer en retour le négationnisme climatique de Washington, son renoncement à la science, sa dérive ploutocratique et ses accents autoritaires. La *« civilisation occidentale »* que Moscou voue aux gémonies n'a plus la même définition de part et d'autre de l'Atlantique, et les Européens n'ont absolument aucune raison d'abdiquer la leur. Ce constat d'éloignement durable leur impose en retour un devoir d'unité. Il peut s'accommoder de nuances, comme la différence de tonalité des discours prononcés à Munich par le président français, Emmanuel Macron, et par le chancelier allemand, Friedrich Merz, l'a montré, mais les Européens ne peuvent plus se payer le luxe de divisions. ■



Photographie retouchée

Une légèreté absolue au service de l'excellence.

L'élégance est un art subtil qui brille de sa propre lumière. Elle est, en un mot, royale. Loro Piana Royal Lightness est la toute dernière expression de l'excellence de la Maison : un tissu double qui associe la précieuse soie Mulberry à un cachemire ultrafin. Les mains expertes de nos maîtres artisans transforment ce tissu rare en vêtements aussi légers que des plumes, quasiment impalpables. Leurs coutures invisibles et leurs lignes fluides bougent en même temps que vous et capturent la lumière avec un éclat subtil. Lorsque vous portez Loro Piana Royal Lightness, vous ne sentez presque rien, mais son toucher perdure de manière inoubliable.

LORO PIANA ROYAL LIGHTNESS® : UN NOUVEAU CHAPITRE DANS NOTRE QUÊTE DE L'EXCELLENCE.